

# VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi”:	
ar piesūtīšanu:	bez piesūtīšanas:
par Ls	(saņemot ekspedīcijā) par Ls
1 gadu . . . . . 22,—	1 gadu . . . . . 18,—
2 gadu . . . . . 12,—	1/2 gadu . . . . . 10,—
3 mēn. . . . . 6,—	3 mēn. . . . . 5,—
1 „ . . . . . 2,—	1 „ . . . . . 1,70
Piesūtīt pa pastu un pie atkalpārdevējiem . . . . . 13	Par atsevišķu numuru . . . . . 10

**Latvijas valdības**  
Iznāk katru dienu, izņemot

-----  
**Redakcija:**  
Rīgā, pili 2. ist. Tālrūnis 20032  
Runas stundas no 11—12



**oficiāls laikraksts**  
svētdienas un svētku dienas

-----  
Kantoris un ekspedīcija:  
Rīgā, pili 1. ist. Tālrūnis 20031  
Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:	
a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejiņām rindiņām . . . . .	Ls 4,—
par katru tālāku rindiņu . . . . .	„—,15
b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejiņu rindiņu . . . . .	„—,20
c) no privātiem par katru viensl. rindiņu (par obligāt. sludin.) . . . . .	„—,25
d) par dokumentu pazuudēšanu no katras personas . . . . .	„—,80

230. №

Piektdien, 1936. g. 9. oktobrī

Deviņpadsmitais gads

Starptautiskai telekomunikāciju konvencijai pievienotais Telegrafa reglaments. (Turpinājums pie likuma par Madrides 1932. g. starptaut. telekomunikac. konvenciju)

Pārgrozījumi likumā par valsts satiksmes ceļu un valsts sakaru līdzekļu mobilizāciju kara vajadzībām.

Pārgrozījumi noteikumos par Zemkopības ministrijas meteoroloģiskā biroja mobilitāciju kara vajadzībām.

Pārgrozījumi un papildinājumi likumā par zemes ceļiem.

Valsts Prezidenta 30. rīkojums.

Takse par sēkļu analīzēm valsts sēkļu kontroles stacijā.

Muitas departamenta rīkojumi.

## Règlement télégraphique

annexé à la

### Convention internationale des télécommunications.

#### CHAPITRE I.

##### Répercussion sur l'exploitation des radiocommunications.

###### Article premier.

Application du Règlement télégraphique aux radiocommunications.

[1] En tant que le présent Règlement n'en dispose pas autrement, les prescriptions applicables aux communications par fil le sont aussi aux communications par sans fil.

#### CHAPITRE II.

##### Réseau international.

###### Article 2.

###### Constitution du réseau.

[2] § 1. Les bureaux entre lesquels l'échange des télégrammes est continu ou très actif sont, autant que possible, reliés par des voies de communication directes, établies en nombre suffisant pour satisfaire à tous les besoins du service. Celles-ci doivent, en outre, présenter les garanties mécaniques, électriques et techniques suffisantes, en tenant compte, autant que possible, des avis du Comité consultatif international télégraphique (C. C. I. T.).

[3] § 2. Si, sur la totalité du parcours ou sur certaines sections seulement, des câbles interurbains sont disponibles, ceux-ci sont, autant que possible, également à utiliser pour l'établissement de voies de communication télégraphiques internationales. A cet effet, les administrations intéressées s'entendent sur la manière de procéder. En ce qui concerne les détails techniques, font règle, autant que possible, les recommandations communes du Comité consultatif international télégraphique (C. C. I. T.) et du Comité consultatif international téléphonique (C. C. I. F.).

###### Article 3.

###### Utilisation des voies de communication.

[4] § 1. L'exploitation des voies de communication internationales fait l'objet d'un accord entre les administrations intéressées.

[5] § 2. Les transmissions par les voies de communication internationales ne sont effectuées, en règle générale, que par les bureaux tête de ligne. Les administrations prennent, chacune en ce qui la concerne, des dispositions pour que, sur chaque voie de communication internationale importante, un ou plusieurs bureaux du parcours puissent se substituer au bureau désigné comme point extrême, lorsque le travail direct entre les deux bureaux tête de ligne devient impossible.

[6] § 3. En cas de dérangement ou de non utilisation, les voies de communication internationales peuvent, sur les sections nationales, être détournées en tout ou partie de leur affectation normale, à la condition que les administrations intéressées les ramènent à cette affectation dès que le dérangement a cessé ou que la demande en a été faite.

###### Article 4.

###### Entretien des voies de communication.

[7] § 1. Les administrations prennent, pour chacune des voies de communication internationales, les dispositions qui permettent d'en tirer le meilleur parti.

[8] § 2. (1) Les bureaux tête de ligne des fils internationaux à grand trafic mesurent l'état électrique (isolement, résistance, etc.) de ces fils chaque fois qu'ils le jugent utile. Ils s'entendent sur le jour et l'heure de ces mesures, se communiquent les résultats de celles-ci et font procéder le plus promptement possible à l'élimination des défauts constatés.

[9] (2) Lorsque des câbles interurbains sont utilisés pour l'établissement des voies de communication télégraphiques internationales à grand trafic, il est procédé aux mesures conformément aux dispositions spéciales du Règlement téléphonique.

[10] § 3. En cas de dérangement des voies de communication internationales, les bureaux intéressés se communiquent mutuellement les résultats de leurs recherches, dans le but de déterminer l'endroit et la nature de l'interruption; les administrations intéressées s'engagent à réparer ou à remplacer, dans la mesure du possible, et dans le plus bref délai, la section défectueuse.

#### CHAPITRE III.

##### Nature et étendue du service des bureaux.

###### Article 5.

###### Ouverture, durée et clôture du service. Heure légale.

[11] § 1. Chaque administration fixe les heures pendant lesquelles les bureaux doivent rester ouverts au public.

[12] § 2. Les bureaux importants, travaillant directement l'un avec l'autre, restent ouverts, autant que possible, le jour et la nuit, sans interruption.

[13] § 3. Dans les bureaux à service permanent, la clôture des séances journalières est donnée à une heure établie d'accord entre les bureaux correspondants.

[14] § 4. Les bureaux dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir transmis tous leurs télégrammes internationaux à un bureau dont le service est plus prolongé et avant d'avoir reçu du bureau correspondant les télégrammes internationaux qui sont en instance au moment de la clôture.

[15] § 5. Entre deux bureaux de pays différents communiquant directement, la clôture est demandée par celui qui se ferme à celui qui demeure ouvert, et donnée par

ce dernier. Lorsque les deux bureaux en relation se ferment au même moment, la clôture est demandée par celui qui appartient au pays dont la capitale a la position la plus orientale, et donnée par l'autre bureau.

[16] § 6. A l'exception des pays ayant deux ou plusieurs zones horaires, la même heure est adoptée par tous les bureaux du même pays. L'heure légale ou les heures légales adoptées par une administration sont notifiées aux autres administrations par l'intermédiaire du Bureau de l'Union.

###### Article 6.

###### Notations indiquant la nature et l'étendue du service des bureaux.

[17] (1) Les notations suivantes sont adoptées pour indiquer la nature du service et les heures d'ouverture des bureaux:

- N bureau à service permanent (de jour et de nuit);
- R station terrestre (de radiocommunication);
- S bureau sémaphorique;
- K bureau qui admet au départ les télégrammes de toute catégorie et qui n'accepte à l'arrivée que ceux à remettre „télégraphe restant" ou à distribuer dans l'enceinte d'une gare;
- VK bureau qui admet au départ les télégrammes de toute catégorie ou seulement ceux des voyageurs ou du personnel résidant dans la gare, et qui n'accepte aucun télégramme à l'arrivée;
- E bureau ouvert seulement pendant le séjour du chef de l'Etat ou de la cour;
- B bureau ouvert seulement pendant la saison des bains;
- H bureau ouvert seulement pendant la saison d'hiver;
- \* bureau temporairement fermé.

[18] (2) Les notations qui précèdent peuvent se combiner entre elles.

[19] (3) Les notations B et H sont complétées, autant que possible, par l'indication des dates d'ouverture et de fermeture des bureaux temporaires dont il s'agit.

#### CHAPITRE IV.

##### Dispositions générales relatives à la correspondance.

###### Article 7.

Constatacion de l'identité de l'expéditeur ou du destinataire.

[20] L'expéditeur ou le destinataire d'un télégramme privé est tenu d'établir son identité lorsqu'il y est invité par le bureau d'origine ou celui de destination, respectivement.

#### CHAPITRE V.

##### Rédaction et dépôt des télégrammes.

###### Article 8.

Langage clair et langage secret. Acceptation de ces langages.

[21] § 1. Le texte des télégrammes peut être rédigé en langage clair ou en langage secret, ce dernier se distinguant en langage convenu et en langage chiffré. Chacun de ces langages peut être employé seul ou conjointement avec les autres dans un même télégramme.

[22] § 2. Toutes les administrations acceptent, dans toutes leurs relations, les télégrammes en langage clair. Elles peuvent n'admettre ni au départ ni à l'arrivée les télégrammes privés rédigés totalement ou partiellement en langage secret, mais elles doivent laisser ces télégrammes circuler en transit, sauf le cas de suspension défini à l'article 27 de la Convention.

###### Article 9.

###### Langage clair.

[23] § 1. Le langage clair est celui qui offre un sens compréhensible dans une ou plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique internationale, chaque mot et chaque expression ayant la signification qui leur est normalement attribuée dans la langue à laquelle ils appartiennent.

[24] § 2. On entend par télégrammes en langage clair, ceux dont le texte est entièrement rédigé en langage clair. Toutefois, la présence de nombres écrits, soit en lettres soit en chiffres, qui n'ont aucune signification secrète, d'adresses conventionnelles, de marques de commerce, de cours de bourse, de lettres représentant les signaux du code international de signaux, employés dans les télégrammes sémaphoriques et dans les radiotélégrammes, d'expressions abrégées d'un usage courant dans la correspondance usuelle ou commerciale, comme fob, cif, caf, svp ou toute autre analogue, dont l'appréciation appartient au pays qui expédie le télégramme, d'un mot ou d'un nombre de contrôle placé en tête du texte dans les télégrammes de banque et ceux analogues, ne change pas le caractère d'un télégramme en langage clair.

[25] § 3. Chaque administration désigne, parmi les langues usitées sur le territoire du pays auquel elle appartient, celles dont elle autorise l'emploi dans la correspondance télégraphique internationale en langage clair. L'usage du latin et de l'espéranto est également autorisé.

###### Article 10.

###### Langage convenu.

[26] § 1. Le langage convenu est celui qui se compose soit de mots artificiels, soit de mots réels n'ayant pas la signification qui leur est normalement attribuée dans la langue à laquelle ils appartiennent et, de ce fait, ne forment pas des phrases compréhensibles dans une ou plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique en langage clair, soit enfin d'un mélange de mots réels ainsi définis et de mots artificiels.

[27] § 2. (1) On entend par télégrammes en langage convenu ceux dont le texte contient des mots appartenant à ce langage.

[28] (2) Les mots convenus, qu'ils soient réels ou artificiels, ne doivent pas comprendre plus de cinq lettres; ils peuvent être construits librement. Ces mots ne peuvent contenir la lettre accentuée é.

[29] § 3. L'agent qui accepte un télégramme en langage convenu inscrit sur la minute la mention de service „CDE" qui est transmise en tête du préambule du télégramme jusqu'à destination.

[30] § 4. Les télégrammes CDE sont taxés aux  $\frac{6}{10}$  du tarif plein s'il s'agit du régime extra-européen, et aux  $\frac{7}{10}$  du tarif plein s'il s'agit du régime européen.

[31] § 5. (1) Les télégrammes dont le texte contient des mots en langage convenu et des mots en langage clair et/ou des chiffres et des groupes de chiffres, sont considérés, pour la taxation, comme appartenant au langage convenu. Toutefois:



- [32] a) le nombre des chiffres ou groupes de chiffres ne doit pas dépasser la moitié du nombre des mots taxés du texte et de la signature;
- [33] b) pour la taxation, ne sont pas considérés comme télégrammes convenus les télégrammes de banque et ceux analogues rédigés en langage clair contenant un mot ou un nombre de contrôle placé en tête du texte (art. 9, § 2).
- [34] (2) Les télégrammes dont le texte contient des mots en langage convenu et des groupes de chiffres en nombre supérieur à la moitié des mots taxés du texte et de la signature sont considérés, pour la taxation, comme des télégrammes en langage chiffré.
- [35] § 6. L'expéditeur d'un télégramme en langage convenu ou mixte convenu est tenu de présenter le code d'après lequel le texte ou partie du texte du télégramme a été rédigé, si le bureau d'origine ou l'administration dont ce bureau relève lui en font la demande.

## Article 11.

## Langage chiffré.

- [36] § 1. Le langage chiffré est celui qui est formé:
- [37] 1<sup>o</sup> de chiffres arabes, de groupes ou de séries de chiffres arabes ayant une signification secrète;
- [38] 2<sup>o</sup> de mots, noms, expressions ou réunions de lettres, à l'exclusion de la lettre é, ne remplissant pas les conditions du langage clair (art. 9) ou du langage convenu (art. 10).
- [39] § 2. Le mélange, dans un même groupe, de chiffres et de lettres ayant une signification secrète, n'est pas admis.
- [40] § 3. Ne sont pas considérés comme ayant une signification secrète les groupes visés à l'article 9, § 2.

## Article 12.

## Rédaction des télégrammes. Caractères pouvant être employés.

- [41] § 1. La minute du télégramme doit être écrite lisiblement en caractères qui ont leur équivalent dans le tableau ci-dessous des signaux télégraphiques et qui sont en usage dans le pays où le télégramme est présenté.
- [42] § 2. Ces caractères sont les suivants:
- Lettres: A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z, É.
- Chiffres: 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.
- Signes de ponctuation: Point (.), virgule (,), deux points (:), point d'interrogation (?), apostrophe ('), trait d'union ou tiret (-).
- Autres signes d'écriture: Parenthèses ( ), barre de fraction (/), souligné (—);
- [43] § 3. Tout renvoi, interligne, rature, suppression ou surcharge doit être approuvé par l'expéditeur ou par son représentant.
- [44] § 4. (1) Les chiffres romains sont admis tels quels, mais ils sont transmis en chiffres arabes.
- [45] (2) Toutefois, si l'expéditeur d'un télégramme désire que le destinataire soit informé qu'il s'agit de chiffres romains, il écrit le ou les chiffres arabes et, devant ce ou ces chiffres, il intercale le mot „romain“.
- [46] § 5. Le signe de multiplication (×), quoique n'ayant pas son équivalent dans le tableau réglementaire, est admis. La lettre X le remplace dans la transmission; elle est comptée pour un mot.
- [47] § 6. (1) Les expressions telles que 30a, 30me, 30ne, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, <math>\frac{1}{2}</math>, 1' (minute), 1" (seconde), etc., ne peuvent être reproduites par les appareils; les expéditeurs doivent leur substituer un équivalent pouvant être télégraphié, soit, par exemple, pour les expressions citées ci-dessus: 30 exposant a (ou 30 a), trentième, trentaine, primo, secundo, B dans losange, 1 minute, 1 seconde, etc.
- [48] (2) Toutefois, si les expressions 30a, 30b, etc., 30 bis, 30 ter, etc., 30 I, 30 II, etc., 30<sup>1</sup>, 30<sup>2</sup>, etc., indiquant le numéro d'habitation figurent dans une adresse, l'agent taxateur sépare le numéro de son exposant ou des lettres ou chiffres qui l'accompagnent, par une barre de fraction. La même règle est appliquée dans la transmission des numéros d'habitation tels que 30 A, 30 B, etc. Les expressions envisagées seront, par conséquent, transmises sous la forme ci-après: 30/A, 30/B, etc., 30/bis, 30/ter, etc., 30/I, 30/2, etc., 30/1, 30/2, etc., 30/A, 30/B, etc.

## Article 13.

## Ordre de rangement des diverses parties d'un télégramme.

- [49] Les diverses parties qu'un télégramme peut comporter doivent être libellées dans l'ordre suivant: 1<sup>o</sup> les indications de service taxées; 2<sup>o</sup> l'adresse; 3<sup>o</sup> le texte; 4<sup>o</sup> la signature.

## Article 14.

## Libellé des indications de service taxées.

- [50] § 1. Indications de service taxées et formules pour leur transmission.
- |  |                       |
|--|-----------------------|
| Urgent . . . . .   | =D=                   |
| Partiellement urgent . . . . .   | =PU=                  |
| Réponse payée x . . . . .  | =RPx=                 |
| Collationnement . . . . .  | =TC=                  |
| Accusé de réception télégraphique (télégramme avec) . . . . .          | =PC=                  |
| Accusé de réception postal (télégramme avec) . . . . .                 | =PCP=                 |
| Faire suivre . . . . .   | =FS=                  |
| Poste . . . . .  | =Poste=               |
| Poste recommandée . . . . .  | =PR=                  |
| Poste restante . . . . .   | =GP=                  |
| Poste restante recommandée . . . . .                                   | =GPR=                 |
| Poste-avion . . . . .  | =PAV=                 |
| Télégraphe restant . . . . .   | =TR=                  |
| Exprès . . . . .   | =Exprès=              |
| Exprès payé . . . . .  | =XP=                  |
| Mains propres . . . . .  | =MP=                  |
| Ouvert . . . . .   | =Ouvert=              |
| Jour . . . . .   | =Jour=                |
| Nuit . . . . .   | =Nuit=                |
| X adresses . . . . .   | =TMx=                 |
| Communiquer toutes les adresses . . . . .                              | =CTA=                 |
| X jours . . . . .  | =Jx=                  |
| Télégramme de presse . . . . .   | =Presse=              |
| Télégramme différé . . . . .   | =LC=                  |
| Télégramme sémaphorique . . . . .                                      | =SEM=                 |
| Lettre-télégramme du régime européen . . . . .                         | =ELT=                 |
| Lettre-télégramme du régime extra-européen . . . . .                   | =NLT=                 |
| ou, suivant la relation . . . . .                                      | =DLT=                 |
| Télégramme à remettre sur formulaire de luxe . . . . .                 | =LX=                  |
| Télégramme de félicitations . . . . .                                  | =XLT=                 |
| Télégramme à transmettre obligatoirement par téléphone . . . . .       | =TF . . . =           |
| Télégramme réexpédié sur l'ordre du destinataire . . . . .             | =Réexpédié de . . . = |
| Télégramme météorologique à tarif réduit . . . . .                     | =OBS=                 |
| ST auquel la réponse est donnée par lettre ordinaire . . . . .         | =Lettre=              |
| ST auquel la réponse est donnée par lettre recommandée . . . . .       | =Lettre RCM=          |
| Retransmission d'un radiotélégramme par les stations de bord . . . . . | =RM=                  |

[51] § 2. (1) Toute indication de service taxée, prévue par le Règlement, dont l'expéditeur désire faire usage, doit être écrite sur la minute, immédiatement avant l'adresse.

[52] (2) En ce qui concerne les télégrammes multiples, l'expéditeur doit inscrire ces indications avant l'adresse de chaque destinataire qu'elles peuvent concerner. Toutefois, s'il s'agit d'un télégramme multiple urgent, d'un télégramme multiple partiellement urgent, d'un télégramme multiple de presse, d'un télégramme multiple différé ou d'un télégramme multiple avec collationnement, il suffit que les indications correspondantes soient inscrites une seule fois et avant la première adresse.

[53] § 3. Les indications de service taxées peuvent être écrites dans une forme quelconque, mais elles ne sont taxées et transmises que dans la forme abrégée prévue par le Règlement. L'agent taxateur biffe l'indication inscrite par l'expéditeur dans une autre forme que la forme réglementaire abrégée et la remplace par l'abréviation correspondante, mise entre deux doubles traits (exemple: =TC=).

## Article 15.

## Libellé de l'adresse.

[54] § 1. L'adresse doit comprendre toutes les indications nécessaires pour assurer la remise du télégramme au destinataire, sans recherches ni demandes de renseignements.

[55] § 2. (1) Toute adresse doit, pour être admise, contenir au moins deux mots, le premier désignant le destinataire, le second indiquant le nom du bureau télégraphique de la localité de destination.

[56] (2) Lorsque cette localité n'est pas desservie par les voies de communication internationales, on applique les dispositions de l'article 62.

[57] (3) L'adresse doit, pour les grandes villes, faire mention de la rue et du numéro ou, à défaut de ces indications, spécifier la profession du destinataire ou donner tous autres renseignements utiles.

[58] (4) Même pour les petites localités, la désignation du destinataire doit être, autant que possible, accompagnée d'une indication complémentaire capable de guider le bureau d'arrivée.

[59] § 3. Pour les télégrammes à destination de la Chine, l'emploi de groupes de quatre chiffres est admis pour désigner le nom et le domicile du destinataire.

[60] § 4. Les indications de l'adresse doivent être écrites dans la langue du pays de destination ou en français; toutefois, celles relatives aux nom, prénoms, raison sociale et domicile sont acceptées telles que l'expéditeur les a libellées.

[61] § 5. (1) L'adresse peut être formée par le nom du destinataire suivi du mot „téléphone“ et de l'indicatif d'appel de son raccordement téléphonique. Dans ce cas l'adresse est libellée comme il suit: „Pauli téléphone Passy 5074 Paris“, et la transmission téléphonique du télégramme au destinataire est facultative.

[62] (2) Si l'expéditeur désire que son télégramme soit obligatoirement téléphoné au destinataire, il inscrit avant l'adresse l'indication de service taxée =TF=, suivie de l'indicatif d'appel du raccordement téléphonique du destinataire; par exemple: =TF Passy 5074= Pauli Paris. Le bureau de destination est alors tenu de faire parvenir le télégramme par téléphone, à moins que des dispositions de l'administration dont dépend ce bureau ne s'y opposent.

[63] § 6. L'adresse peut aussi être formée par le nom du destinataire et le numéro de sa boîte postale. Dans ce cas, l'adresse est libellée comme il suit: „Pauli boîte postale 275 Paris“.

[64] § 7. Lorsqu'un télégramme est adressé à une personne chez une autre, l'adresse doit comprendre, immédiatement après la désignation du véritable destinataire, l'une des mentions „chez“, „aux soins de“ ou toute autre équivalente.

[65] § 8. L'adresse des télégrammes adressés „poste restante“ ou „télégraphe restant“ doit indiquer le nom du destinataire; l'emploi d'initiales, de chiffres, de simples prénoms, de noms supposés n'est pas admis pour ces correspondances.

[66] § 9. L'adresse peut être écrite sous une forme conventionnelle ou abrégée. Toutefois, la faculté pour un destinataire de se faire remettre un télégramme dont l'adresse est ainsi formée est subordonnée à un arrangement entre ce destinataire et le bureau télégraphique d'arrivée.

[67] § 10. Lorsque, dans la localité de destination, la distribution des télégrammes est assurée par plusieurs bureaux exploités par des administrations ou exploitations privées différentes, ces bureaux communiquent à celui d'entre eux qui leur en fait la demande, les renseignements nécessaires pour remettre un télégramme reçu avec une adresse enregistrée inconnue de ce bureau, mais autorisée par une administration ou exploitation privée autre que celle dont il dépend.

[68] § 11. Le nom du bureau télégraphique de destination doit être placé à la suite des indications de l'adresse qui servent à désigner le destinataire et, le cas échéant, son domicile; il doit être écrit tel qu'il figure dans la première colonne de la nomenclature officielle des bureaux. Ce nom ne peut être suivi que du nom de la subdivision territoriale ou de celui du pays, ou bien de ces deux noms. Dans ce dernier cas, c'est le nom de la subdivision territoriale qui doit suivre immédiatement celui du bureau destinataire.

[69] § 12. (1) Lorsque le nom de la localité donné comme destination, ou celui de la station terrestre désignée pour la transmission d'un radiotélégramme n'est pas mentionné dans la nomenclature officielle y relative, l'expéditeur doit obligatoirement écrire, à la suite de ce nom, soit le nom de la subdivision territoriale, soit celui du pays de destination, soit ces deux indications ou toute autre indication qu'il juge suffisante pour l'acheminement de son télégramme. Il en est de même lorsqu'il existe plusieurs bureaux du nom indiqué et que l'expéditeur n'est pas en mesure de donner des renseignements positifs permettant de définir la désignation officielle de la localité.

[70] (2) Dans l'un comme dans l'autre cas, le télégramme n'est accepté qu'aux risques et périls de l'expéditeur.

[71] § 13. Les télégrammes dont l'adresse ne satisfait pas aux conditions prévues dans les §§ 2 (1), 8 et 12 (1) du présent article sont refusés.

[72] § 14. Dans tous les cas d'insuffisance de l'adresse, les télégrammes ne sont acceptés qu'aux risques et périls de l'expéditeur, si celui-ci persiste à en demander l'expédition; de toute manière, l'expéditeur supporte les conséquences de l'insuffisance de l'adresse.

## Article 16.

## Libellé du texte.

[73] § 1. Le texte des télégrammes doit être libellé conformément aux dispositions des articles 8, 9, 10, 11 et 12 du présent Règlement.

[74] § 2. Les télégrammes ne comportant que l'adresse ne sont pas admis.

## Article 17.

## Libellé de la signature; légalisation.

[75] § 1. La signature n'est pas obligatoire; elle peut être libellée par l'expéditeur sous une forme quelconque.

[76] § 2. L'expéditeur a la faculté de comprendre dans son télégramme la légalisation de sa signature, si cette légalisation a été faite par une autorité compétente, selon les lois du pays d'origine. Il peut faire transmettre cette légalisation, soit textuellement soit sous la formule: „signature légalisée par . . .“. La légalisation prend place après la signature du télégramme.

[77] § 3. Le bureau de dépôt vérifie l'authenticité de la légalisation. Il doit refuser l'acceptation et la transmission de la légalisation si elle n'a pas été faite selon les lois du pays d'origine.



CHAPITRE VI.  
Compte des mots.

## Article 18.

Dispositions applicables à toutes les parties d'un télégramme.

[78] § 1. (1) Tout ce que l'expéditeur écrit sur sa minute pour être transmis est taxé et, en conséquence, compris dans le nombre de mots, excepté l'indication de la voie.

[79] (2) Toutefois, les tirets qui ne servent qu'à séparer sur la minute les différents mots ou groupes d'un télégramme ne sont ni taxés ni transmis, et les signes de ponctuation, apostrophes et traits d'union ne sont transmis et, par suite, taxés que sur la demande formelle de l'expéditeur.

[80] (3) Lorsque des signes de ponctuation, au lieu d'être employés isolément, sont répétés à la suite les uns des autres, ils sont taxés comme des groupes de chiffres (§§ 7 et 8).

[81] § 2. (1) La nature du télégramme, le nom du bureau d'origine, le numéro du télégramme, la date et l'heure de dépôt, les mentions de service (par exemple: „Etat“, „Percevoir“), les indications de voie et les mots, nombres ou signes qui constituent le préambule, ne sont pas taxés. Ceux de ces renseignements qui parviennent au bureau d'arrivée et dans tous les cas la date et l'heure de dépôt, dont la transmission est obligatoire, figurent sur la copie remise au destinataire.

[82] (2) L'expéditeur peut insérer ces mêmes indications, en tout ou en partie, dans le texte de son télégramme. Elles entrent alors dans le compte des mots taxés.

[83] § 3. La légalisation de la signature, telle qu'elle est transmise, entre dans le compte des mots taxés.

[84] § 4. Lors de l'acceptation d'un télégramme de plus de cinquante mots, l'agent taxateur marque d'une croix (1) le dernier mot de chaque tranche de cinquante mots réels (indépendamment des règles de taxation), les indications de service taxées et les mots de l'adresse étant compris dans la première tranche.

[85] § 5. Sont comptés pour un mot dans tous les langages:

[86] a) chacune des indications de service taxées telles qu'elles figurent à l'article 14, § 1, dans la seconde colonne;

[87] b) dans les télégrammes-mandats, le nom du bureau postal d'émission, le nom du bureau postal payeur et celui de la localité où réside le bénéficiaire. En tant qu'elle est applicable aux télégrammes-mandats, l'agent taxateur doit s'en tenir à la disposition de l'article 19, § 2;

[88] c) tout caractère, toute lettre, tout chiffre isolé, ainsi que tout signe de ponctuation, apostrophe, trait d'union ou barre de fraction, transmis à la demande de l'expéditeur (§ 1);

[89] d) le souligné, sans égard à sa longueur;

[90] e) la parenthèse (les deux signes servant à la former).

[91] § 6. Les mots séparés ou réunis par une apostrophe, par un trait d'union ou par une barre de fraction, sont respectivement comptés comme des mots isolés.

[92] § 7. Les groupes de chiffres, les groupes de lettres, les nombres ordinaux composés de chiffres et de lettres sont comptés comme autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq caractères, plus un mot pour l'excédent.

[93] § 8. Sont comptés pour un chiffre ou une lettre, dans le groupe où ils figurent, les points, les virgules, les deux points, les tirets et les barres de fraction. Il en est de même des lettres ou des chiffres ajoutés à un numéro d'habitation dans une adresse, même quand il s'agit d'une adresse figurant dans le texte ou dans la signature d'un télégramme.

[94] § 9. (1) Les réunions ou altérations de mots contraires à l'usage de la langue à laquelle ils appartiennent ne sont pas admises.

[95] (2) Toutefois, les noms patronymiques appartenant à une même personne, les désignations complètes de lieux, places, boulevards, rues et autres voies publiques, les noms de navires, les désignations d'aéronefs, les mots composés dont, le cas échéant, l'admission peut être justifiée, les nombres entiers, les fractions, les nombres décimaux ou fractionnaires écrits en toutes lettres, peuvent être groupés en un seul mot, qui est compté conformément aux prescriptions de l'article 20, § 1.

[96] (3) Il en est de même pour les nombres écrits en toutes lettres, dans lesquels les chiffres sont indiqués isolément ou par groupes, par exemple: trentetrente au lieu de troismilletreinte ou sixquatresix au lieu de sixcentquarantesix.

[97] § 10. Le compte des mots du bureau ou de la station mobile d'origine est décisif, tant pour la transmission que pour les comptes internationaux.

## Article 19.

## Compte des mots de l'adresse.

[98] § 1. Sont comptés pour un mot dans l'adresse:

[99] a) le nom du bureau télégraphique ou de la station terrestre, ou de la station mobile de destination écrit tel qu'il figure dans la première colonne des nomenclatures officielles et complété par toutes les indications qui figurent dans cette colonne;

[100] b) le nom du bureau télégraphique de destination ou celui de la station terrestre, complété soit par la désignation du pays ou de la subdivision territoriale, ou par l'une et l'autre, soit par toute autre indication, lorsque ce nom n'est pas encore publié dans les nomenclatures officielles (art. 15, § 12);

[101] c) respectivement, les noms de subdivisions territoriales ou de pays s'ils sont écrits en conformité des indications desdites nomenclatures, ou de leurs autres dénominations telles qu'elles sont données dans la préface de ces nomenclatures.

[102] § 2. Lorsque les différentes parties de chacune des expressions visées respectivement sous a), b) et c) du § 1 et comptées pour un mot ne sont pas groupées, l'agent taxateur réunit ces différentes parties en un seul mot.

[103] § 3. Les désignations de rues et d'habitations, composées de chiffres et de lettres, sont comptées comme autant de mots qu'elles contiennent de fois cinq chiffres ou lettres, plus un mot pour l'excédent.

[104] § 4. La barre de fraction n'est pas comptée pour un caractère dans le groupe de chiffres ou de lettres et de lettres constituant un numéro d'habitation, alors même que l'expéditeur l'aurait écrite sur sa minute [art. 12, § 6 (2)].

[105] § 5. Tout autre mot de l'adresse est compté pour autant de mots qu'il contient de fois quinze caractères, plus un mot pour l'excédent, s'il y a lieu, même lorsqu'il s'agit d'un télégramme dont le texte est rédigé en langage secret ou mixte clair-secret.

## Article 20.

## Compte des mots du texte.

[106] § 1. (1) Dans les télégrammes dont le texte est rédigé exclusivement en langage clair, chaque mot simple et chaque groupement de mots autorisé sont comptés respectivement pour autant de mots qu'ils contiennent de fois quinze caractères, plus un mot pour l'excédent, s'il y a lieu. Les marques de commerce sont comptées pour autant de mots qu'elles contiennent de fois cinq caractères, plus un mot pour l'excédent.

[107] (2) Dans les télégrammes météorologiques, la lettre x est comptée pour un chiffre dans le groupe de chiffres où elle figure.

[108] (3) Sont traités comme il est prescrit à l'alinéa (1), les télégrammes de banque et ceux analogues dont le texte, rédigé en langage clair, comprend un mot ou un nombre de contrôle placé en tête du texte. Toutefois, la longueur du mot ou du nombre de contrôle ne peut excéder cinq lettres ou cinq chiffres.

[109] § 2. Toutefois, les noms de bureaux télégraphiques et de stations terrestres et mobiles tels qu'ils sont définis à l'article 19, § 1, les noms de villes, de pays et de subdivisions territoriales, peuvent être groupés en un seul mot, qui est compté conformément aux prescriptions du § 1.

[110] § 3. (1) Dans le langage convenu tel qu'il est défini à l'article 10, le maximum de longueur d'un mot est fixé à cinq lettres.

[111] (2) Les mots en langage clair insérés dans le texte d'un télégramme mixte, composé de mots en langage clair et de mots en langage convenu, sont comptés pour un mot jusqu'à concurrence de cinq lettres, l'excédent étant compté pour un mot par série indivisible de cinq lettres.

[112] (3) Si le télégramme mixte comprend, en outre, un texte en langage chiffré, les passages en langage chiffré sont comptés pour un mot jusqu'à concurrence de cinq caractères, l'excédent étant compté pour un mot par série indivisible de cinq caractères.

[113] (4) Les mots qui ne remplissent ni les conditions du langage clair ni les conditions du langage convenu sont comptés pour autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq lettres, plus un mot pour l'excédent.

[114] § 4. Si le télégramme mixte ne comprend que des passages en langage clair et des passages en langage chiffré, le télégramme est taxé à plein tarif et les passages en langage clair sont comptés suivant les prescriptions du § 1 du présent article, et ceux en langage chiffré suivant les prescriptions de l'article 18, §§ 7 et 8.

## Article 21.

## Compte des mots de la signature.

[115] § 1. Chaque mot de la signature est compté pour autant de mots qu'il contient de fois quinze caractères, plus un mot pour l'excédent, même lorsqu'il s'agit d'un télégramme dont le texte est rédigé en langage secret ou mixte clair-secret.

[116] § 2. Toutefois, les noms de bureaux télégraphiques et de stations terrestres et mobiles tels qu'ils sont définis à l'article 19, § 1, les noms de villes, de pays et de subdivisions territoriales peuvent être groupés en un seul mot, qui est compté conformément aux prescriptions de l'article 20, § 1.

## Article 22.

## Indication du nombre des mots dans le préambule.

[117] § 1. En cas de différence entre le nombre des mots établi suivant les règles de la taxation et celui des mots réels (y compris les lettres et chiffres isolés, les groupes de lettres et de chiffres et les signes de ponctuation et autres), on emploie, sauf en ce qui concerne les télégrammes de service et les avis de service non taxés, une fraction dont le numérateur indique le nombre des mots établi suivant les règles de la taxation et le dénominateur celui des mots réels.

[118] § 2. Cette disposition s'applique notamment:

1<sup>o</sup> au cas où un télégramme en langage clair contient des mots de plus de 15 caractères;

2<sup>o</sup> au cas où un télégramme dont le texte est en langage convenu comprend des mots clairs de plus de 5 lettres;

3<sup>o</sup> aux groupes de chiffres ou de lettres comportant plus de 5 caractères.

## Article 23.

## Irrégularités dans le compte des mots. Redressement éventuel d'erreurs.

[119] § 1. Par exception à la règle générale stipulée à l'article 18, § 10, lorsqu'un télégramme en langage clair ou la partie en langage clair d'un télégramme mixte contient des réunions ou des altérations de mots d'une langue autre que celle ou celles du pays d'origine, contraires à l'usage de cette langue, les administrations ont le droit de prescrire que le bureau d'arrivée recouvre sur le destinataire le montant de la taxe perçue en moins. Lorsqu'il est fait usage de ce droit, le bureau d'arrivée peut ne pas remettre le télégramme si le destinataire refuse de payer.

[120] § 2. Les administrations qui font usage de la disposition ci-dessus en informent les autres administrations par l'intermédiaire du Bureau de l'Union.

[121] § 3. Dans le cas de refus de paiement, un avis de service ainsi conçu est adressé au bureau de départ „A Wien Paris 18 1710 (date et heure de dépôt) 456 dixhuit Lemoine (numéro du télégramme, date en toutes lettres, nom du destinataire)... (reproduire les mots réunis abusivement ou altérés)... ; mots (indiquer pour combien de mots on aurait dû taxer)". Si l'expéditeur, dûment avisé du motif de non remise, consent à payer le complément, un avis de service ainsi conçu est adressé au bureau destinataire: „A Paris Wien 18 1940 (date et heure de dépôt) = 456 dixhuit Lemoine (numéro du télégramme, date en toutes lettres, nom du destinataire) complément perçu". Dès la réception de cet avis de service, le bureau d'arrivée remet le télégramme, si celui-ci a été retenu.

[122] § 4. Pour l'application du présent article, ainsi que de l'article 18, §§ 5, 6, 7, 8 et 10, de l'article 19, § 2 et de l'article 20, un navire est considéré comme faisant partie du territoire du gouvernement duquel il relève.

[123] § 5. Lorsque l'administration d'origine constate qu'une taxe insuffisante a été perçue pour un télégramme, elle peut recouvrer le complément sur l'expéditeur, et elle opère de même lorsque les irrégularités lui sont signalées par une administration de transit ou par celle d'arrivée. Dans ce dernier cas, et si la perception des taxes peut avoir lieu, les quotes-parts de taxes sont dues aux différentes administrations intéressées.

[124] § 6. Aucun bureau de transit ou de destination ne peut surseoir à l'acheminement ou à la remise du télégramme, sauf dans le cas prévu au § 1.

[125] § 7. Lorsque le bureau d'arrivée constate qu'un télégramme différé, libellé dans une langue autre que celle ou celles du pays d'origine, ne remplit pas les conditions fixées au § 2 de l'article 75, ou qu'un télégramme différé ne remplit pas les conditions fixées aux §§ 4, 5 (1) et (2) de l'article 75, il peut percevoir sur le destinataire un complément de taxe égal à la différence entre le prix d'un télégramme à plein tarif et celui d'un télégramme différé.

[126] § 8. Les mêmes dispositions sont applicables aux lettres-télégrammes et aux télégrammes de félicitations.

[127] § 9. Si le destinataire refuse de payer les taxes, il est fait application des dispositions des §§ 1 et 3.

## Article 24.

## Exemples de compte des mots.

[128] Les exemples suivants déterminent l'interprétation des règles à suivre pour compter les mots:

	Nombre de mots dans l'adresse	et dans la signature
New York 1)	1	2
Newyork	1	1
Frankfurt Main 1)	1	2
Frankfurtmain	1	1
Sanct Pölten 1)	1	2
Sanctpölsen	1	1
Emmingen, Kr. Soltau 1) 2)	1	3
Emmingenkrsoitau (16 caractères)	1	2
Emmingen, Württ 1) 2)	1	2
Emmingenwürtt.	1	1
New South Wales 1)	1	3
Newsouthwales	1	1
=RP 2,50= (indication de service taxée)	1	—
=Réexpédié de Tokio= (indication de service taxée)	1	—

1) Dans l'adresse, ces diverses expressions sont groupées par l'agent taxateur.

2) Noms de bureaux, conformes aux indications de la première colonne de la nomenclature officielle des bureaux télégraphiques.

1) A transmettre comme „double trait“ [art. 37, § 8 (1)].







[155] § 5. La taxe à percevoir entre deux pays du régime européen est toujours et par toutes les voies la taxe de la voie active qui, par l'application des taxes élémentaires et, le cas échéant, des taxes des parcours des câbles ou des taxes radioélectriques, résultant du tableau A, a donné le chiffre le moins élevé, sauf les cas prévus aux §§ 3 et 6.

[156] § 6. Toutefois, si l'expéditeur, profitant de la faculté qui lui est attribuée par l'article 47, a indiqué la voie à suivre, il doit payer la taxe correspondant à cette voie.

Article 28.

Fixation des taxes élémentaires du régime extra-européen.

[157] § 1. Dans la correspondance du régime extra-européen, les taxes terminales et de transit sont fixées conformément au tableau B publié par le Bureau de l'Union. Toutefois, les taxes des pays compris dans le régime européen, à l'exception de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, ne doivent pas être supérieures à:

[158] a) vingt centimes (0 fr. 20), taxe terminale, et quinze centimes (0 fr. 15), taxe de transit, pour l'Allemagne, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Turquie;

[159] b) quinze centimes (0 fr. 15), taxe terminale, et douze centimes (0 fr. 12) taxe de transit, pour tous les autres pays.

[160] § 2. Dans le régime extra-européen, toutes les administrations européennes ont le droit de modifier, dans les limites des maxima autorisés, et toutes les administrations extra-européennes ont le droit de modifier leurs taxes terminales et de transit pour tout ou partie de leurs relations, à condition que les taxes terminales ainsi fixées soient applicables à toutes les voies à suivre entre deux mêmes pays.

[161] § 3. (1) Dans le régime extra-européen, chaque administration désigne à ses propres bureaux les voies dont les taxes sont applicables aux télégrammes déposés par les expéditeurs sans aucune indication de voie. Lorsque la voie désignée par l'administration n'est pas la moins coûteuse, l'administration de départ a l'obligation de faire mentionner l'indication de cette voie dans le préambule des télégrammes, quand c'est nécessaire pour assurer l'acheminement régulier de ces télégrammes.

[162] (2) Pour les télégrammes déposés avec une indication de voie, on applique les dispositions de l'article 27, § 6.

Article 29.

Délai d'application des taxes nouvelles.

[163] § 1. Toute taxe nouvelle, toutes modifications d'ensemble ou de détail concernant les tarifs ne sont exécutoires que 15 jours après leur notification<sup>2)</sup> par le Bureau de l'Union, jour de dépôt non compris, et ne sont mises en application qu'à partir du 1er ou du 16 qui suit le jour d'expiration de ce délai.

[164] § 2. (1) Le délai de 15 jours est réduit à 10 jours pour les modifications ayant pour but d'égaliser des taxes aux taxes de voies concurrentes déjà notifiées.

[165] (2) Toutefois, pour les radiotélégrammes originaux des stations mobiles, les modifications aux tarifs télégraphiques ne sont exécutoires qu'un mois après les délais fixés au § 1.

[166] § 3. Les dispositions des paragraphes ci-dessus n'admettent aucune exception.

Article 30.

Faculté d'arrondir les taxes.

[167] § 1. Les taxes à percevoir en vertu des articles 25 à 29 peuvent être arrondies en plus ou en moins, soit après application des taxes normales par mot fixées d'après les tableaux publiés par le Bureau de l'Union, soit en augmentant ou en diminuant ces taxes normales d'après les convenances monétaires ou autres du pays d'origine.

[168] § 2. Les modifications opérées en exécution du paragraphe précédent ne s'appliquent qu'à la taxe perçue par le bureau d'origine et ne portent point altération à la répartition des taxes revenant aux autres administrations intéressées. Elles doivent être réglées de telle manière que l'écart entre la taxe à percevoir pour un télégramme de quinze mots et la taxe exactement calculée d'après les tableaux au moyen des équivalents du franc-or, fixés en conformité des dispositions de l'article ci-après, ne dépasse pas le quinzième de cette dernière taxe, c'est-à-dire la taxe réglementaire d'un mot.

Article 31.

Fixation d'équivalents monétaires.

[169] § 1. A l'effet d'assurer l'uniformité de taxe prescrite par l'article 26, § 2, les pays de l'Union fixent, pour la perception de leurs taxes, un équivalent dans leur monnaie respective, se rapprochant aussi près que possible de la valeur du franc-or.

[170] § 2. Chaque pays notifie directement au Bureau de l'Union l'équivalent qu'il a choisi. Le Bureau de l'Union dresse un tableau des équivalents et le transmet à toutes les administrations de l'Union.

[171] § 3. L'équivalent du franc-or peut subir dans chaque pays des modifications correspondant à la hausse ou à la baisse de la valeur de la monnaie de ce pays. L'administration qui modifie son équivalent fixe le jour à partir duquel elle percevra les taxes d'après son nouvel équivalent; elle en donne avis au Bureau de l'Union, qui en informe toutes les administrations de l'Union.

CHAPITRE VIII.

Perception des taxes.

Article 32.

Perception au départ; perception à l'arrivée.

[172] § 1. La perception des taxes a lieu au départ, sauf dans les cas prévus au présent Règlement, où elle est faite sur le destinataire.

[173] § 2. L'expéditeur d'un télégramme international a le droit d'en demander reçu avec mention de la taxe perçue. L'administration d'origine a la faculté de percevoir, de ce chef, une rétribution à son profit, dans les limites de cinquante centimes (0 fr. 50).

[174] § 3. Lorsqu'il doit y avoir perception à l'arrivée, le télégramme n'est délivré au destinataire que contre paiement de la taxe due, sauf quand le Règlement en dispose autrement (art. 59, 60 et 62).

[175] § 4. Si la taxe à percevoir à l'arrivée n'est pas recouvrée, la perte est supportée par l'administration d'arrivée, à moins d'arrangements spéciaux conclus conformément à l'article 13 de la Convention.

[176] § 5. Les administrations télégraphiques prennent toutefois, autant que possible, les mesures nécessaires en faisant au besoin verser des arrhes par l'expéditeur pour que les taxes à percevoir à l'arrivée et qui n'auraient pas été acquittées par le destinataire par suite de son refus ou de l'impossibilité de le trouver, soient recouvrées sur l'expéditeur, sauf quand le Règlement en dispose autrement (art. 60, § 4).

Article 33.

Interdiction d'accorder des rabais. Sanctions.

[177] Les administrations de l'Union se réservent le droit de prendre des sanctions à l'égard des exploitations privées qui, directement ou par l'intermédiaire de leurs agents ou sous-agents, accorderaient aux expéditeurs ou aux destinataires, d'une manière quelconque (par mot, par télégramme, sous forme de primes, etc.), des rabais ayant pour effet de réduire les taxes notifiées au Bureau de l'Union. Ces sanctions peuvent comporter la suspension du service avec ces exploitations.

<sup>1)</sup> Il est admis que l'Allemagne, la France et l'Italie peuvent provisoirement et transitoirement élever jusqu'à vingt-deux centimes (0 fr. 22) leur taxe terminale, et que l'Allemagne et l'Espagne peuvent provisoirement et transitoirement conserver leurs taxes de transit en vigueur à la date de la signature du présent Règlement.

<sup>2)</sup> S'il y a plusieurs notifications, la date de la première est seule à considérer pour le calcul du délai.

Article 34.

Erreurs de perception.

[178] § 1. Les taxes perçues en moins par erreur doivent être complétées par l'expéditeur.

[179] § 2. Les taxes perçues en trop par erreur ainsi que la valeur des timbres d'affranchissement appliqués en trop sur les télégrammes sont remboursées à l'expéditeur, sur demande, si celle-ci est faite pendant le délai fixé à l'article 82, § 1.

CHAPITRE IX.

Signaux de transmission.

Article 35.

Signaux de transmission des alphabets télégraphiques internationaux n<sup>os</sup> 1 et 2, signaux du code Morse, de l'appareil Hughes et de l'appareil Siemens.

[180] § 1. Les tableaux ci-dessous indiquent les signaux des alphabets télégraphiques internationaux n<sup>os</sup> 1 et 2, les signaux du code Morse et des appareils Hughes et Siemens.

[181] § 2. Signaux des appareils multiples d'après l'alphabet international n<sup>o</sup> 1.

Lettres.	
[182]	A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z
Chiffres.	
[183]	1 2 3 4 5 6 7 8 9 0
Signes de ponctuation et autres.	
[184]	Point . . . . .
	Virgule . . . . .
	Deux points . . . . .
	Point d'interrogation . . . . .
	Apostrophe . . . . .
	Croix . . . . .
	Trait d'union ou tiret . . . . .
	Barre de fraction . . . . .
	Double trait . . . . .
	Pourcent . . . . .
	Parenthèse de gauche . . . . .
	Parenthèse de droite . . . . .
	Erreur . . . . .

[185] Chaque espace entre deux mots, entre deux nombres ou entre un mot et un nombre est marqué par un „blanc“. De même, un nombre est séparé d'un signe qui n'appartient pas à ce nombre par un „blanc“. Un groupe formé de chiffres et de lettres doit être séparé par deux „blancs“ de l'expression (mot ou nombre) qui le précède et de celle qui le suit. Une fraction ou un nombre dans lequel entre une fraction est séparé par deux „blancs“ d'un autre groupe de lettres ou de chiffres qui précède ou qui suit, tandis que la fraction est séparée par un „blanc“ du nombre entier auquel elle se rapporte.

Exemples: 1 3/4 et non 13/4; 3/4 8 et non 3/48; 363 1/2 4 5642 et non 363 1/2 4 5642.

[186] Les mots et passages soulignés sont précédés et suivis de deux traits d'union (exemple: — sans retard —); ils sont soulignés à la main par l'employé du bureau d'arrivée.

[187] Les accents sur E sont tracés à la main, lorsqu'ils sont essentiels au sens (exemple: achète, acheté). Dans ce dernier cas, l'agent transmetteur répète le mot après la signature, en y faisant figurer l'E accentué entre deux „blancs“, pour appeler l'attention du poste qui reçoit.

On transmet:

[188] pour appeler le bureau: le mot „ohé“, suivi de l'indicatif du bureau appelé, et l'on termine par plusieurs inversions (maniement alternatif des touches formant les signaux „blanc des lettres“ et „blanc des chiffres“)

[189] pour indiquer une erreur de transmission: le signal \*

[190] pour donner „attente“: la combinaison ATT

[191] pour indiquer la fin du télégramme: le signal +

[192] pour indiquer la fin de la transmission: les deux signaux + ?

[193] pour indiquer la fin du travail: les deux signaux ++, donnés par le bureau qui a transmis le dernier télégramme.

[194] Le tableau suivant donne les composés de courant pour la transmission des lettres et signes, avec indication de la polarité des diverses impulsions:

Alphabet télégraphique international N<sup>o</sup> 1.

N <sup>o</sup> des composés	Rangée des lettres	Rangée des chiffres	N <sup>o</sup> des impulsions				
			1	2	3	4	5
1	A	1	-	+	+	+	+
2	B	8	+	+	-	-	+
3	C	9	-	+	-	-	+
4	D	0	-	-	-	-	+
5	E	2	+	-	+	+	+
6	F	1)	+	-	-	-	+
7	G	7	+	-	+	-	+
8	H	+	-	-	+	-	+
9	I	1)	+	-	-	+	+
10	J	6	-	+	+	-	+
11	K	(	-	+	+	-	-
12	L	=	-	-	+	-	-
13	M	)	-	-	+	-	-
14	N	1)	-	-	-	-	-
15	O	5	-	-	-	+	+
16	P	0/0	-	-	-	-	-
17	Q	/	-	+	-	-	-
18	R	-	+	+	-	-	-
19	S	.	+	+	-	+	-
20	T	1)	-	-	-	+	-
21	U	4	-	-	-	+	-
22	V	,	-	-	-	+	-
23	W	?	-	-	-	+	-
24	X	,	+	-	+	+	-
25	Y	3	+	+	-	+	+
26	Z	:	-	-	+	+	-
27	Retour du chariot	2)	-	-	+	+	+
28	Changement de ligne	2)	-	+	+	+	-
29	Blanc des lettres (espace)		+	+	+	+	-
30	Blanc des chiffres (espace)		+	+	+	-	+
31	* (Erreur) * (Erreur)		+	+	+	-	-
32	Repos		+	+	+	+	+

- Courant négatif.  
+ Courant positif.  
1) A la disposition de chaque administration pour son service intérieur.  
2) Pour l'imprimeur sur pages.

[195] § 3. Signaux des appareils arithmétiques d'après l'alphabet international N<sup>o</sup> 2.



[196] Lettres. A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z

[197] Chiffres. 1 2 3 4 5 6 7 8 9 0

[198] Signes de ponctuation et autres. Point, Virgule, Deux points, Point d'interrogation, Apostrophe, Croix, Trait d'union ou tiret, Barre de fraction, Double trait, Parenthèse de gauche, Parenthèse de droite.

[199] Les dispositions concernant la transmission des mots, des nombres entiers, des nombres fractionnaires, des mots ou passages soulignés et des lettres é et e, qui sont applicables aux appareils multiples (§ 2), le sont également aux appareils arithmétiques.

[200] Pour donner un „blanc“, on transmet le signal „espace“.

[201] Pour indiquer une erreur dans la transmission, on transmet deux X consécutifs, sans aucun signe de ponctuation.

[202] En cas de transmission automatique, on se sert du signal „Lettres“ comme „signal d'effacement“.

[203] Pour donner „attente“, pour indiquer la fin du télégramme, la fin de la transmission et la fin du travail, on transmet les mêmes signaux qu'aux appareils multiples (§ 2).

[204] Le tableau suivant donne les composés de courant pour la transmission des lettres et signes, avec indication de la polarité des diverses impulsions:

Alphabet télégraphique international № 2.

Table with columns: № des composés, Rangée des lettres, Rangée des chiffres, № des impulsions (1-5, Arrêt), and a sub-table for 'Travail à' (Symboles, circuit fermé, courant double, Pas de courant, Courant négatif, Courant positif).

- 1) A la disposition de chaque administration pour son service intérieur.
2) Pour l'imprimeur sur pages.
3) Sert aussi pour „effacement“, en cas de transmission automatique.
Pour la transmission automatique, la bande perforée doit contenir les trous indiqués dans les colonnes 1 à 5 par O.
Pour indiquer une erreur, on transmet deux „X“ consécutifs, sans aucun signe de ponctuation.

[205] § 4. Signaux du code Morse. Espacement et longueur des signes:

- a) Un trait est égal à trois points.
b) L'espace entre les signaux d'une même lettre est égal à un point.
c) L'espace entre deux lettres est égal à trois points.
d) L'espace entre deux mots est égal à cinq points.
e) A l'appareil Wheatstone, lorsqu'il est fait usage de perforateurs, l'espace entre deux lettres est égal à un „blanc“, et l'espace entre deux mots est égal à trois „blancs“.

[211] Lettres. a, b, c, ch, d, e, é, f, g, h, i, j, k, l, m, n, o, p, q, r, s, t, u, v, w, x, y, z

[212] Chiffres. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0

[213] Dans les répétitions d'office, lorsqu'il ne peut y avoir de malentendu du fait de la coexistence de chiffres et de lettres ou de groupes de lettres, les chiffres doivent être rendus au moyen des signaux suivants:

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0

[214] Sauf demande contraire du bureau récepteur, le bureau transmetteur peut aussi utiliser ces signaux dans le préambule des télégrammes, exception faite pour les numéros de distinction du bureau d'origine, ainsi que dans le texte des télégrammes ne comportant que des chiffres. Dans ce dernier cas, les télégrammes doivent porter la mention de service „en chiffres“.

[215] Signes de ponctuation et autres. Point, Virgule, Deux points, Point d'interrogation ou demande de répétition d'une transmission non comprise, Apostrophe, Trait d'union ou tiret, Barre de fraction, Parenthèses (avant et après les mots), Souligné (avant et après les mots ou le membre de phrase), Double trait, Compris, Erreur, Croix ou signal de fin de télégramme ou de transmission, Invitation à transmettre, Attente, Fin de travail, Signal de commencement (commencement de toute transmission), Signal séparatif pour la transmission des nombres fractionnaires (entre la fraction ordinaire et le nombre entier à transmettre)

[216] Pour transmettre les nombres dans lesquels entre une fraction, on doit, afin d'éviter toute confusion, transmettre la fraction en la faisant précéder ou suivre, selon le cas, du signal séparatif.

Exemples: Pour 1 1/16, on transmettra 1 - 1/16, afin qu'on ne lise pas 11/16; pour 3/4 8, on transmettra 3/4 - 8, afin qu'on ne lise pas 3/48; pour 2 1/2 2, on transmettra 2 - 1/2 - 2, afin qu'on ne lise pas 21/22.

[217] Les lettres facultatives suivantes peuvent être employées, exceptionnellement dans les relations entre les pays qui les acceptent:

à, á ou ã, ñ, ò, ô

§ 5. Signaux de l'appareil Hughes. Lettres.

[218] A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z
[219] 1 2 3 4 5 6 7 8 9 0

[220] Signes de ponctuation et autres. Point, Virgule, Deux points, Point d'interrogation, Apostrophe, Croix, Trait d'union ou tiret, Barre de fraction, Double trait, Parenthèse de gauche, Parenthèse de droite

[221] Les dispositions relatives à la transmission des mots, des nombres entiers, des nombres fractionnaires, des mots ou passages soulignés et des lettres é et è, qui sont applicables aux appareils multiples (§ 2), le sont également à l'appareil Hughes.

[222] Pour appeler le poste avec lequel on est en communication ou pour lui répondre, on transmet: le blanc des lettres et l'N répétés alternativement un petit nombre de fois.

[223] Pour demander la répétition prolongée du même signal, en vue de régler le synchronisme: une combinaison composée du blanc des lettres, de l'I et du T, reproduite autant de fois qu'il est nécessaire.

[224] Pour demander ou permettre le réglage de l'électro-aimant: une combinaison formée des quatre signaux suivants: le blanc des lettres, l'I l'N et le T, répétés autant de fois qu'il est nécessaire.

[225] Pour indiquer une erreur: deux N consécutifs, sans aucun signe de ponctuation.

[226] Pour donner „attente“, pour indiquer la fin du télégramme, la fin de la transmission et la fin du travail, on transmet les mêmes signaux qu'aux appareils multiples (§ 2).

[227] Les signes: point et virgule (;), point d'exclamation (!), guillemets („“), §, & et la lettre é, s'ils existent encore sur l'appareil, ne sont plus transmis.

[228] § 6. Signaux de l'appareil Siemens. Lettres.

[229] A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z
[230] 1 2 3 4 5 6 7 8 9 0

[231] Signes de ponctuation et autres. Point, Virgule, Deux points, Point d'interrogation, Apostrophe, Croix, Trait d'union ou tiret, Barre de fraction, Double trait, Parenthèse de gauche, Parenthèse de droite, Erreur

[232] Les dispositions concernant la transmission des mots, des nombres entiers, des nombres fractionnaires, des mots ou passages soulignés et des lettres é et è, qui sont applicables aux appareils multiples (§ 2), le sont également à l'appareil Siemens.

[233] Pour indiquer une erreur dans la transmission, la fin du télégramme et la fin de la transmission, on transmet les mêmes signaux qu'aux appareils multiples (§ 2).

[234] Les signes: point et virgule (;), point d'exclamation (!), guillemets („“), §, &, s'ils existent encore sur l'appareil, ne sont plus transmis.

[235] § 7. Transmission par téléphone. Dans les relations entre bureaux reliés par des voies de communication de faible longueur, dans les relations frontières à faible trafic, ainsi que dans des cas exceptionnels (par exemple, lorsque les voies normales sont interrompues et qu'une voie détournée n'est pas disponible), la transmission téléphonique des télégrammes peut avoir lieu, en observant le système d'épellation admis par le C. C. I. F.

[236] Ce mode de transmission n'est utilisé qu'après entente préalable entre les administrations intéressées.



## CHAPITRE X.

## Transmission des télégrammes.

## Article 36.

## Ordre de transmission.

- [237] § 1. La transmission des télégrammes a lieu dans l'ordre suivant:
- Télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine dans la navigation maritime ou aérienne<sup>1)</sup>;
  - Télégrammes d'Etat;
  - Télégrammes météorologiques;
  - Télégrammes et avis de service se rapportant aux dérangements des voies de communication;
  - Télégrammes et avis de service urgents et avis de service taxés;
  - Télégrammes privés urgents et télégrammes de presse urgents;
  - Télégrammes et avis de service non urgents;
  - Télégrammes d'Etat pour lesquels l'expéditeur a renoncé à la priorité de transmission, télégrammes privés ordinaires et télégrammes de presse ordinaires;
  - Télégrammes différés et autres catégories de télégrammes à tarif réduit.

[238] § 2. Tout bureau qui reçoit par une voie de communication internationale un télégramme présenté comme télégramme relatif à la sécurité de la vie humaine dans la navigation maritime ou aérienne, comme télégramme d'Etat, comme télégramme de service, ou comme télégramme météorologique, le réexpédie comme tel.

[239] § 3. Les télégrammes de même rang sont transmis par les bureaux de départ dans l'ordre de leur dépôt et par les bureaux intermédiaires dans l'ordre de leur réception.

[240] § 4. Dans les bureaux intermédiaires, les télégrammes de départ et les télégrammes de passage qui doivent emprunter les mêmes voies de communication sont confondus et transmis en suivant l'heure de dépôt ou de réception et en tenant compte de l'ordre établi par le présent article.

## Article 37.

## Règles générales de transmission.

[241] § 1. Une transmission commencée ne peut être interrompue pour faire place à une communication d'un rang supérieur qu'en cas d'urgence absolue (art. 36).

[242] § 2. (1) Toute correspondance entre deux bureaux commence par l'appel. Toutefois, et sauf accord contraire entre les bureaux correspondants, l'appareil arithmétique doit être connecté de manière que le bureau transmetteur puisse en effectuer le démarrage et commencer la transmission des télégrammes sans appel spécial, ni avis préalable du bureau récepteur.

[243] (2) Pour l'appel, le bureau appelant transmet trois fois l'indicatif d'appel du bureau appelé et le mot „de“ suivi de son propre indicatif d'appel, à moins qu'il n'y ait des règles spéciales, particulières au genre d'appareil utilisé (art. 35). Dans le service entre stations fixes, l'appel est effectué à vitesse manuelle.

[244] (3) Le bureau appelé doit répondre immédiatement, sauf dans les échanges à l'appareil arithmétique lorsqu'il existe un accord entre les bureaux correspondants.

[245] (4) Dans les échanges à l'appareil Morse, le bureau appelé répond en transmettant son indicatif suivi du signe —•••••

[246] (5) Lorsqu'un bureau appelé ne répond pas à l'appel, celui-ci peut être répété à intervalles appropriés.

[247] (6) Si le bureau appelé est empêché de recevoir, il donne „attente“. Si l'attente présumée dépasse dix minutes, il en indique le motif et la durée probable.

[248] § 3. Le double trait (—••••• à l'appareil Morse et = aux appareils imprimeurs) est transmis pour séparer le préambule des indications de service taxées, les indications de service taxées entre elles, les indications de service taxées de l'adresse, les différentes adresses d'un télégramme multiple entre elles, l'adresse du texte, le texte de la signature, et, le cas échéant, la signature de la légalisation de signature. On termine chaque télégramme ou transmission par la croix (••••• à l'appareil Morse ou aux appareils à réception auditive). Aux appareils imprimeurs, la croix doit toujours être précédée d'un espace.

[249] § 4. Si l'agent qui transmet s'aperçoit qu'il s'est trompé, il s'interrompt par le signal „erreur“, répète le dernier mot bien transmis et continue la transmission rectifiée.

[250] § 5. Lorsque l'agent qui reçoit constate que la réception devient incompréhensible, il interrompt ou fait interrompre son correspondant, conformément aux dispositions du § 12, 2<sup>o</sup>, et répète ou fait répéter le dernier mot bien reçu, suivi d'un point d'interrogation. Le correspondant reprend alors la transmission à partir de ce mot. Si une répétition est demandée après une interruption prolongée de la correspondance, il y a lieu de désigner exactement le télégramme dont il s'agit.

[251] § 6. Tout télégramme doit être transmis tel que l'expéditeur l'a écrit et d'après sa minute, sauf les exceptions prévues à l'article 42, § 2 et aux articles 12, §§ 4, 5 et 6 (2), 14, § 3, 18, § 1 (2) et 77, § 4 (2). Hormis les indications de service taxées qui doivent toujours être transmises sous la forme abrégée et les cas déterminés d'un commun accord entre les diverses administrations, il est interdit d'employer une abréviation quelconque en transmettant un télégramme ou de modifier celui-ci de quelque manière que ce soit.

[252] § 7. (1) Lorsqu'un bureau a à transmettre au même correspondant plus de cinq télégrammes ayant un même texte et comprenant plus de 30 mots, il est autorisé à ne transmettre ce texte qu'une fois. Dans ce cas, la transmission du texte n'a lieu que dans le premier télégramme, et le texte, dans tous les télégrammes avec même texte qui suivent, est remplacé par les mots: texte n<sup>o</sup> . . . (numéro du premier télégramme). Il peut être procédé de la même manière lorsque le nombre des télégrammes ayant un même texte est de cinq ou inférieur à cinq et que le texte comporte plus de 50 mots.

[253] (2) Ce mode de procéder comporte la transmission, en ordre successif, de tous les télégrammes ayant même texte.

[254] (3) Le bureau correspondant doit être prévenu de la transmission des télégrammes avec un même texte par un avis conforme à l'exemple suivant: „Attention voici cinq mêmes textes“.

[255] (4) Lorsqu'au bureau correspondant la réception peut se faire sur bande perforée, ce bureau doit être prévenu en temps utile de la transmission de télégrammes avec même texte, afin qu'il puisse les recevoir en perforations.

[256] § 8. (1) Dans la transmission d'un télégramme de plus de 50 mots, le double trait désignant le dernier mot de chaque tranche de 50 mots est transmis après ce mot.

<sup>1)</sup> Exemples de télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine dans la navigation aérienne, pour lesquels la priorité absolue de transmission se justifie:

a) SVH Bâle de Londres — Envoyez d'urgence sondage Saverne pour départ avion GEABC = (signature).

Les renseignements météorologiques demandés par ce télégramme sont indispensables à la sécurité de l'avion, par le fait qu'il pourrait rencontrer sur sa route du brouillard, des nuages, masquant un obstacle et pouvant provoquer un accident.

b) SVH Cologne de Zurich — Allumez projecteurs et feux de balisage pour atterrissage avion HCKLM.

Le but de ce télégramme est de faire éclairer un terrain en vue de l'atterrissage d'un avion de nuit, de manière à éviter un accident au moment de l'atterrissage.

c) SVH Marseille de Naples — Hydroavion FAGCK amerri 50 milles Tunis attend secours. Ce télégramme est consécutif à un avis de détresse envoyé par un hydroavion obligé d'amerri; reçu par une station côtière, il est retransmis ensuite jusqu'au destinataire indiqué par l'hydroavion.

d) SVH Bruxelles de Prague — Informez avion FABDQ qu'il a perdu roue droite au départ et qu'il atterrisse avec précaution.

Ce télégramme est destiné à être communiqué à l'avion par la station de Bruxelles, pour l'avertir du danger que présente l'atterrissage et manoeuvrer de façon à éviter un accident.

[257] (2) Au Morse et aux appareils à réception auditive, l'agent récepteur reproduit le double trait, s'il s'agit d'un télégramme de passage, et marque simplement d'un petit trait de repère le cinquantième mot de la tranche, lorsque le télégramme est reçu au bureau de destination.

[258] (3) Aux appareils imprimeurs, l'agent récepteur du bureau de passage maintient le double trait; celui du bureau de destination l'élimine et marque d'un petit trait de repère le cinquantième mot de la tranche.

[259] (4) Le double trait marquant la tranche ne doit pas se trouver sur la copie remise au destinataire.

[260] § 9. A l'exception des stations radioélectriques mobiles, aucun bureau ne peut refuser de recevoir les télégrammes qu'on lui présente, quelle qu'en soit la destination. Toutefois, en cas d'erreur de direction évidente ou d'autres irrégularités manifestes, l'agent qui reçoit en fait l'observation au bureau transmetteur. Si celui-ci ne tient pas compte de l'observation, un avis de service lui est transmis après la réception du télégramme et il est alors tenu de rectifier, également par avis de service, l'erreur commise.

[261] § 10. On ne doit ni refuser ni retarder un télégramme si les mentions de service, les indications de service taxées ou certaines parties de l'adresse ou du texte ne sont pas régulières. Il faut le recevoir et puis en demander, au besoin, la régularisation au bureau d'origine, par un avis de service, conformément aux dispositions de l'article 79.

[262] § 11. Dans la correspondance de service relative à l'exploitation des communications, on doit employer, de préférence, les abréviations appropriées de l'annexe n<sup>o</sup> 1 au présent Règlement.

[263] § 12. (1) Les communications et notes de service s'intercalant entre les télégrammes sont, lorsque le travail se fait par séries, séparées des télégrammes de la manière suivante:

[264] a) Morse et Wheatstone. Deux fois les lettres „AY“ avant et après la communication ou la note.  
Exemple: A Y A Y en 187 répétez . . . A Y A Y.

[265] b) Appareils imprimeurs. Double parenthèse avant et après la communication ou la note.  
Exemple: ( ( en 187 répétez . . . ) ) .

[266] (2) En cas de nécessité d'arrêter la transmission d'un correspondant ou, aux appareils multiples, la transmission au secteur en conjugaison, il est opéré comme il suit:

[267] a) Morse simplex. Transmettre une série de points, jusqu'à ce que l'arrêt soit obtenu.

[268] b) Morse duplex et Wheatstone duplex. Transmettre les lettres „STP“, jusqu'à ce que l'arrêt soit obtenu.

[269] c) Hughes simplex. Transmettre deux ou trois lettres quelconques, convenablement espacées.

[270] d) Hughes duplex. Transmettre les signaux „blanc des chiffres“, „point d'interrogation“ en alternance, jusqu'à ce que l'arrêt soit obtenu.

[271] e) Appareils multiples simplex et duplex. Transmettre une succession de lettres „P“ ou de signes „0/0“, jusqu'à ce que l'arrêt soit obtenu.

[272] f) Appareils arithmétiques. Transmettre „signal acoustique“, jusqu'à ce que l'arrêt soit obtenu.

[273] g) Siemens. Transmettre le signal spécial „arrêt“, jusqu'à ce que l'arrêt soit obtenu.

## Article 38.

## Transmission à l'alternat, par télégramme.

[274] § 1. Deux bureaux en relation directe par appareil Morse ou par appareil à réception auditive échangent les télégrammes dans l'ordre alternatif, télégramme par télégramme, en tenant compte des prescriptions de l'article 36.

[275] § 2. Dans le travail alternatif, un télégramme de rang supérieur comme ordre de transmission ne compte pas dans l'alternat.

[276] § 3. Le bureau qui vient d'effectuer une transmission est en droit de continuer, lorsqu'il a des télégrammes en instance ou lorsque surviennent des télégrammes auxquels la priorité est accordée sur ceux que le correspondant a à transmettre, à moins que ce dernier n'ait déjà commencé sa transmission. Celle-ci doit cependant être interrompue, s'il s'agit d'un télégramme SVH ou d'urgence absolue.

[277] § 4. Dans le cas où les transmissions ont lieu alternativement, lorsqu'un bureau a terminé sa transmission, le bureau qui vient de recevoir transmet à son tour; s'il n'a rien à transmettre, l'autre continue. Si, de part et d'autre, il n'y a rien à transmettre, le signal de fin de travail est donné.

## Article 39.

## Transmission à l'alternat, par séries, et transmission continue, par séries.

[278] § 1. Aux appareils à grand rendement, les échanges se font par séries, quand les postes en relation ont plusieurs télégrammes à transmettre. Cette règle est applicable aux transmissions par l'appareil Morse et par les appareils à réception auditive, quand le trafic le justifie et après entente entre les bureaux correspondants.

[279] § 2. Les télégrammes d'une même série sont considérés comme formant une seule transmission. Toutefois, les télégrammes reçus ne sont pas conservés à l'appareil jusqu'à la fin de la série, mais il est donné cours à chaque télégramme régulier dès que le deuxième télégramme venant après lui est commencé ou après un temps équivalent à la durée de transmission d'un télégramme de longueur moyenne.

[280] § 3. Dans les cas où deux bureaux sont en relation par deux communications affectées l'une à la transmission, l'autre à la réception ou lorsque les bureaux emploient le service simultané, la transmission se fait d'une manière continue, mais les séries sont marquées de dix en dix télégrammes, à moins que les bureaux intéressés n'utilisent, selon les dispositions de l'article 40, un numérotage particulier et continu pour les échanges effectués à chaque poste.

[281] § 4. (1) Chaque série comprend, au plus, cinq télégrammes si les transmissions ont lieu par l'appareil Morse ou par les appareils à réception auditive et, au plus, dix télégrammes si elles sont effectuées par des appareils à grand rendement. Lorsque le travail est alternatif, tout télégramme contenant plus de 100 mots à l'appareil Morse, plus de 150 mots aux appareils à réception auditive ou plus de 200 mots aux appareils à grand rendement, compte pour une série ou met fin à une série en cours.

[282] (2) De même, dans la transmission par séries, à l'alternat, le bureau transmetteur met fin à une série en cours, dès qu'il n'a plus à transmettre que des télégrammes différés ou autres télégrammes de rang inférieur; il ne reprend la transmission que lorsque le bureau correspondant n'a plus de télégrammes de rang supérieur en instance.

## Article 40.

## Transmission avec numérotage continu.

[283] § 1. (1) Chaque administration a la faculté de désigner par des numéros de série les télégrammes à transmettre sur des circuits internationaux. Elle communique, dans chaque cas, son intention à ce sujet aux administrations intéressées.

[284] (2) Toutefois, l'usage de cette faculté n'impose pas à l'administration dont dépend le bureau qui a reçu, l'obligation d'appliquer les dispositions spéciales établies aux §§ 7, 8 et 9, pour l'échange de l'accusé de réception. Dans ces cas, les dispositions de l'article 45 restent en vigueur sur demande de l'administration intéressée.

[285] § 2. Le numéro de série est transmis soit au début du préambule, en maintenant le numéro de dépôt, soit aux lieu et place du numéro de dépôt. Les administrations prennent, chacune en ce qui la concerne, la décision qui leur convient le mieux à ce sujet; mais elles sont tenues de faire part aux autres administrations intéressées, du système qu'elles ont décidé d'employer.







[335] § 2. (1) Les télégrammes contenant des altération manifestes ne peuvent être retenus au cas où la rectification ne pourrait se faire à bref délai. Ils doivent être réexpédiés sans retard avec la mention de service „CTF“ à la fin du préambule; cette mention est complétée par un renseignement concernant la nature de la rectification, exemple: „CTF 4“ signifiant que le 4e mot sera rectifié. Aussitôt après la réexpédition du télégramme, la rectification en est demandée par avis de service urgent (AD).

[336] (2) Les rectifications différées doivent être expressément désignées comme avis de service urgent (AD).

[337] § 3. S'il arrive que, par suite d'interruption ou pour toute autre cause, on ne puisse donner ou recevoir la répétition ou l'accusé de réception, cette circonstance n'empêche pas le bureau qui a reçu les télégrammes de leur donner cours, sauf à les faire suivre ultérieurement d'une rectification, s'il y a lieu, en inscrivant la mention de service „CTF“ à la fin du préambule.

[338] § 4. En cas d'interruption, le bureau récepteur donne immédiatement l'accusé de réception et, le cas échéant, demande le complément d'un télégramme non achevé, soit par un autre fil direct, s'il y en a en service, soit, dans le cas contraire, par un avis de service urgent (AD), acheminé par la meilleure voie disponible.

[339] § 5. L'annulation d'un télégramme commencé doit toujours être demandée ou communiquée par avis de service urgent (AD).

[340] § 6. (1) Lorsque la transmission d'un télégramme n'a pu être complétée ou qu'un accusé de réception n'est pas reçu dans un délai raisonnable, le télégramme est transmis de nouveau avec la mention de service „Ampliation“, sauf s'il s'agit d'un télégramme-mandat [art. 48, § 3 (2)].

[341] (2) Dans le cas où cette deuxième transmission est effectuée par une autre voie que celle utilisée primitivement pour l'acheminement du télégramme, seule la transmission par ampliation doit entrer dans les comptes internationaux. Le bureau transmetteur fait alors le nécessaire auprès des bureaux intéressés, par avis de service, en vue de l'annulation, dans les comptes internationaux, du télégramme primitif.

## CHAPITRE XI.

### Acheminement des télégrammes.

#### Article 47.

##### Voie à suivre par les télégrammes.

[342] § 1. L'expéditeur peut donner des instructions pour l'acheminement de son télégramme, en observant les prescriptions des articles 27, § 6, 28, § 3, ainsi que celles des §§ 2 à 7 ci-après.

[343] § 2. Les différentes voies que peuvent suivre les télégrammes sont indiquées par des formules concises ou abrégées, arrêtées d'un commun accord par les administrations intéressées. Seules les formules ainsi arrêtées peuvent être employées; des abréviations arbitraires ne sont pas admises.

[344] § 3. L'expéditeur qui veut prescrire la voie à suivre indique sur sa minute la formule correspondante. Il peut n'indiquer qu'une partie du parcours à suivre.

[345] § 4. Lorsque l'expéditeur a prescrit la voie à suivre, les bureaux respectifs sont tenus de se conformer à ses indications, à moins que la voie indiquée ne soit interrompue ou ne soit notoirement encombrée, auxquels cas l'expéditeur ne peut élever aucune réclamation contre l'emploi d'une autre voie.

[346] § 5. Si, au contraire, l'expéditeur n'a prescrit aucune voie à suivre, chacun des bureaux à partir desquels les voies se divisent reste juge de la direction à donner au télégramme.

[347] § 6. Quand l'acheminement d'un télégramme peut être assuré à taxe égale par plusieurs voies exploitées par une même administration, celle-ci reste juge de la direction à donner aux correspondances privées, au mieux de l'intérêt des expéditeurs qui ne peuvent, dans ce cas, demander spécialement l'emploi de l'une de ces voies.

[348] § 7. (1) Quand l'acheminement d'un télégramme peut être assuré par fil ou par sans fil, que les voies employées à cet effet soient ou non exploitées par la même administration, l'expéditeur a le droit de demander que le télégramme soit transmis par „fil“ ou par „sans fil“, en inscrivant sur la minute une mention explicite à ce sujet. Cette mention est considérée par le service télégraphique comme étant une indication de voie à suivre [art. 41, lit. i)]. Elle est transmise à la fin du préambule par l'une des expressions ci-après:

„Fil“, quand l'expéditeur demande la transmission par une voie „fil“,  
„Anten“, quand l'expéditeur demande la transmission par une voie „sans fil“.

que l'agent taxateur écrit sur la minute du télégramme.

Ces expressions sont maintenues jusqu'à destination.

[349] (2) En aucun cas, les télégrammes d'Etat dont la transmission est demandée par une voie „fil“ ne sont transmis par une voie „sans fil“, sauf si l'expéditeur, dûment consulté, en a autorisé la transmission par une voie „sans fil“.

[350] (3) En aucun cas, les télégrammes d'Etat dont la transmission est demandée par une voie „sans fil“ ne sont transmis par une voie „fil“, sauf si l'expéditeur, dûment consulté, en a autorisé la transmission par une voie „fil“.

[351] (4) Les autres télégrammes dont la transmission est demandée par une voie „fil“ ne sont transmis par une voie „sans fil“ que lorsque la voie „fil“ est interrompue sans prévision d'un rétablissement prochain.

[352] (5) Inversement, les autres télégrammes dont la transmission est demandée par une voie „sans fil“ ne sont transmis par une voie „fil“ que lorsque la voie radio-électrique est interrompue sans prévision d'un rétablissement prochain.

## CHAPITRE XII.

### Interruption des communications télégraphiques.

#### Article 48.

##### Déviations. Généralités.

[353] § 1. (1) Lorsqu'il se produit, au cours de la transmission d'un télégramme, une interruption dans les communications télégraphiques régulières, le bureau à partir duquel l'interruption s'est produite ou un bureau situé plus en arrière et disposant d'une voie télégraphique détournée expédie immédiatement le télégramme par cette voie; (art. 86, §§ 5 (3) et 6) ou, à défaut, par la poste (autant que possible par lettre recommandée) ou par exprès. Les frais de réexpédition autres que ceux de la transmission télégraphique sont supportés par le bureau qui fait cette réexpédition. La lettre expédiée par la poste doit porter l'annotation „Télégramme-exprès“.

[354] (2) Dans des cas exceptionnels, la transmission téléphonique des télégrammes est également admise. Elle ne peut cependant être utilisée qu'après entente préalable entre les administrations intéressées.

[355] (3) Les télégrammes acheminés par télégraphe dans les conditions prévues au présent paragraphe doivent être revêtus de la mention „dévii“, accompagnée du nom du bureau qui effectue la déviation. Cette mention est transmise à la fin du préambule, à la suite de l'indication de la voie, s'il en existe une.

[356] § 2. (1) Toutefois, les télégrammes ne sont réexpédiés par une voie plus coûteuse que s'ils ont été déposés ou parviennent au bureau chargé de les réexpédier dans le délai maximum de 24 heures qui suit la notification de l'interruption.

[357] (2) La transmission du premier télégramme portant la mention „dévii“ (art. 86, § 5) sera considérée comme tenant lieu de la notification officielle de l'interruption.

[358] § 3. (1) Le bureau qui recourt à un mode de réexpédition autre que le télégraphe, adresse le télégramme, suivant les circonstances, soit au premier bureau télégraphique en mesure de le réexpédier, soit au bureau de destination, soit au destinataire même, lorsque cette réexpédition se fait dans les limites du pays de destination. Dès que la communication est rétablie, le télégramme est de nouveau transmis par la voie télégraphique,

à moins qu'il n'en ait été précédemment accusé réception ou que, par suite d'encombrement exceptionnel, cette réexpédition ne doive être manifestement nuisible à l'ensemble du service (art. 49, § 7).

[359] (2) Lorsqu'il s'agit d'un télégramme-mandat, la transmission par ampliation est effectuée par un avis de service qui annonce que ce mandat a déjà été expédié une première fois et indique la voie qu'il a suivie.

#### Article 49.

##### Déviations par poste.

[360] § 1. Les télégrammes qui, pour un motif quelconque, sont adressés par la poste à un bureau télégraphique, sont accompagnés d'un bordereau numéroté. En même temps, le bureau qui fait cette réexpédition en avertit le bureau auquel il l'adresse, si les communications télégraphiques le permettent, par un avis de service indiquant le nombre des télégrammes expédiés et l'heure du courrier.

[361] § 2. A l'arrivée du courrier, le bureau correspondant vérifie si le nombre des télégrammes reçus est conforme au nombre des télégrammes annoncés. Dans ce cas, il en accuse réception sur le bordereau, qu'il renvoie immédiatement au bureau expéditeur. Après le rétablissement des communications télégraphiques, le bureau renouvelle cet accusé de réception par un avis de service dans la forme suivante: „Reçu 63 télégrammes conformément au bordereau n° 18 du 30 mars“.

[362] § 3. Les dispositions du paragraphe précédent s'appliquent également au cas où un bureau télégraphique reçoit par la poste un envoi de télégrammes sans en être averti.

[363] § 4. Lorsqu'un envoi de télégrammes annoncé ne parvient pas par le courrier indiqué, le bureau expéditeur doit en être averti immédiatement. Celui-ci doit, selon les circonstances, soit transmettre immédiatement les télégrammes si la communication télégraphique est rétablie, soit effectuer un nouvel envoi par un mode de transport quelconque.

[364] § 5. Quand un télégramme est envoyé directement au destinataire dans le cas prévu à l'article 48, § 3 (1), il est accompagné d'un avis indiquant l'interruption des lignes.

[365] § 6. Le bureau qui réexpédie par télégraphe des télégrammes déjà transmis par la poste en informe le bureau sur lequel les télégrammes ont été dirigés, par un avis de service rédigé dans la forme suivante:

„Berlin Paris 1045 (date et heure) — Télégrammes n-os. . . . réexpédiés par ampliation“.

[366] § 7. La réexpédition télégraphique par ampliation, visée par l'article 48, § 3 et par le présent article, § 6, doit être signalée par la mention de service „Ampliation“, transmise à la fin du préambule.

[367] § 8. La même mention de service est inscrite dans le préambule des télégrammes transmis une seconde fois.

## CHAPITRE XIII.

### Annulation d'un télégramme.

#### Article 50.

##### Annulation avant transmission ou en cours d'acheminement.

[368] § 1. L'expéditeur d'un télégramme ou son fondé de pouvoirs peut, en justifiant de sa qualité, en arrêter la transmission et la remise, s'il en est encore temps.

[369] § 2. Lorsqu'un expéditeur annule son télégramme avant que la transmission en ait été commencée, la taxe est remboursée, sous déduction d'un droit de un franc (1 fr.) au maximum, au profit de l'administration d'origine.

[370] § 3. Si le télégramme a été transmis par le bureau d'origine, l'expéditeur ne peut en demander l'annulation que par un avis de service taxé, émis dans les conditions prévues à l'article 80 et adressé au bureau destinataire. L'expéditeur doit acquitter, à son choix, le prix d'une réponse télégraphique ou d'une réponse postale à l'avis d'annulation. Autant que possible, cet avis de service est successivement transmis aux bureaux par lesquels le télégramme primitif a transité, jusqu'à ce qu'il ait rejoint ce dernier. Sauf indication contraire dans le ST, si le télégramme a été remis au destinataire, celui-ci est informé de l'annulation du télégramme.

[371] § 4. Le bureau qui annule le télégramme ou qui remet l'avis d'annulation au destinataire en informe le bureau d'origine. Cette information indique par le mot „annulé“ ou „remis“ que le télégramme a pu être annulé avant la distribution ou bien qu'il a déjà été remis. Elle est donnée par télégraphe si l'expéditeur a payé une réponse télégraphique à l'avis d'annulation; dans le cas contraire, elle est envoyée par la poste, comme lettre affranchie.

[372] § 5. Si le télégramme est annulé avant d'avoir atteint le bureau destinataire, le bureau d'origine rembourse à l'expéditeur les taxes du télégramme primitif, de l'avis de service d'annulation et, éventuellement, de la réponse télégraphique payée, après déduction des taxes du télégramme primitif, de l'avis de service d'annulation et, éventuellement, de la réponse télégraphique pour le parcours effectué.

## CHAPITRE XIV.

### Arrêt des télégrammes.

#### Article 51.

##### Bureaux qualifiés. Notification des arrêts.

[373] § 1. Le contrôle prévu par l'article 26 de la Convention est exercé par les bureaux télégraphiques extrêmes ou intermédiaires, sauf recours à l'administration centrale, qui prononce sans appel.

[374] § 2. La transmission des télégrammes d'Etat, des télégrammes concernant la sécurité de la vie humaine et des télégrammes de service se fait de droit. Les bureaux télégraphiques n'ont aucun contrôle à exercer sur ces télégrammes.

[375] § 3. Doivent être arrêtés par le bureau d'origine, avec obligation, toutefois, d'en informer immédiatement le bureau d'origine, les télégrammes à destination d'une agence télégraphique de réexpédition notoirement organisée dans le but de soustraire les correspondances des tiers au paiement intégral des taxes dues pour leur transmission, sans réexpédition intermédiaire, entre le bureau de départ et celui de la destination définitive.

[376] § 4. (1) Les administrations et exploitations privées s'engagent à arrêter, dans leurs bureaux respectifs, les télégrammes que ces bureaux reçoivent de l'étranger, par n'importe quelle voie (poste, télégraphe, téléphone ou autres), pour être réexpédiés par télégraphe, dans le but de soustraire ces correspondances au paiement intégral des taxes dues pour le parcours entier.

[377] (2) L'arrêt doit être signalé à l'administration du pays d'origine de ces télégrammes.

## CHAPITRE XV.

### Remise à destination.

#### Article 52.

##### Différents cas de remise.

[378] § 1. Les télégrammes sont remis, suivant leur adresse, soit à domicile (habitation particulière, bureau, établissement, etc.), soit poste restante (=GP=), soit télégraphe restant (=TR=). Ils sont aussi transmis au destinataire par téléphone, dans les cas prévus à l'article 15, § 5, ou par des fils télégraphiques privés, aux conditions fixées par les administrations qui admettent ce mode de transmission.

[379] § 2. Ils sont remis ou expédiés à destination dans l'ordre de leur réception et de leur priorité, sauf dans les cas mentionnés au § 9 de l'article 76 et au § 12 de l'article 77.

[380] § 3. (1) Les télégrammes adressés à domicile dans la localité que le bureau télégraphique dessert sont immédiatement portés à leur adresse. Toutefois, les télégram-



mēs portant l'indication de service taxée = Jour = ne sont pas distribués la nuit; ceux qui sont reçus pendant la nuit ne sont obligatoirement distribués immédiatement, dans la limite des heures d'ouverture des bureaux, que lorsqu'ils portent l'indication de service taxée = Nuit =.

[381] (2) Les administrations sont tenues de faire distribuer immédiatement les télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine dans la navigation maritime ou aérienne ainsi que les télégrammes d'Etat; elles sont également tenues, dans la limite des heures d'ouverture des bureaux, de faire distribuer immédiatement les télégrammes privés ne portant pas l'indication = Nuit =, si le caractère d'urgence est reconnu par le bureau d'arrivée.

[382] § 4. (1) Un télégramme porté à domicile peut être remis, soit au destinataire, aux membres adultes de sa famille, à toute personne à son service, à ses locataires ou hôtes, soit au concierge de l'hôtel ou de la maison, à moins que le destinataire n'ait désigné, par écrit, un délégué spécial ou que l'expéditeur n'ait demandé, en inscrivant avant l'adresse l'indication de service taxée „Mains propres“ ou =MP=, que la remise n'ait lieu qu'entre les mains du destinataire seul. Dans ce dernier cas, tout autre mode de remise (poste, téléphone, fil privé) est exclu.

[383] (2) L'indication „Mains propres“ est reproduite en toutes lettres sur la suscription, par le bureau d'arrivée, qui donne au porteur les indications nécessaires.

[384] § 5. L'expéditeur peut demander aussi que le télégramme soit remis ouvert, en inscrivant avant l'adresse l'indication de service taxée = Ouvert =.

[385] § 6. Ces modes de remise „en mains propres“ et „ouvert“ ne sont pas obligatoires pour les administrations qui déclarent ne pas les accepter.

[386] § 7. Les télégrammes qui doivent être déposés „poste restante“ ou expédiés par poste sont remis immédiatement à la poste par le bureau télégraphique d'arrivée, dans les conditions fixées par l'article 62.

[387] § 8. Les télégrammes adressés „poste restante“ ou remis par poste sont, au point de vue de la délivrance et des délais de conservation, soumis aux mêmes règles que les correspondances postales.

[388] § 9. L'administration dont dépend le bureau d'arrivée a la faculté de percevoir sur le destinataire une surtaxe spéciale de distribution pour les télégrammes remis „poste restante“ ou „télégraphe restant“. Si le destinataire refuse de payer la surtaxe, le bureau de poste en avise le bureau télégraphique et ce dernier informe le bureau d'origine, en vue de la perception de la surtaxe sur l'expéditeur.

[389] § 10. Lorsqu'un télégramme est adressé „télégraphe restant“, il est remis, au guichet télégraphique, au destinataire ou à son représentant dûment autorisé, lesquels sont tenus d'établir leur identité, s'ils en sont requis.

[390] § 11. Les télégrammes à remettre aux passagers d'un navire dès son arrivée dans le port sont délivrés, autant que possible, avant le débarquement. Si cela n'est pas possible, ou si cette remise donne lieu à des frais (d'embarquement, par exemple), ils sont délivrés au représentant de l'armateur du navire.

#### Article 53.

##### Non remise et remise différée.

[391] § 1. (1) Lorsqu'un télégramme ne peut pas être remis, le bureau d'arrivée envoie, à bref délai, au bureau d'origine un avis de service faisant connaître la cause de la non remise et dont le texte est rédigé sous la forme suivante: — 425 quinze Delorme 212 rue Nain (numéro, date en toutes lettres et adresse du télégramme textuellement conformes aux indications reçues) refusé, destinataire inconnu, parti (avec l'adjonction éventuelle „réexpédié poste à . . .“ [art. 60, § 3]), décédé, pas arrivé, adresse plus enregistrée (ou adresse non enregistrée), etc. L'adresse répétée dans l'avis de service comporte également le nom du bureau de destination si cette indication est jugée nécessaire. Le cas échéant, cet avis est complété par l'indication du motif de refus (art. 23, § 1) ou des frais dont le recouvrement doit être tenté sur l'expéditeur (art. 59 et 62).

[392] (2) Pour les télégrammes adressés „poste restante“ ou „télégraphe restant“, qui n'ont pas été retirés par le destinataire à l'expiration du délai de conservation de ces correspondances, il n'est pas expédié d'avis de service de non remise. Seuls ceux qui sont grevés d'une taxe à percevoir donnent lieu à l'envoi, par lettre ordinaire affranchie, d'un avis de service de non remise conforme aux dispositions de l'alinéa (1) ci-dessus.

[393] § 2. (1) Le bureau d'origine vérifie l'exactitude de l'adresse et, si cette dernière a été dénaturée, il la rectifie sur-le-champ par avis de service affectant la forme suivante: „425 quinze (numéro, date en toutes lettres du télégramme) pour . . . (adresse rectifiée)“.

[394] (2) Suivant les cas, cet avis de service contient les indications propres à redresser les erreurs commises telles que: „faites suivre à destination“, „annulez télégramme“, etc. Dans ce dernier cas, le bureau qui a prescrit l'annulation doit lui-même transmettre le télégramme vers sa destination exacte.

[395] (3) Si le bureau d'origine est fermé au moment où l'avis de non remise parvient au dernier bureau de transit, celui-ci vérifie l'exactitude de l'adresse d'après la formule de transit du télégramme primitif et, s'il constate une erreur, transmet lui-même au bureau de destination la rectification dans la forme indiquée à l'alinéa (1). Dans ce cas, il en informe le plus tôt possible le bureau d'origine, auquel il communique la teneur de l'avis rectificatif.

[396] § 3. (1) Si l'adresse n'a pas été dénaturée, le bureau d'origine communique, autant que possible, à l'expéditeur, l'avis de non remise.

[397] (2) La non communication de cet avis n'a pas pour conséquence d'ouvrir un droit au remboursement de la taxe acquittée pour le télégramme.

[398] § 4. (1) Un avis de non remise n'est réexpédié par télégramme que si l'expéditeur du télégramme primitif a demandé que ses télégrammes lui soient réexpédiés par télégraphe (art. 60). Dans tous les autres cas, la réexpédition s'effectue par poste, sous forme de lettre affranchie, si l'expéditeur est connu.

[399] (2) La transmission de l'avis de non remise à l'expéditeur peut également avoir lieu par poste lorsque la remise par un mode spécial de transport (lorsqu'il s'agit de la remise à la campagne, par exemple) entraînerait des frais dont le recouvrement n'est pas assuré.

[400] § 5. Le destinataire d'un avis de non remise ne peut compléter, rectifier ou confirmer l'adresse du télégramme primitif que dans les conditions prévues par l'article 80.

[401] § 6. (1) Si, après l'envoi de l'avis de non remise, le télégramme est réclamé par le destinataire, ou si le bureau de destination peut remettre le télégramme sans avoir reçu l'un des avis rectificatifs prévus par les §§ 2 et 5 ci-dessus, il transmet au bureau d'origine un second avis de service rédigé dans la forme suivante: „29 onze (numéro, date en toutes lettres), Mirane (nom du destinataire) réclamé ou remis“.

[402] (2) Ce second avis n'est pas transmis lorsque la remise est notifiée au moyen d'un accusé de réception télégraphique.

[403] (3) L'avis de remise est communiqué à l'expéditeur si ce dernier a reçu notification de la non remise.

[404] § 7. Si la porte n'est pas ouverte à l'adresse indiquée ou si le porteur ne trouve personne qui consente à recevoir le télégramme pour le destinataire, un avis est laissé au domicile indiqué et le télégramme est rapporté au bureau pour être délivré au destinataire ou à son délégué sur la réclamation de l'un ou de l'autre. Toutefois, les télégrammes dont la remise n'est pas subordonnée à des précautions spéciales sont déposés dans la boîte aux lettres du destinataire quand il n'y a d'ailleurs aucun doute sur le domicile de ce dernier.

[405] § 8. Lorsque le destinataire, avisé dans les conditions du § 7, de l'arrivée d'un télégramme, n'en prend pas livraison dans un délai de 48 heures, il est procédé conformément aux dispositions du § 1.

[406] § 9. Tout télégramme qui n'a pu être délivré au destinataire dans un délai de 42 jours qui suit la date de sa réception au bureau d'arrivée est détruit, sous réserve des dispositions des articles 52, § 8, et 65, §§ 10 et 11.

[407] § 10. Pour la rédaction des avis de non remise ou qui se réfèrent aux télégrammes en cours de transmission, il est recommandé de faire usage des abréviations de l'annexe — 1.<sup>o</sup> I au présent Règlement.

#### CHAPITRE XVI.

##### Télégrammes spéciaux.

###### Article 54.

##### Dispositions générales.

[408] § 1. Les dispositions qui font l'objet des autres chapitres s'appliquent intégralement aux télégrammes spéciaux, sous réserve des modifications qui sont prévues dans le présent chapitre.

[409] § 2. Dans l'application des articles du présent chapitre, on peut combiner les facilités données au public pour les télégrammes urgents, les réponses payées, les télégrammes avec collationnement, les accusés de réception, les télégrammes à faire suivre, les télégrammes multiples et les télégrammes à remettre au delà des lignes.

###### Article 55.

##### Télégrammes privés urgents.

[410] § 1. (1) L'expéditeur d'un télégramme privé peut obtenir la priorité de transmission et de remise à destination en inscrivant l'indication de service taxée „Urgent“ ou =D= avant l'adresse et en payant le double de la taxe d'un télégramme ordinaire de même longueur pour le même parcours.

[411] (2) De même, la taxe d'un télégramme CDE urgent est le double de la taxe d'un télégramme CDE ordinaire de même longueur pour le même parcours.

[412] § 2. Les télégrammes privés urgents ont la priorité sur les autres télégrammes privés et leur priorité entre eux est réglée dans les conditions prévues par l'article 36, § 3.

[413] § 3. Les dispositions des paragraphes précédents ne sont pas obligatoires pour les administrations qui déclarent ne pas pouvoir les appliquer, soit à une partie, soit à la totalité des télégrammes qui empruntent leurs voies de communication.

[414] § 4. Les administrations qui n'acceptent les télégrammes urgents qu'en transit doivent les admettre soit sur les fils où la transmission est directe à travers leurs territoires, soit dans leurs bureaux de réexpédition, entre les télégrammes de même provenance et de même destination. La taxe de transit qui leur revient est doublée, comme pour les autres parties du trajet.

[415] § 5. (1) Dans les télégrammes du régime extra-européen, l'urgence est admise sur des parcours partiels, si les administrations intéressées se sont entendues à cet égard. L'expéditeur qui veut faire usage de cette faculté inscrit avant l'adresse l'indication de service taxée =PU= et, pour le parcours sur lequel le télégramme doit être transmis comme urgent, paie la taxe double.

[416] (2) La taxe d'un télégramme CDE partiellement urgent est égale aux  $\frac{6}{10}$  de celle d'un télégramme privé partiellement urgent de même longueur pour le même parcours, sous réserve des dispositions de l'article 26, § 3 a).

###### Article 56.

Télégrammes avec réponse payée. Utilisation ou remboursement des bons.

[417] § 1. L'expéditeur d'un télégramme peut affranchir la réponse qu'il demande à son correspondant en écrivant avant l'adresse l'indication de service taxée „Réponse payée“ ou =RP=, complétée par la mention du montant payé en francs et centimes pour la réponse: „Réponse payée x . . .“ ou =RPx= (exemples: =RP 3,00=, =RP3,05=, =RP 3,40=).

[418] § 2. Au lieu de destination, le bureau d'arrivée remet au destinataire un bon d'une valeur égale à celle indiquée dans le télégramme-demande. Ce bon donne la faculté d'expédier, dans la limite de sa valeur, un télégramme avec ou sans services spéciaux, à une destination quelconque, à partir d'un bureau quelconque de l'administration dont relève le bureau qui a émis le bon ou, dans le cas d'un radiotélégramme adressé à une station mobile, à partir de la station qui a émis le bon.

[419] § 3. (1) Lorsque la taxe d'un télégramme affranchi par un bon excède le montant de la valeur de ce bon, l'excédent de la taxe doit être payé par l'expéditeur qui utilise le bon. Dans le cas contraire, la différence entre la valeur du bon et le montant de la taxe réellement due est remboursée à l'expéditeur du télégramme primitif lorsque la demande en est faite dans le délai de six mois à partir de la date d'émission du bon et que cette différence est au moins égale à deux francs (2 fr.).

[420] (2) Ce remboursement est effectué pour le compte de l'administration de destination du télégramme primitif, à moins qu'un procédé simplifié ne puisse être appliqué en vertu de l'article 83.

[421] (3) Si la valeur du bon est inférieure au minimum de taxe d'un télégramme, éventuellement imposé aux termes de l'article 26, § 3b), par l'administration qui a émis le bon, et si le montant du télégramme-réponse n'atteint pas ce minimum, l'expéditeur de la réponse doit payer la différence.

[422] § 4. Le bon ne peut être utilisé pour l'affranchissement d'un télégramme que pendant le délai de trois mois qui suit la date de son émission.

[423] § 5. Lorsque le destinataire a refusé le bon ou n'en a pas fait usage pour une cause quelconque, et que ce bon a été restitué au bureau, le montant du bon est remboursé à l'expéditeur du télégramme si la demande en est faite soit par cet expéditeur, soit par le destinataire, pendant la période de validité du bon.

[424] § 6. Lorsque le bon n'a pu être délivré au destinataire, par suite de l'impossibilité de trouver celui-ci, le montant en est remboursé à l'expéditeur s'il en fait la demande avant l'expiration du délai de validité. Dans ce cas, le bureau de destination annule le bon, et le télégramme, annoté à cet effet, est conservé pendant le délai prescrit.

###### Article 57.

##### Télégrammes avec collationnement.

[425] § 1. Le collationnement a pour but de renforcer les garanties d'exactitude de la transmission. Il consiste dans la répétition intégrale du télégramme (y compris le préambule) et dans la comparaison de cette répétition avec le préambule et la teneur dudit télégramme.

[426] § 2. (1) L'expéditeur d'un télégramme a la faculté d'en demander le collationnement. A cet effet, il paie une surtaxe égale à la moitié de la taxe d'un télégramme ordinaire de même longueur pour la même destination et par la même voie et il écrit avant l'adresse l'indication de service taxée „Collationnement“ ou =TC=.

[427] (2) La surtaxe pour le collationnement des télégrammes CDE est la moitié de la taxe d'un télégramme CDE ordinaire.

[428] § 3. Les télégrammes d'Etat et les télégrammes de service rédigés en langage secret sont collationnés d'office et gratuitement (art. 78, § 8 et 79, § 10).

[429] § 4. Le collationnement est donné par le bureau récepteur ou par le bureau transmetteur, suivant le système de transmission employé (art. 44, §§ 1, 2 et 3).

[430] § 5. Le collationnement ne compte pas dans l'alternat des transmissions.

###### Article 58.

##### Télégrammes avec accusé de réception.

###### 1. Formalités au bureau d'origine.

[431] § 1. (1) L'expéditeur d'un télégramme peut demander que l'indication de la date et de l'heure auxquelles son télégramme aura été remis à son correspondant lui soit notifiée, par télégraphe ou par poste, aussitôt après la remise.



[432] (2) Si l'expéditeur demande que la notification lui soit faite par télégraphe, il doit acquitter, à cet effet, une taxe égale à celle d'un télégramme ordinaire de six mots pour la même destination et par la même voie. Il inscrit alors avant l'adresse l'indication de service taxée „Accusé de réception" ou =PC=. L'accusé de réception d'un télégramme CDE est dans tous les cas soumis à la taxe intégrale.

[433] (3) Si l'expéditeur demande que cette notification lui soit faite par la poste, il paie une taxe de quarante centimes (0 fr. 40) et inscrit avant l'adresse l'indication de service taxée „Accusé de réception postal" ou =PCP=.

[434] § 2. L'accusé de réception, télégraphique ou postal, dès qu'il est parvenu au bureau d'origine du télégramme, est porté à la connaissance de l'expéditeur de ce télégramme.

## II. Formalités au bureau de destination.

[435] § 3. Les accusés de réception sont traités comme télégrammes de service ordinaires, quelle que soit la nature du télégramme auquel ils se réfèrent.

[436] § 4. Le préambule ne comporte pas l'indication du numéro de dépôt, du nombre de mots et de l'heure de dépôt. L'accusé de réception est transmis dans la forme suivante:

CR Paris Berne = 469 vingtdeux Brown (numéro, date en toutes lettres du télégramme primitif, nom du destinataire de ce télégramme) remis vingt-cinq 1025 (date en toutes lettres, heure et minutes).

[437] § 5. (1) Lorsque le télégramme a été confié à la poste ou aux soins d'un intermédiaire quelconque, en dehors des personnes se trouvant au domicile ordinaire du destinataire, l'accusé de réception en fait mention, exemple:

„Remis poste, ou hôtel, ou gare, etc., vingt-cinq 1025".

[438] (2) Lorsque le télégramme est acheminé sur sa destination définitive par la voie postale, déposé poste restante ou remis par téléphone, par fil télégraphique privé ou au soins d'un intermédiaire quelconque, la notification susvisée indique la date et l'heure de cet acheminement, dépôt ou remise.

[439] (3) Lorsqu'il s'agit d'un radiotélégramme ou d'un télégramme sémaphorique, la station terrestre ou le sémaphore émet l'accusé de réception et indique la date et l'heure de transmission à la station mobile (dans le cas d'un radiotélégramme) ou au navire (dans le cas d'un télégramme sémaphorique); exemple:

„Transmis station mobile (ou navire) vingt-cinq 1025".

[440] § 6. L'accusé de réception postal contient les mêmes renseignements que l'accusé de réception télégraphique. Il est envoyé par le bureau d'arrivée du télégramme à celui d'origine sous pli affranchi portant la suscription „Accusé de réception".

[441] § 7. (1) Lorsqu'un télégramme avec accusé de réception n'a pu être remis, un avis de service de non remise est envoyé au bureau d'origine, comme s'il s'agissait d'un télégramme ordinaire, et l'accusé de réception n'est pas établi.

[442] (2) Si, ultérieurement, pendant le délai de conservation du télégramme (art. 53, § 9), le télégramme peut être délivré au destinataire, l'accusé de réception est immédiatement établi et mis en transmission.

[443] (3) A l'expiration du délai de conservation, si le télégramme n'a pas été remis, la taxe de l'accusé de réception télégraphique peut être remboursée à l'expéditeur sur sa demande.

[444] (4) La taxe de l'accusé de réception postal n'est jamais remboursée.

## Article 59.

### Télégrammes à faire suivre sur l'ordre de l'expéditeur.

[445] § 1. Tout expéditeur peut demander en inscrivant, avant l'adresse, l'indication de service taxée „Faire suivre" ou =FS= que le bureau d'arrivée fasse suivre son télégramme.

[446] § 2. (1) L'expéditeur d'un télégramme à faire suivre doit être prévenu que, si le télégramme est réexpédié, il devra payer les taxes de réexpédition qui n'auraient pas été recouvrées à l'arrivée.

[447] (2) Lorsqu'un télégramme à faire suivre comportant l'une des indications de service taxées =RPX= ou =PC= doit être réexpédié, le bureau réexpéditeur applique les dispositions de l'article 60, § 5.

[448] § 3. Lorsqu'un télégramme porte l'indication de service taxée =FS= sans autre mention d'adresse, le bureau de destination inscrit, le cas échéant, la nouvelle adresse qui lui est indiquée au domicile du destinataire dans les conditions prévues au § 5 ci-après et fait suivre le télégramme sur la nouvelle destination. On opère de même jusqu'à ce que le télégramme soit remis ou jusqu'à ce qu'il ne soit plus fourni de nouvelle adresse.

[449] § 4. Si l'indication de service taxée =FS= est accompagnée d'adresses successives, le télégramme est transmis à chacune des destinations indiquées, jusqu'à la dernière s'il y a lieu, et le dernier bureau d'arrivée se conforme, le cas échéant, aux dispositions du § 6.

[450] § 5. (1) Le lieu d'origine, la date et l'heure de dépôt à indiquer dans le préambule des télégrammes réexpédiés sont le lieu d'origine, la date et l'heure de dépôt primitifs; le lieu de destination est celui auquel le télégramme doit être d'abord expédié.

[451] (2) Dans l'adresse, les indications de remise à domicile s'appliquant aux acheminements déjà effectués sont supprimées et l'on maintient seulement, à la suite de l'indication =FS=, le nom de chacune des destinations par lesquelles le télégramme a déjà transité.

Par exemple, l'adresse d'un télégramme libellée au départ:

=FS= Haggis chez Dekeysers Londres

=Hôtel Tarbet Tarbet =

North British Hotel Edimbourg,

serait rédigée à partir de Tarbet, lieu de la seconde réexpédition, sous la forme:

=FS= de Londres, Tarbet = Haggis North British Hotel Edimbourg.

[452] (3) A chaque réexpédition, le nombre de mots est compté à nouveau et le préambule modifié en conséquence.

[453] § 6. (1) Lorsque la remise ne peut être effectuée et qu'aucune nouvelle adresse n'est indiquée, le dernier bureau d'arrivée envoie l'avis de service de non remise prévu par l'article 53, § 1. Cet avis doit faire connaître le montant des frais de réexpédition qui n'ont pu être recouvrés sur le destinataire. Il affecte la forme suivante: „435 vingt-neuf Paris Julien (numéro, date en toutes lettres, nom du bureau d'origine primitif, nom du destinataire) réexpédié à ... (nouvelle adresse), inconnu, refusé, etc. (motif de la non remise), percevoir ... (montant de la taxe non recouvrée)".

[454] (2) Cet avis est adressé au bureau qui a fait la dernière réexpédition, afin qu'il puisse éventuellement opérer les rectifications nécessaires. Si la transmission est correcte, ce bureau transmet l'avis de service au bureau d'origine, qui recouvre le montant des taxes de réexpédition sur l'expéditeur du télégramme et lui communique l'avis de non remise.

[455] (3) D'autre part, le dernier bureau d'arrivée conserve le télégramme en dépôt, conformément aux dispositions de l'article 53, § 9.

[456] § 7. (1) La taxe à percevoir au départ pour les télégrammes à faire suivre est simplement la taxe afférente au premier parcours, l'adresse complète entrant dans le nombre des mots. La taxe complémentaire est perçue sur le destinataire. Elle est calculée en tenant compte du nombre de mots transmis lors de chaque réexpédition.

[457] (2) Lorsqu'un télégramme à faire suivre comporte l'indication de service taxée =TC=, la taxe applicable au collationnement est cumulée, lors de chaque réexpédition, avec les autres frais de réexpédition.

[458] (3) Lorsque le destinataire refuse le paiement des frais de réexpédition, le télégramme est néanmoins remis. Un avis de service signale au bureau d'origine le refus de paiement et fait connaître le montant des frais à recouvrer sur l'expéditeur.

[459] § 8. A partir du premier bureau indiqué dans l'adresse, les taxes à percevoir sur le destinataire, pour les parcours ultérieurs, doivent, à chaque réexpédition, être ajoutées. Leur total est indiqué d'office dans le préambule.

[460] § 9. (1) Cette indication est formulée comme il suit „Percevoir ...". Si les réexpéditions ont lieu dans les limites du pays auquel appartient le bureau d'arrivée, la taxe complémentaire à percevoir sur le destinataire est calculée, pour chaque réexpédition, suivant le tarif intérieur de ce pays. Si les réexpéditions ont lieu hors de ces limites, la taxe complémentaire est calculée en considérant comme autant de télégrammes séparés chaque réexpédition internationale. Le tarif pour chaque réexpédition est le tarif applicable aux correspondances échangées entre le pays qui réexpédie et celui auquel le télégramme est réexpédié.

[461] (2) Les taxes de réexpédition des télégrammes CDE sont calculées sur la base des taux réduits (art. 10, § 4). Les télégrammes CDE réexpédiés conservent la mention de service „CDE".

## Article 60.

### Télégrammes à réexpédier sur l'ordre du destinataire.

[462] § 1. Toute personne peut demander, en fournissant les justifications nécessaires, que les télégrammes parvenant à son adresse à un bureau télégraphique lui soient réexpédiés télégraphiquement à une nouvelle adresse qu'elle indique. Dans ce cas, il est procédé conformément aux dispositions de l'article précédent, mais au lieu d'inscrire avant l'adresse l'indication =FS=, on inscrit l'indication de service taxée =Réexpédié de ... = (nom du ou des bureaux réexpéditeurs).

[463] § 2. Les demandes de réexpédition doivent se faire par écrit, par avis de service taxé ou par la voie postale (art. 80, § 9). Elles sont formulées soit par le destinataire lui-même, soit en son nom par l'une des personnes mentionnées à l'article 52, § 4 (1), comme pouvant recevoir les télégrammes au lieu et place du destinataire. Celui qui formule une semblable demande s'engage à acquitter les taxes qui ne pourraient être recouvrées par le bureau de distribution.

[464] § 3. (1) Chaque administration se réserve la faculté de réexpédier télégraphiquement, d'après les indications données au domicile du destinataire, les télégrammes pour lesquels aucune indication spéciale n'aura été fournie.

[465] (2) Si, au domicile du destinataire d'un télégramme ne portant pas l'indication =FS=, on indique la nouvelle adresse sans donner l'ordre de réexpédier par la voie télégraphique, les administrations sont tenues de faire suivre par la voie postale une copie de ce télégramme, à moins qu'elles n'aient été invitées à la conserver en instance ou qu'elles n'effectuent d'office la réexpédition télégraphique.

[466] (3) La réexpédition par la poste se fait d'après les prescriptions de l'article 62. Les télégrammes dont on fait suivre une copie par la poste doivent faire l'objet d'un avis de non remise ordinaire (art. 53). La mention „Réexpédié poste à ... (nouvelle destination)" est, dans ce cas, ajoutée à l'avis télégraphique de non remise.

[467] § 4. (1) Si le destinataire refuse de payer les frais de réexpédition d'un télégramme réexpédié télégraphiquement ou si ce télégramme ne peut être remis pour une autre cause, le dernier bureau d'arrivée envoie l'avis de non remise prévu par l'article 53, § 1. Cet avis affecte la forme suivante:

„435 vingt-neuf Paris Julien (numéro, date en toutes lettres, nom du bureau d'origine primitif, nom du destinataire) réexpédié à ... (nouvelle adresse), inconnu, refusé, etc. (motif de la non remise), percevoir ... (montant de la taxe non recouvrée)".

[468] (2) Cet avis est adressé d'abord au bureau qui a fait la dernière réexpédition, puis au précédent et ainsi de suite successivement à chaque bureau réexpéditeur, afin que chacun de ces bureaux puisse éventuellement opérer les rectifications nécessaires et ajouter l'adresse sous laquelle il a reçu le télégramme.

[469] (3) Le cas échéant, les bureaux intéressés doivent percevoir les taxes non recouvrées sur les personnes qui ont donné l'ordre de réexpédier et qui sont respectivement responsables.

[470] (4) L'avis est enfin transmis au bureau d'origine pour être communiqué à l'expéditeur, auquel il n'est pas réclamé de frais de réexpédition.

[471] § 5. (1) Lorsqu'un bureau de destination doit réexpédier télégraphiquement un télégramme avec réponse payée, il maintient, avant l'adresse, l'indication =RPX= telle qu'il l'a reçue et il annule le bon, s'il en a créé un.

[472] (2) La taxe payée pour la réponse est portée, par l'administration réexpéditrice, au crédit de l'administration à laquelle le télégramme est réexpédié.

[473] (3) Lorsqu'un bureau de destination doit réexpédier par poste une copie d'un télégramme avec réponse payée, il annexe le bon à la copie (§ 3 (2) du présent article).

[474] (4) Dans le cas d'un accusé de réception visant un télégramme réexpédié, le montant de la taxe payée d'avance est appliqué à un accusé de réception donnant avis de la réexpédition du télégramme. Cet avis est rédigé sous la forme suivante: „CR Madrid Paris = 524 onze Regel Paris réexpédié Londres douze 0840".

[475] § 6. Dans les cas prévus au présent article, §§ 1 et 2, ainsi qu'au § 7 (2), la personne qui fait suivre un télégramme a la faculté d'acquitter elle-même la taxe de réexpédition, pourvu qu'il s'agisse de diriger le télégramme sur une seule localité, sans indication de retransmissions éventuelles à d'autres localités.

[476] § 7. (1) Lorsqu'il s'agit de réexpédier le télégramme sur une destination déterminée sans indication de retransmissions éventuelles à d'autres localités, la personne qui donne l'ordre de faire suivre ce télégramme peut même demander que la réexpédition soit faite d'urgence, mais elle est tenue alors d'acquitter elle-même la double taxe. Le bureau qui défère à cette demande ajoute dans l'adresse du télégramme à faire suivre l'indication de service taxée =D=.

[477] (2) D'autre part, les télégrammes urgents peuvent être, sur demande du destinataire ou de son représentant, réexpédiés comme télégrammes ordinaires après radiation de l'indication =D=.

[478] § 8. Dans le cas prévu au § 7 (1), et aussi lorsqu'il est fait usage de la faculté mentionnée dans le § 6, l'indication „Percevoir ..." formulée dans l'article 59, § 9, est remplacée par l'indication „Taxe perçue".

## Article 61.

### Télégrammes multiples.

[479] § 1. (1) Tout télégramme peut être adressé soit à plusieurs destinataires dans une même localité ou dans des localités différentes, mais desservies par un même bureau télégraphique, soit à un même destinataire à plusieurs domiciles dans la même localité ou dans des localités différentes, mais desservies par un même bureau télégraphique. A cet effet, l'expéditeur inscrit avant l'adresse l'indication de service taxée: „x adresses" ou =TMx=. Le nom du bureau de destination ne figure qu'une fois, à la fin de l'adresse.

[480] (2) Dans les télégrammes adressés à plusieurs destinataires, les indications concernant le lieu de la remise, telles que bourse, gare, marché, etc., doivent figurer après le nom de chaque destinataire. De même, dans les télégrammes adressés à un seul et même destinataire à plusieurs domiciles, le nom du destinataire doit figurer avant chaque indication de lieu de remise.

[481] § 2. L'emploi des indications de service taxées est réglé conformément aux prescriptions de l'article 14, § 2.

[482] § 3. (1) Le télégramme multiple est taxé comme un télégramme unique, toutes les adresses entrant dans le compte des mots.

[483] (2) Il est en outre perçu pour les télégrammes multiples, de toutes catégories, en sus de la taxe par mot, un droit de un franc (1 fr.) pour l'établissement de chaque copie ne comprenant pas plus de cinquante mots taxés.

[484] (3) Pour les copies comportant plus de cinquante mots taxés, le droit est de un franc (1 fr.) pour les cinquante premiers mots et de cinquante centimes (0 fr. 50) par cinquante mots ou fraction de cinquante mots supplémentaires.

[485] (4) La taxe pour chaque copie est calculée séparément, en tenant compte du nombre de mots qu'elle doit contenir. Le nombre de copies à établir est égal au nombre des adresses.



[486] § 4. (1) Chaque exemplaire d'un télégramme multiple ne doit porter que l'adresse qui lui est propre, et l'indication de service taxée =TMx= n'y doit pas figurer, à moins que l'expéditeur n'ait demandé le contraire. Cette demande doit être comprise dans le nombre des mots taxés et être formulée comme il suit: =CTA=.

[487] (2) Si une copie portant l'indication de service taxée =CTA= doit être réexpédiée télégraphiquement, elle ne mentionne que l'adresse qui lui est propre; les autres adresses sont transmises après la signature ou, à défaut de signature, après le texte, et sont précédées de l'indication „reçu avec . . . adresse (s)“.

[488] § 5. Dans les copies, le nombre des mots indiqué dans le préambule du télégramme est modifié en tenant compte du nombre des mots figurant sur chacune d'elles.

#### Article 62.

##### Télégrammes à remettre par exprès ou par poste.

###### I. Généralités.

[489] § 1. Les télégrammes destinés à des localités desservies par les voies de télécommunication internationales ne peuvent y être envoyés par poste que par un bureau télégraphique du pays auquel appartiennent ces localités.

[490] § 2. (1) Les télégrammes adressés à des localités non desservies par les voies de télécommunication internationales peuvent être remis à destination, à partir d'un bureau télégraphique du pays auquel appartient la localité de destination, soit par poste, soit, si ces services existent, par exprès ou par poste-avion.

[491] (2) Cette remise peut, néanmoins, être effectuée à partir d'un bureau télégraphique d'un autre pays, lorsque le pays de destination n'est pas relié au réseau de télécommunications internationales ou lorsque la localité ne peut être atteinte par le réseau de télécommunications du pays de destination.

###### II. Télégrammes à remettre par exprès.

[492] § 3. L'exprès s'entend de tout mode de remise plus rapide que la poste, lorsque cette remise a lieu en dehors des limites de distribution gratuite des télégrammes.

[493] § 4. Les administrations qui ont organisé un service de transport par exprès pour la remise des télégrammes notifiant, par l'intermédiaire du Bureau de l'Union, le montant des frais de transport à payer au départ. Ce montant doit être une taxe fixe et uniforme pour chaque pays. Toutefois, pour les administrations qui en font la demande, des taxes spéciales d'exprès peuvent, pour certains bureaux, être indiquées dans la nomenclature officielle du Bureau de l'Union, en regard du nom des bureaux intéressés.

[494] § 5. (1) L'expéditeur qui désire payer la taxe fixe notifiée pour le transport par exprès inscrit, avant l'adresse du télégramme, l'indication de service taxée „Exprès payé“ ou =XP=.

[495] (2) S'il désire que la perception des frais d'exprès ait lieu sur le destinataire, il porte sur son télégramme l'indication de service taxée =Exprès=.

[496] § 6. Lorsqu'un télégramme portant l'indication de service taxée =Exprès= et ayant donné lieu à une course n'est pas remis, le bureau de destination ajoute à l'avis de non remise prévu par l'article 53, § 1, la mention „Percevoir XP“ (montant fixe des frais d'exprès notifié par l'administration intéressée).

###### III. Télégrammes à remettre par poste.

[497] § 7. L'expéditeur qui désire faire transporter par poste son télégramme destiné à une localité au delà des voies de communication internationales, doit inscrire, avant l'adresse du télégramme, l'indication de service taxée:

- =Poste= si le télégramme est à expédier comme lettre ordinaire;
- =PR= si le télégramme est à expédier comme lettre recommandée;
- =PAV= si le télégramme est à expédier par poste-avion.

[498] § 8. Le nom du bureau télégraphique à partir duquel le télégramme doit être transporté par la poste est placé immédiatement après le nom de la localité de dernière destination; par exemple, l'adresse: „Poste (ou =PR=) Lorenzini Poggiovalle Teramo“ indiquerait que le télégramme est à réexpédier par la poste de Teramo au destinataire à Poggiovalle, localité non desservie par le télégraphe.

[499] § 9. Les télégrammes à remettre par poste sont soumis aux taxes supplémentaires ci-après:

- [500] a) Télégrammes à distribuer dans les limites du pays de destination:
- [501] 1<sup>o</sup> ceux portant l'indication de service taxée =Poste=: pas de surtaxe;
- [502] 2<sup>o</sup> ceux portant l'indication de service taxée =PR=: quarante centimes (0 fr. 40);
- [503] 3<sup>o</sup> ceux portant l'indication de service taxée =PAV=: surtaxe afférente au transport aérien d'une lettre ordinaire;
- [504] 4<sup>o</sup> ceux portant les indications de service taxées =PR= et =PAV=: quarante centimes (0 fr. 40) et surtaxe afférente au transport aérien d'une lettre ordinaire;
- [505] b) Télégrammes à réexpédier à un autre pays que le pays de destination télégraphique (art. 62):
- [506] 1<sup>o</sup> ceux portant l'indication de service taxée =Poste=: quarante centimes (0 fr. 40);
- [507] 2<sup>o</sup> ceux portant l'indication de service taxée =PR=: quatre-vingts centimes (0 fr. 80);
- [508] 3<sup>o</sup> ceux portant l'indication de service taxée =PAV=: quarante centimes (0 fr. 40) et surtaxe afférente au transport aérien d'une lettre ordinaire;
- [509] 4<sup>o</sup> ceux portant les indications de service taxées =PR= et =PAV=: quatre-vingts centimes (0 fr. 80) et surtaxe afférente au transport aérien d'une lettre ordinaire.

[510] § 10. Le bureau télégraphique d'arrivée est en droit d'employer la poste:

- [511] a) à défaut d'indication, dans le télégramme, du moyen de transport à employer;
- [512] b) lorsque le moyen indiqué diffère du mode adopté et notifié par l'administration d'arrivée;
- [513] c) lorsqu'il s'agit d'un transport par exprès à payer par un destinataire qui aurait refusé antérieurement d'acquiescer des frais de même nature.

[514] § 11. L'emploi de la poste est obligatoire pour le bureau de destination:

- [515] a) (1) lorsque telle a été la demande faite expressément, soit par l'expéditeur (§ 7), soit par le destinataire (art. 60).
- [516] (2) Le bureau d'arrivée peut, toutefois, employer l'exprès, même pour un télégramme portant l'indication =Poste=, si le destinataire a exprimé la volonté de recevoir ses télégrammes par exprès;
- [517] b) lorsque le bureau de destination ne dispose pas d'un moyen plus rapide.

[518] § 12. Les télégrammes qui doivent être acheminés à destination par la voie postale et qui sont remis à la poste par le bureau télégraphique d'arrivée sont traités suivant les dispositions ci-après:

- [519] a) Télégrammes à distribuer dans les limites du pays de destination:
- [520] 1<sup>o</sup> ceux qui portent l'indication de service taxée =Poste= ou =GP= ou qui ne portent aucune indication de service taxée relative à l'envoi par poste, sont mis à la poste comme lettres ordinaires, sans frais pour l'expéditeur ni pour le destinataire; toutefois, les télégrammes adressés poste restante sont passibles d'une surtaxe spéciale de distribution (art. 52, § 9);
- [521] 2<sup>o</sup> ceux qui parviennent avec l'indication de service taxée =PR= ou =GPR= sont déposés à la poste comme lettres recommandées dûment affranchies, s'il y a lieu;

[522] 3<sup>o</sup> ceux qui parviennent avec l'indication de service taxée =PAV= sont remis au service postal aérien après avoir été revêtus des timbres-poste représentant le montant de la surtaxe applicable à une lettre ordinaire devant être transportée par avion.

[523] b) Télégrammes à réexpédier par poste à un pays autre que le pays de destination télégraphique.

[524] 1<sup>o</sup> Si les frais de poste ont été dûment perçus au préalable, les télégrammes sont mis à la poste comme lettres affranchies, ordinaires ou recommandées, suivant le cas, l'affranchissement devant, pour les télégrammes portant l'indication de service taxée =PAV=, comprendre la surtaxe afférente au transport par avion.

[525] 2<sup>o</sup> Dans le cas où il n'y a pas eu perception des frais de poste, les télégrammes sont mis à la poste comme lettres ordinaires non affranchies, le port étant à la charge du destinataire.

[526] § 13. Lorsqu'un télégramme à expédier par lettre recommandée ne peut être soumis immédiatement à la formalité de la recommandation, tout en pouvant profiter d'un départ postal, il est mis d'abord à la poste comme lettre ordinaire; une ampliation est adressée, comme lettre recommandée, aussitôt qu'il est possible.

#### Article 63.

##### Télégrammes de luxe.

[527] § 1. (1) Entre les pays de l'Union est admis, à titre facultatif, le service des télégrammes de luxe.

[528] (2) L'organisation de ce service fait l'objet d'arrangements particuliers entre les administrations intéressées, et la surtaxe éventuelle perçue pour ce service n'entre pas dans la comptabilité internationale.

[529] § 2. Pour les télégrammes de luxe, l'expéditeur doit inscrire, avant l'adresse, l'indication de service taxée =LX=.

#### CHAPITRE XVII.

##### Phototélégrammes.

###### Article 64.

##### Phototélégrammes.

[530] § 1. Un service facultatif de phototélégrammes est admis entre les administrations qui ont déclaré vouloir l'organiser.

[531] § 2. Les taxes et les dispositions afférentes aux phototélégrammes sont fixées par entente directe entre les administrations intéressées.

#### CHAPITRE XVIII.

##### Télégrammes sémaphoriques.

###### Article 65.

##### Télégrammes sémaphoriques.

[532] § 1. Les télégrammes échangés au moyen des sémaphores portent le nom de télégrammes sémaphoriques.

[533] § 2. Les télégrammes sémaphoriques doivent porter avant l'adresse l'indication de service taxée =SEM=.

[534] § 3. L'adresse des télégrammes sémaphoriques destinés à des navires en mer doit contenir:

- [535] a) le nom du destinataire avec indication complémentaire, s'il y a lieu;
- [536] b) le nom du navire, complété par la nationalité et, au besoin, par le signal distinctif du code international de signaux, en cas d'homonymie;
- [537] c) le nom du poste sémaphorique, tel qu'il figure à la nomenclature officielle des bureaux.

[538] § 4. Les télégrammes sémaphoriques doivent être rédigés soit dans la langue du pays où est situé le sémaphore chargé de les signaler, soit au moyen de groupes de lettres du code international de signaux.

[539] § 5. Pour les télégrammes d'Etat sémaphoriques expédiés d'un navire en mer, le sceau est remplacé par le signe distinctif du commandement.

[540] § 6. Pour les télégrammes sémaphoriques originaires des navires en mer, l'indication du bureau d'origine, en préambule, se compose du nom du poste récepteur, suivi du nom du navire. L'heure de dépôt est l'heure de réception du télégramme par le poste récepteur en relation avec le navire.

[541] § 7. La taxe des télégrammes à échanger avec les navires en mer par l'intermédiaire des sémaphores est fixée à vingt centimes (0 fr. 20) par mot. Cette taxe s'ajoute au prix du parcours électrique calculé d'après les règles générales. La totalité est perçue sur l'expéditeur pour les télégrammes adressés aux navires en mer, et sur le destinataire pour les télégrammes provenant des bâtiments (art. 32, § 1). Dans ce dernier cas, le préambule doit contenir la mention „Percevoir...“.

[542] § 8. Les télégrammes provenant d'un navire en mer sont transmis à destination en signaux du code international de signaux lorsque le navire expéditeur l'a demandé.

[543] § 9. Dans le cas où cette demande n'a pas été faite, ils sont traduits en langage ordinaire par le préposé du poste sémaphorique et transmis à destination.

[544] § 10. (1) L'expéditeur d'un télégramme sémaphorique à destination d'un navire en mer peut préciser le nombre de jours pendant lesquels ce télégramme doit être tenu à la disposition du navire par le sémaphore.

[545] (2) Dans ce cas, il inscrit, avant l'adresse, l'indication de service taxée „x jours“ ou =Jx= spécifiant ce nombre de jours, y compris celui du dépôt du télégramme.

[546] § 11. (1) Si un télégramme à destination d'un navire en mer n'a pu être transmis à ce navire dans le délai indiqué par l'expéditeur ou, à défaut d'une telle indication, jusqu'au matin du 29<sup>e</sup> jour suivant celui du dépôt, le sémaphore en donne avis au bureau d'origine, qui communique cet avis à l'expéditeur.

[547] (2) Celui-ci a la faculté de demander par avis de service taxé, télégraphique ou postal, adressé au sémaphore, que son télégramme soit retenu pendant une nouvelle période de trente jours, pour être transmis au navire, et ainsi de suite. A défaut d'une telle demande, le télégramme est mis au rebut à la fin du 30<sup>e</sup> jour (jour de dépôt non compris).

[548] (3) Toutefois, si le sémaphore a l'assurance que le navire est sorti de son rayon d'action avant qu'il ait pu lui transmettre le télégramme, le bureau d'origine est avisé de ce fait et en informe l'expéditeur.

[549] § 12. Ne sont pas admis comme télégrammes sémaphoriques:

- a) les télégrammes avec réponse payée, sauf pour les télégrammes à destination des navires en mer;
- b) les télégrammes-mandats;
- c) les télégrammes avec collationnement;
- d) les télégrammes avec accusé de réception télégraphique ou postal, sauf pour les télégrammes à destination des navires en mer et sur le parcours des voies de communication du réseau télégraphique;
- e) les télégrammes à faire suivre;
- f) les avis de service taxés, sauf en ce qui concerne le parcours sur les voies de communication du réseau télégraphique;
- g) les télégrammes urgents, sauf en ce qui concerne le parcours sur les voies de communication du réseau télégraphique;
- h) les télégrammes à remettre par exprès ou par poste;
- i) les télégrammes différés;
- j) les lettres-télégrammes;
- k) les télégrammes de félicitations.



## CHAPITRE XIX.

## Radiotélégrammes.

## Article 66.

## Radiotélégrammes.

[550] Le service des radiotélégrammes s'effectue conformément aux dispositions des Règlements des radiocommunications.

## CHAPITRE XX.

## Télégrammes-mandats.

## Article 67.

## Télégrammes-mandats.

[551] § 1. L'émission, la rédaction du texte et le paiement des télégrammes-mandats sont réglés par des conventions spéciales internationales.

[552] § 2. Si la localité où se trouve le bureau postal payeur n'est pas pourvue d'un bureau télégraphique, le télégramme-mandat doit porter l'indication du bureau postal payeur et celle du bureau télégraphique qui le dessert.

[553] § 3. (1) Les télégrammes-mandats sont admis à la taxe des télégrammes différés, sous réserve de l'application des dispositions de l'article 75. Ils portent l'indication de service taxée = LC =.

[554] (2) Les conditions fixées pour la rédaction des télégrammes différés ne doivent être observées dans les télégrammes-mandats différés que pour ce qui concerne les communications destinées au bénéficiaire du mandat.

[555] § 4. La transmission des télégrammes-mandats, lorsque cette transmission est admise entre les administrations en correspondance, est soumise aux mêmes règles que les autres catégories de télégrammes, sous réserve des prescriptions qui font l'objet des articles 40, § 8, 44, §§ 1, 2 et 3, et 45, § 3 (2).

## CHAPITRE XXI.

## Télégrammes de presse.

## Article 68.

## Conditions d'admission.

[556] § 1. Sont admis comme télégrammes de presse à tarif réduit ceux dont le texte est constitué par des informations et nouvelles politiques, commerciales, etc., destinées à être publiées dans les journaux et autres publications périodiques. Ces télégrammes comportent obligatoirement, en tête de l'adresse, l'indication de service taxée = Press =, inscrite par l'expéditeur.

[557] § 2. Les télégrammes de presse ne sont acceptés au départ que sur la présentation de cartes spéciales que l'administration du pays où ces cartes sont utilisées fait établir et délivrer aux correspondants de journaux, publications périodiques ou agences autorisées. Toutefois, la présentation de cartes n'est pas obligatoire si l'administration de départ en décide autrement.

[558] § 3. Les télégrammes de presse doivent être adressés à des journaux, publications périodiques ou agences de publicité et seulement au nom du journal, de la publication ou de l'agence, et non pas au nom d'une personne attachée à un titre quelconque à la direction du journal, de la publication ou de l'agence. Ils doivent contenir seulement des matières destinées à être publiées et des instructions relatives à la publication du télégramme. Tout passage de cette dernière catégorie doit être mis entre parenthèses et écrit soit au commencement, soit à la fin du texte. Le nombre de mots contenus dans la totalité des instructions relatives à un seul télégramme peut s'élever jusqu'à 5 p. 100 du nombre des mots taxés du texte, sous condition qu'il ne dépasse pas dix mots. Les parenthèses sont à taxer. Les administrations qui ont dressé une liste des journaux, publications ou agences autorisés à recevoir des télégrammes de presse, après s'être engagés à se conformer à toutes les conditions fixées par le Règlement, doivent communiquer cette liste aux autres administrations, par l'intermédiaire du Bureau de l'Union.

[559] § 4. L'usage d'adresses abrégées et enregistrées est autorisé.

[560] § 5. En dehors de l'indication de service taxée = Presse =, les télégrammes de presse ne peuvent porter d'autres indications de service taxées que celles relatives aux télégrammes urgents et aux télégrammes multiples.

[561] § 6. Les taxes terminales et de transit applicables aux télégrammes de presse ordinaires échangés entre les administrations de l'Union sont celles des télégrammes privés ordinaires, réduites de 50 p. 100 dans le régime européen et d'au moins 50 p. 100 dans les autres relations.

[562] § 7. La taxe par mot à percevoir pour un télégramme de presse urgent est celle afférente à un télégramme privé ordinaire pour le même parcours.

[563] § 8. Le droit de copie des télégrammes de presse multiples est celui afférent aux télégrammes privés ordinaires multiples.

[564] § 9. Les administrations qui perçoivent un minimum de taxe pour les télégrammes ordinaires [art. 26, § 3 h)] perçoivent le même minimum pour les correspondances de presse.

[565] § 10. (1) Les administrations qui n'admettent pas les télégrammes de presse (soit ordinaires, soit urgents), au tarif réduit, doivent les accepter en transit.

[566] (2) La taxe de transit qui revient à ces administrations est, selon qu'il s'agit de télégrammes de presse ordinaires ou de télégrammes de presse urgents, celle qui découle de l'application des dispositions du § 6 ou du § 7 du présent article.

## Article 69.

## Rédaction des télégrammes de presse.

[567] § 1. (1) Les télégrammes de presse doivent être rédigés en langage clair, dans une de langues admises pour la correspondance télégraphique internationale, et choisie parmi les langues suivantes:

[568] a) la langue française;

[569] b) la langue dans laquelle est rédigé le journal destinataire;

[570] c) la ou les langues nationales du pays d'origine ou du pays de destination, désignées par les administrations intéressées;

[571] d) une ou plusieurs langues supplémentaires désignées éventuellement par l'administration d'origine ou par l'administration de destination comme étant usitées sur le territoire du pays auquel elles appartiennent.

[572] (2) L'expéditeur d'un télégramme de presse rédigé conformément au littéra b) ci-dessus peut être tenu de fournir la preuve qu'il existe, dans le pays de destination du télégramme, un journal publié dans la langue qu'il a choisie.

[573] § 2. Les langues mentionnées au § 1 ci-dessus peuvent être employées à titre de citations conjointement avec celle dans laquelle est rédigé le télégramme.

[574] § 3. Sous réserve de l'exception prévue par l'article 68, § 3, les télégrammes de presse ne doivent contenir aucun passage, annonce ou communication ayant le caractère de correspondance privée ni aucune annonce ou communication dont l'insertion est faite à titre onéreux; de même, ils ne doivent contenir aucune annonce dont l'insertion est faite à titre gratuit.

[575] § 4. Les cours de bourse et de marché, les résultats sportifs, avec ou sans texte explicatif, sont admis dans les télégrammes de presse à tarif réduit. Les bureaux d'origine doivent, en cas de doute, s'assurer auprès de l'expéditeur, qui est tenu d'en justifier, si les groupes de chiffres figurant dans ces télégrammes représentent bien des cours de bourse et de marché ou des résultats sportifs.

## Article 70.

## Application du tarif normal aux télégrammes de presse.

[576] § 1. Lorsque les télégrammes présentés comme télégrammes de presse ne remplissent pas les conditions indiquées par l'article précédent, l'indication = Presse = est biffée et ces télégrammes sont taxés d'après le tarif de la catégorie (ordinaire ou urgente) à laquelle ils appartiennent.

[577] § 2. Le tarif normal des correspondances privées (ordinaires ou urgentes) est également applicable à tout télégramme de presse dont il est fait usage dans un but autre que celui de son insertion dans les colonnes du journal ou de la publication périodique destinataire, c'est-à-dire:

[578] a) aux télégrammes qui ne sont pas publiés par le journal ou la publication périodique destinataire (à moins d'une explication satisfaisante) ou que le destinataire a communiqués avant publication, soit à des particuliers, soit à des établissements tels que clubs, cafés, hôtels, bourses, etc.;

[579] b) aux télégrammes non encore publiés que le journal ou la publication périodique destinataire a vendus, distribués ou communiqués, avant de les publier, à d'autres journaux, en vue de leur insertion dans leurs propres colonnes; les télégrammes de presse peuvent, toutefois, être vendus, distribués ou communiqués pour publication simultanée;

[580] c) aux télégrammes, adressés aux agences, qui ne sont pas publiés dans un journal (à moins d'une explication satisfaisante) ou qui sont communiqués à des tiers avant d'être publiés par la presse.

[581] § 3. Dans les cas prévus au § 2, le complément de taxe est perçu sur le destinataire, au profit de l'administration d'arrivée.

## Article 71.

## Transmission et remise des télégrammes de presse.

[582] Selon la catégorie à laquelle ils appartiennent (ordinaires ou urgents), les télégrammes de presse prennent rang, tant pour la transmission que pour la remise, parmi les télégrammes privés ordinaires ou urgents.

## Article 72.

## Dispositions diverses.

[583] § 1. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les articles 68 à 71 et dans le présent article, les télégrammes de presse sont soumis aux dispositions du présent Règlement et des conventions particulières conclues entre administrations.

[584] § 2. Les dispositions visant les télégrammes de presse ne sont obligatoires, pour les administrations qui déclarent ne pas pouvoir les appliquer, qu'en ce qui concerne l'acceptation des télégrammes de presse en transit. Les conditions de transmission peuvent être modifiées d'un commun accord par les administrations intéressées.

## CHAPITRE XXII.

## Télégrammes météorologiques.

## Article 73.

## Télégrammes météorologiques.

[585] § 1. (1) Le terme „télégramme météorologique” désigne un télégramme envoyé par un service météorologique officiel ou par une station en relation officielle avec un tel service, et adressé à un tel service ou à une telle station, et qui contient exclusivement des observations météorologiques ou des prévisions météorologiques.

[586] (2) Ces télégrammes comportent obligatoirement, en tête de l'adresse, l'indication de service taxée = OBS =.

[587] § 2. Les taxes terminales et de transit applicables aux télégrammes météorologiques considérés au paragraphe précédent sont réduites d'au moins 50 p. 100 dans toutes les relations.

[588] § 3. Sur demande de l'agent du guichet, l'expéditeur doit déclarer que le texte de son télégramme correspond aux conditions fixées au § 1 (1).

## CHAPITRE XXIII.

## Radiocommunications à multiples destinations.

## Article 74.

## Radiocommunications à multiples destinations.

[589] § 1. (1) Les administrations se réservent la faculté d'organiser des services de transmission par télégraphie sans fil ou par téléphonie sans fil de radiocommunications à multiples destinations.

[590] (2) Seuls les expéditeurs et destinataires qui satisfont aux prescriptions et conditions spécialement établies par les administrations respectives sont admis à participer auxdits services.

[591] (3) Ces radiocommunications doivent être constituées par des informations et nouvelles politiques, commerciales, etc., et ne doivent contenir aucun passage, annonce ou communication ayant un caractère privé.

[592] § 2. (1) L'expéditeur est tenu de communiquer les adresses des destinataires à l'administration du pays d'émission. Celle-ci communique aux autres administrations l'adresse des destinataires qui sont établis sur leur territoire. Elle notifie, en outre, pour chacun des ces destinataires, la date fixée pour la première réception, ainsi que le nom de la station d'émission et l'adresse de l'expéditeur. Les administrations se notifient mutuellement les changements intervenus dans le nombre et les adresses des expéditeurs et des destinataires.

[593] (2) Il appartient à l'administration du pays de réception d'autoriser ou non les destinataires désignés par l'expéditeur à recevoir les radiocommunications, en faisant les communications nécessaires à l'administration du pays d'émission.

[594] (3) Chaque administration prend, autant que possible, les mesures appropriées en vue de s'assurer que seules les stations autorisées pour ce service spécial de communication font usage des radiocommunications en question et uniquement de celles, qui leur sont destinées. Les dispositions de l'article 24 de la Convention, relatives au secret des télécommunications, s'appliquent à ces radiocommunications.

[595] § 3. (1) Ces radiocommunications sont transmises à heures fixes et comportent comme adresse un mot conventionnel placé immédiatement avant le texte.

[596] (2) Elles peuvent être rédigées soit en langage clair, soit en langage secret, d'après la décision des administrations des pays d'émission et de réception. Sauf arrangements spéciaux entre les administrations intéressées, les seules langues autorisées pour le langage clair sont le français, l'une des langues désignées par le pays d'origine, ou l'une des langues d'un des pays de destination. Les administrations des pays d'émission et de réception se réservent le droit de demander le dépôt des codes utilisés.

[597] § 4. (1) La taxe à percevoir sur l'expéditeur est fixée par l'administration du pays d'émission.

[598] (2) Les destinataires des ces radiocommunications peuvent être grevés par l'administration de leur pays, en dehors des charges prévues pour l'établissement et l'exploitation éventuels des stations privées réceptrices, d'une taxe télégraphique ou téléphonique dont le montant et les modalités sont déterminés par cette administration.

[599] (3) Les taxes de ces radiocommunications n'entrent pas dans les comptes internationaux.

## CHAPITRE XXIV.

## Télégrammes à tarif réduit.

## Article 75.

## Télégrammes différés.

[600] § 1. L'expéditeur d'un télégramme privé peut obtenir, dans les relations entre les pays du régime européen, d'une part, et les pays du régime extra-européen, d'autre part, le bénéfice d'une réduction de 50 p. 100, sous réserve que ce télégramme ne soit transmis qu'après les télégrammes privés ordinaires et les télégrammes de presse ordinaires. Le même bénéfice, à la même condition, est concédé aux télégrammes échangés entre deux pays du régime extra-européen, si la taxe des télégrammes privés ordinaires n'est pas inférieure à un franc (1 fr.) par mot.

[601] § 2. (1) Le texte des télégrammes différés doit être entièrement rédigé en langage clair, dans une seule et même langue choisie parmi les langues admises dans langage clair (art. 9).



[602] (2) Les expressions désignées au § 2 de l'article 9 comme ne changeant pas le caractère d'un télégramme en langage clair sont admises dans les télégrammes différés.

[603] (3) En outre, les noms propres, les raisons sociales, les expressions désignant des marchandises ou un type de marchandises, insérés dans le texte, sont exceptionnellement admis dans une langue autre que celle dans laquelle le télégramme est rédigé.

[604] (4) De même, dans un télégramme-mandat différé, le montant du mandat peut être remplacé d'office par des expressions convenues.

[605] (5) Pour les télégrammes différés, l'expéditeur doit inscrire, avant l'adresse, l'indication de service taxée =LC=.

[606] § 3. Les radiotélégrammes et les télégrammes sémaphoriques ne sont pas admis comme différés.

[607] § 4. Tout télégramme comprenant des nombres, des noms ou des mots sans signification suivie et, d'une manière générale, tout télégramme qui n'offre pas par lui-même un sens intelligible pour le service télégraphique n'est pas admis au bénéfice de la taxe réduite.

[608] § 5. (1) Les adresses convenues sont acceptées lorsqu'elles sont accompagnées d'un texte qui en fait ressortir nettement le caractère.

[609] (2) Si des nombres écrits en chiffres, des marques de commerce et des expressions abrégées sont employés dans le texte, le nombre de ces mots ou groupes, calculé selon les règles de taxation, ne doit pas dépasser le tiers du nombre des mots taxés du texte, y compris la signature. Si le calcul du tiers donne comme résultat un nombre fractionnaire de mots, celui-ci est arrondi au nombre entier immédiatement supérieur.

[610] (3) Toutefois, dans les télégrammes-mandats différés, cette restriction ne s'applique qu'à la correspondance particulière qui suit éventuellement le texte du mandat proprement dit.

(Turpinājums sekos.)

Ministru kabinets 1936. g. 6. oktobrī ir pieņēmis un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

**Pārgrozījumi**

**likumā par valsts satiksmes ceļu un valsts sakaru līdzekļu mobilizāciju kara vajadzībām.**

Likumā par valsts satiksmes ceļu un valsts sakaru līdzekļu mobilizāciju kara vajadzībām (Lik. kr. 1926. g. 70) izdarīt šādus pārgrozījumus:

I. 8., 9. un 10. pantu atcelt.

II. 20. un 44. pantu izteikt šādi:

20. Dzelzeļu faktiskās mobilizācijas gatavību pārbauda un pārlūko pēc vajadzības Armijas štābs, piedaloties attiecīgām atbildīgām Satiksmes ministrijas amatpersonām.

44. Valsts sakaru un pasta faktiskās mobilizācijas gatavību pārbauda un pārlūko pēc vajadzības Armijas štābs, piedaloties attiecīgām atbildīgām Satiksmes ministrijas amatpersonām.

III. 22., 36., 39., 41. un 42. pantu grozīt šādi:

22. panta vārdus: „Armijas komandiera štāba satiksmes daļai” atvietot ar vārdiem: „Armijas štābam”.

36. pantā svītrot pirmo teikumu: „Šoseju un zemes ceļu mobilizācijas plānu apstiprina Armijas komandieris”.

39., 41. un 42. pantā norādījumu uz „Armijas sakaru priekšnieku” atvietot ar norādījumu uz „Armijas štābu”.

Rīgā, 1936. g. 8. oktobrī.

Valsts un Ministru Prezidents K. Ulmanis.

Ministru kabinets 1936. g. 6. oktobrī ir pieņēmis un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

**Pārgrozījumi**

**noteikumos par Zemkopības ministrijas meteoroloģiskā biroja mobilizāciju kara vajadzībām.**

Noteikumos par Zemkopības ministrijas meteoroloģiskā biroja mobilizāciju kara vajadzībām (Lik. kr. 1934. g. 95) izdarīt šādus pārgrozījumus:

I. 7., 8. un 9. pantu atcelt.

II. 10. pantu izteikt šādi:

10. Otrā pantā minētā amatu sarakstā ievestie darbinieki atsvabināti no ierašanās kara apriņķu sapulcēšanās vietās mobilizācijas mēģinājumu gadījumos.

Rīgā, 1936. g. 8. oktobrī.

Valsts un Ministru Prezidents K. Ulmanis.

Ministru kabinets 1936. g. 6. oktobrī ir pieņēmis un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

**Pārgrozījumi un papildinājumi likumā par zemes ceļiem.**

Likumā par zemes ceļiem (Lik. kr. 1935. g. 113) izdarīt sekojošos pārgrozījumus un papildinājumus:

I. Likuma 61. pantu izteikt šādi:

61. Publisko ceļu un to piederumu būvei, labošanai un uzturēšanai valsts izsniedz ceļu uzturētājiem pēc vajadzības

bez izsoles par takses cenām kokus un meža materiālus.

II. Papildināt likumu ar piezīmi pie 4. panta un jaunu 33. pantu:

4. . . . .

Piezīme. Ciemos ceļi resp. ielas, ciklāl tie nav ieskaitīti I, II un III šķiras ceļos, ieskaitāmi IV šķiras ceļos.

33. Katra ciemā IV šķiras ceļu resp. ielu, ka arī publisku tirgus un citu publisku laukumu izbūvei un labošanai pastāv sevišķs fonds, kuru pārzina pagasta valde un kuŗa līdzekļi sastādās:

1) no sevišķām iemaksām, ar kuŗām apliekami visi ciema nekustamās mantas īpašnieki, samērā ar šas mantas vērtību un kuŗu apmēru nosaka Šoseju un zemes ceļu departaments uz pagasta valdes priekšlikumu;

2) no iekšlietu ministrijas saziņa ar Satiksmes ministriju noteiktiem procentuāliem atskaitījumiem, ko saņem pašvaldība no ciema tirgus laukumiem;

3) no dažādiem ziedojumiem un citiem gadījuma rakstura ienākumiem.

Fonda līdzekļu izlietošanas kārtību nosaka Šoseju un zemes ceļu departaments.

III. 83. pantu papildināt ar vārdiem: . . . . . „izņemot II un III šķiras ceļus, uz kuŗiem kilometru stabus un ceļu rādītājus uzstāda Šoseju un zemes ceļu departaments.”

Rīgā, 1936. g. 8. oktobrī.

Valsts un Ministru Prezidents K. Ulmanis.

**Valsts Prezidenta 30. rikojums**

1936. g. 7. oktobrī.

Atļauju nēsāt piešķirtos ārvalstu ordeņus:

Latvijas tirdzniecības un rūpniecības kameras priekšsēdētājam Andrejam Bērziņam — Holandes Oranijas - Nasavas 1. šķ. ordeni un ģenerālsekretāram Albertam Zaltam — to pašu 3. šķiras ordeni;

Valūtas komisijas priekšsēdētājam Aleksandram Dinsbergam — Belģijas Kroņa 3. šķiras ordeni;

Jūrnieceības departamenta kuģniecības nodaļas vadītājam Karlim Meineram — Belģijas Leopolda II virsnieka ordeni;

Latvijas sūtnieceības Briselē 1. sekretāram Ernestam Ģirģensonam — Belģijas Leopolda II komandiera ordeni un stenografistei - korespondentei Mildai Aleksnīš - Belģijas Kroņa 5. šķiras ordeni;

Latvijas pārstāvim Starptautiskajā olimpiskajā komitejā Tieslietu ministrijas nodaļas vadītājam Jānim Dikmanim — 1. šķiras Vācu olimpisko goda zīmi.

Valsts Prezidents K. Ulmanis. Ārlietu ministra v. i. A. Bērziņš.

**Valdības rikojumi un pavēles.**

5. pielikums instrukcijai pie likuma par sēkļu tirdzniecību un tās kontroli. Apstiprinu 1936. g. 7. oktobrī. Zemkopības ministrs J. Birziņš.

**Takse par sēkļu analizēm valsts sēkļu kontroles stacijā.**

1. Labības, rupjgraudainie, tauriņziedu augi (zirņi, vīķi, pupas u. c.), gurķi, ķirbji, lauku un dārzāju krustziedainie augi (kāposti, kāji, rāceņi u. c.) un citas rupjgraudainās sēklas, linsēklas, burkāni, špināti, salāti, cigoriņi, dilles u. c. . . . . 1,— 1,—  
2. Bietes (dīgšanas spējas pēc kamoliņu skaita) . . . . . 2,— 2,—  
Par biešu sēkļu dīgšanas spēju noteikšanu pēc asnu skaita jāpiemaksā . . . . . 2,—

3. Tauriņziedainie zāļaugi (sarkanais āboliņš, bastarda āboliņš, baltais āboliņš, lucerna un c.), timotiņš, pļavu auzene un raizāles . . . . . 2,— 2,—

4. Zāļāju stiebraugi: sekstaine, smilga, skarenes, kamolzāle, lapsaste, aitu auzene, sarkanā auzene u. c. . . . . 3,— 3,—

5. Āboliņu sēkļu audzēšanas vietas (proveniences) noteikšana . . . . . 3,—

Šķirnes īstenības noteikšana, izsējot sēklas izmēģinājumu laukā . . . . . 4,—

Zīda (Cuscuta) graudu satura noteikšana āboliņa un timotiņa sēklās . . . . . 2,—

Linsēklās . . . . . 1,—

Nezāļu sēkļu skaita noteikšana 1 kg sēkļu . . . . . 2,—

Tīrpuna svāra noteikšana . . . . . 0,60

Absolūtā (1000 graudu) svāra noteikšana . . . . . 0,60

Ūdens satura (mitruma) noteikšana . . . . . 1,—

6. Par sēkļu iesaiņojumu aizplombēšanu par katru iesaiņojumu: linsēklām . . . . . 0,04

sarkanā āboliņa un bastarda sēklām . . . . . 0,10

timotiņa sēklām . . . . . 0,08

citām sēklām . . . . . 0,02

bet pavisam katrā atsevišķā gadījumā ne mazāk par . . . . . 3,—

7. Ja parauga iesūtītājs nav uzdevis, kādas sēkļu īpašības pārbaudāmas, tad stacija noteic tikai sēkļu tīrību un dīgšanas spējas.

8. Ja bez sēkļu tīrības jānosaka vēl citu kultūras augu sēkļu sastāvs procentos, tāpat arī pie atsevišķu sēkļu sugu procenta satura noteikšanas sēkļu sajaukumos, par katru kultūras auga sēkļu procenta skaitli, noteiktu ārpus galvenās parauga sastāvdaļas procenta, jāmaksā puse no attiecīgās sēkļu tīrības analīzes maksas.

9. Par citu kultūraugu sēkļu dīgšanas spēju noteikšanu ārpus galvenās parauga sastāvdaļas dīgšanas spējam un arī par atsevišķu sēkļu sugu dīgšanas spēju noteikšanu sēkļu sajaukumos ņemama puse no attiecīgās sēkļu dīgšanas analīzes maksas.

10. Dažādu putraiņu un grūbu tīrības noteikšana Ls 4,—.

11. Maksu par ekspertizēm un citiem šini sarakstā neparedzētiem darbiem katrā atsevišķā gadījumā nosaka Valsts sēkļu kontroles stacija.

12. Lauksaimnieki par pasražetu sēkļu analizēšanu un valsts iestādes par visām sēkļu analizēm maksā pusi no parastās takses.

Piezīme. Latvijas lauksaimniecības kameras pārzinā esošo sēklaudzētāju saimniecību un Zemkopības ministrijas apsaimniekoto muižu sēkļu paraugus, Labības biroja labības paraugus, sēkļu pircēju-lauksaimnieku pirktu sēkļu un muitas iestāžu preces piederības kategoriju (sēkļu sajaukumi, atkritumi, nezāles u. t. t.) sēkļu kontroles stacija nosaka par brīvu.

13. Par steidzamām analizēm ņemama divkārtša maksa, aprēķinot to visos gadījumos no normālās, nesamazinātās analīzes maksas.

14. Firmas un personas, kas uzaicina Valsts sēkļu kontroles stacijas pārstāvi ārpus parastā darba laika ņemt sēkļu paraugus, izdarīt maišu plombēšanu vai izpildīt citus attiecīgus uzdevumus, ja darbs nav saistīts ar izbraukumu, maksā kontroles darbiniekiem dienas maksu Ls 3,—. Izdarot minētos darbus parastā

darba laikā, šai personai sedzami tikai tramvaja un autobusa izdevumi.

Ja darbs ir saistīts ar izbraukšanu no dzīves vietas, firmas un personas maksā stacijas darbiniekiem dienas maksu Ls 5,— un bez tam sedz tam braukšanas izdevumus pa dzelzceļiem 2. klasē, ar tvaikoni 1. klasē un pa zemes ceļiem pēc to faktiskas izmaksas.

15. Ar šo atcelta „Valdības Vēstneša” 1933. g. 149. numurā izsludinātā takse par sēkļu analizēm.

Ši takse stājas spēkā ar izsludināšanas dienu.

Lauksaimniec. pārv. priekšn. J. Zariņš. Valsts sēkļu kontr. stac. vad. R. Šeniņš.

**90. rikojums.**

1936. g. 7. oktobrī.

**Ievedmuitas atmaksas noteikumu atcelšana.\*)**

Ar šo atcelu noteikumus:

140) „Z. Ievedmuitas atmaksa par akmeņu sāli pie maltas sāls izvešanas uz ārzemēm” (1925. g. 21. rikojums izslud. „Vald. Vēstn.” 1925. g. 16. num.).

141) 1925. g. 148. rikojuma „Ievedmuitas atmaksa par dzelzi pie arklū un ecēšu izvešanas uz ārzemēm” papildinājums (1927. g. 107. rikojums, izslud. „Vald. Vēstn.” 1927. g. 149. num.).

142) „Ievedmuitas atmaksa par ārzemju izejvielām, kas izlietotas eksportēto preču ražošanai” (1929. g. 208. rikojums, izslud. „Vald. Vēstn.” 1929. g. 178. num.) ar papildinājumu (1930. g. 120. rikojums, izslud. „Vald. Vēstn.” 1930. g. 115. num.).

143) „Ievedmuitas atmaksa par cukuru” (1934. g. 116. rikojums).

Šis rikojums stājas spēkā 1936. gada 15. oktobrī.

Finanču ministrs L. Eklis.

Muitas depart. dir. A. r. L. a. n. d. o. v. s. k. i. s.

**91. rikojums.**

1936. g. 7. oktobrī.

**Ievedmuitas atmaksa par izejvielām, kas iestrādātas eksportētos ražojumos.**

(Izdoti uz muitas tarīfu „vispārējo noteikumu 14. panta pamata.)

1) Preču ražotājam atmaksājama ievedmuita par eksportētos gatavos ražojumos iestrādātām izejvielām un materiāliem.

2) Sīkākus noteikumus par ievedmuitas atmaksu izdod finanču ministrs.

Par finanču ministra piešķirtām atmaksām Muitas departaments ziņo muitniekam un ražotājam.

3) Ievedmuitu atmaksa muitnīca, caur kuŗu izvesti gatavie ražojumi, uz sastādīta aprēķina un muitnīcas priekšnieka lēmuma pamata.

4) Ievedmuitu var atmaksāt Rīgas, Liepājas, Ventspils un Daugavpils muitnīcas. Gadījumā, ja muitnīcas rīcībā nebūtu vajadzīgās ievedmuitas nodokļu summas, lieta par atmaksu līdz ar muitnīcas slēdzīnu nosūtāma Muitas departamentam atmaksas kārtošanai.

5) Gatavos ražojumos izveidot uz ārzemēm, ražotajam jāiesniedz muitnīcai izvedpreču pieteikums.

6) Izvedpreču pieteikuma ražotājam jāatzīmē:

1) ka tas vēlas saņemt ievedmuitas atmaksu par savā fabrikā ražotās precēs iestrādātām izejvielām, uzradot muitnīcai dotā priekšraksta datumu un numuru;

2) vai ražotājs vēlas eksportējamos ražojumus pārbaudīt muitnīcā vai ražošanas vietā.

Piezīme. Ja kāda firma vai persona pieprasījusi ievedmuitas atmaksu un izvedpreču pieteikumā uzdevusi par savu (6. p. 1. pkt.) citas firmas vai personas ražoto preci, tad muitnīca nekavējoties par to ziņo Muitas departamentam, kas tadā gadījumā dod muitnīcām rikojumu pārtraukt tādai personai vai firmai ievedmuitas atmaksu, un arī ziņo finanču ministram pastāvošo atmaksas noteikumu atcelšanai.

7) Ja ražotājs gatavos ražojumos vēlas pārbaudīt muitnīcā (6. p. 2. pkt.), tad tie nogādājami muitnīcas pārzinā, iesniedzot izvedpreču pieteikumu.

8) Ekspertam, kuŗam muitnīca uzdevusi eksportējamu ražojumu pārbaudīt, noteikti jākonstatē izvedamo ražojumu daudzums un jāatēstē minētie ražojumi, saskaņā ar atmaksas noteikumiem, uzradot atestācijā visas noteikumos paredzētās ziņas, kādas vajadzīgas atmaksai.

\* Skat. 1936. g. 87. rikojumu, izsludin. „Vald. Vēstn.” 1936. g. 219. numurā.



9) Ievedmuita atmaksājama pēc zemākām, t. i. minimālām vai konvencionālām likmēm, kādas ir spēkā gatavo ražojumu izvešanas dienā, izņemot gadījumus, kad finanču ministra izdotos noteikumus paredzēta atmaksa pēc citām likmēm.

10) Ievedmuitas kvītis, uz kuŗu pamata atsevišķos ievadmuitas atmaksas priekšrakstos vai rikojumos paredzēta atmaksa, pieņemamas tikai tad, ja tās izdotas pirms gatavā ražojuma nodošanas muitnicai.

Kvītis derīgas ievadmuitas atmaksai 6 mēnešus, skaitot no viņu izdošanas dienas līdz dienai, kad gatavie ražojumi nodoti muitnicai.

11) Ja ievadmuitas kvītis nav izrakstītas uz ražotāja vārda, tad kvītis otrā pusē jābūt atzīmei, ka preces, kas pēc kvītis nomuitotas, nodotas ražotāju rīcībā, uzrādīt nodošanas laiku (piem.: „Pēc šīs kvītis nomuitotas . . . . . vietas . . . . . svarā . . . . . 193 . . . . . nodotas firmas . . . . . rīcībā”) vai arī par preces piederību (piem.: „Šini kvītis minētā prece pieder firmai . . . . . un nomuitota viņas uzdevumā”).

Piezīme. Ja uz kvītīm atrodas uzraksti par preču nodošanu ražotāju rīcībā, tad tādas kvītis pieņemamas tikai tad, ja prece nodota ražotājam pirms notikušā eksporta.

12) Ievedmuita atmaksājama pēc gatavo ražojumu izvešanas, pamatojoties uz ražotāja rakstisku lūgumu, kuŗā jāuzrāda šādas ziņas: 1) izvedpreču pieteikuma datums un numurs; 2) pēc katra atsevišķa pieteikuma izvestā ražojuma nosaukums un daudzums un 3) atmaksas summa, sāskāņā ar pastāvošiem rikojuumiem un priekšrakstiem.

13) Ja ražotājs nav iesniedzis iepriekšējā (12.) pantā paredzēto lūgumrakstu 6 mēnešu laikā pēc gatavo ražojumu izvešanas dienas, tad ievadmuita nav atmaksājama.

14) Par izdarīto atmaksu izvedpreču pieteikumā jāieraksta šāda atzīme:

„Atmaksata ievadmuita, saskaņā ar . . . . . muitnīcas priekšnieka 193 g. . . . . lēmumu un aprēķinu № . . . . . saraksts A, № . . . . . (zīmogs, datums, paraksti).”

Par izdarīto ievadmuitas atmaksu jāatzīmē ievadmuitas kvītis (10. p.), aizrādāt izlietoto izejvielu daudzumu.

1934. g. 100., 210. un 215. rikojuumi (izslud. „Vald. Vēstn.” 1934. g. 141., 281. un 291. num.) atcelti.

Šis rikojums stājas spēkā 1936. gada 15. oktobrī.

Finanču ministrs L. Eķis.  
Muitas depart. dir. Arn. Landovskis.

## 92. rikojums.

1936. g. 7. oktobrī.

### Preču plombēšanas instrukcija.

(Izdota uz Muil. nolik. 6. p. pamata.)

#### I. Vispārīgi noteikumi.

1) No ārzemēm ievestās preces, kas uzskaitītas sevišķā sarakstā, plombējamās, izņemot 2. p. paredzētos gadījumos.

2) Nav jāplombē:

a) preces, kas ievestas ārvalstu diplomātisko pārstāvju vajadzībām;

b) preces, kas brīvas no muitas nodokļiem uz muitas tarifu vispārējo noteikumu pamata vai arī pārsniedz minētos noteikumus paredzēto normu, kas no muitas nodokļa atsvabinātas, ja šīs preces nav domātas tirdzniecībai;

c) banderoļu un vēstuļu sūtījumi, ja tānīs esošās preces nav domātas tirdzniecībai.

3) Ja precēm dažādu iemeslu dēļ grūti piekārt plombas, tad šādas preces, uz Mui-  
tas departamenta apstiprināta muitnīcas priekšnieka lēmuma pamata, var izlaist no muitas pārziņas bez muitas plombām. Tādos gadījumos muitas kvītī jāieraksta šāda atzīme: „Uz . . . . . muitnīcas priekšnieka lēmuma pamata . . . . . prece nav noplombēta šādu iemeslu dēļ: . . . . .”

4) Ja preču rīkotājs lūdzis (14. p.), muitnīca var noplombēt arī tādas preces, kas plombējamo preču sarakstos nav uzskaitītas, izņemot šī rikojuma 2. p. minētās preces. Par šādu preču noplombēšanu muitnicai jāieraksta atzīme muitas kvītī. Par pierādījumu preču legalai ievēšanai tomēr noder tikai pieliktās plombas, bet ne muitas kvītis.

5) Preces plombējamās pirms izlaišanas no muitas pārziņas, kad preču rīkotājs paziņojis, ka viņš vēlas samaksāt vajadzīgos nodokļus vai nokārtot citas formalitātes, kas saistītas ar preču saņemšanu.

Ja preču rīkotājs to vēlas, viņš var lūgt (14. p.) noplombēt preces agrāk, bet tikai

pēc pārbaudes. Šādos gadījumos muitnīca noplombē preces, saskaņā ar preču rīkotāja norādījumu.

6) Preces plombējamās muitnīcas telpās.

7) Par katru pielikto muitas plombu preču rīkotājam jāmaksā 3 snt. Par izlietotiem diegiem atsevišķa maksa nav nemama.

8) Muitas plombas noņemamas:

a) ja izved atpakaļ uz ārzemēm preces, par kuŗām nav samaksāti muitas nodokļi;

b) ja preču rīkotājs lūdzis atļaut izvest atpakaļ uz ārzemēm preces, par kuŗām samaksāti muitas nodokļi, un šāda atļauja dota, atmaksājot ievadmuitas nodokli;

c) ja muitnīca pārsūta preces uz kādu citu muitnīcu vai privātu noliktavu.

Iekasētā maksa plombām šādos gadījumos nav atmaksājama.

Piezīme. Precēm, kuŗas eksportē, plombas nav noņemamas.

9) Preces, kas pārdotas izolē, jāplombē parasta kārtībā. Plomba maksa (7. p.) iekasējama no preču ieguvēja.

#### II. Plombēšanas kārtība.

10) Plombas piekaramas precēm diedziņos. Uz šiem diedziņiem jāuzver plomba un pēc tam diedziņi jāsasien mezglā. Plomba jānospiež ar plombu spiedi tādā veidā, lai plomba aplātu mezglu un diedziņu gali paliktu ārpusē.

11) Plombas piekaramas vai nu tieši precei vai arī preču iesaiņojumiem (kārbīņām, saiņiņiem un tml.), ja iesaiņojumi satur vienādu preci. Plombu diedziņi jāizver vai, ja tas nav iespējams, jāņem iesaiņojumam tādā veidā, lai precei nevarētu piekļūt, nebojājot iesaiņojumu.

12) Katram atsevišķam priekšmetam piekarama 1 plomba, izņemot manufaktūras preces (audumus, lentas un taml.) gabalos, garākos par 10 metriem. Šādām precēm piekaramas 2 plombas, katra auduma gabala galā pa vienai plombai.

Ja preču rīkotājs to vēlas, tad manufaktūras preces var noplombēt arī ar vairākām plombām, kuŗu skaitu tādos gadījumos nosaka preču rīkotājs.

13) Vairākus vienādus, nelielus un vieglus priekšmetus, kā: sīkus apģērba gabalus, lakātus, apakalītes, zeķes, cimdus, kažokādas, pūderus, lūpu zīmulus, smaržas un taml. preces var noplombēt arī ar vienu plombu, ja preču rīkotājs šādu noplombēšanu ir lūdzis (14. p.).

Ar vienu plombu tomēr nevar noplombēt vairāk par 10 priekšmetiem.

Šādos gadījumos plombu diedziņi jāizver katram atsevišķam priekšmetam un plomba jāuzver uz visiem diedziņu galiem. Diedziņu gali pēc tam jāsasien kopējā mezglā un plomba jānospiež 11. p. noteiktā kārtībā.

14) Muitnīca var izpildīt preču rīkotāja norādījumus par preču plombēšanu (4., 5., 12., 13. p.) tikai tad, ja preču rīkotājs tos izteicis rakstiski, ierakstot vajadzīgo atzīmi preču pārbaudes dokumentā vai arī iesniedzot sevišķu lūgumrakstu.

15) Plombējot audumus, lentas, mežģīnes un taml. preces uztinumus, vispirms jāparliecinās, vai uztinums sastāv no viena vai vairākiem gabaliem. Pēdējā gadījumā jāplombē katrs atsevišķs gabals (10. p.).

16) Audumiem un taml. manufaktūras precēm diedziņi jāizver caur pašu preces materiālu, bet nevis caur apšuvumiem, eģēm u. t. t. Plomba jāpiekaŗ pēc iespējas tuvu precei vai izvērtie diedziņi jāsasien mezglā pie paša preces materiāla.

17) Ja plombējami ļoti plāni audumi vai taml. preces, kur diedziņu izvēršana apgrūtināta, vai arī precī var sabojāt, tad šo preču gali vispirms jāietin plānā audumā un diedziņi jāizver vismaz divas reizes caur šo ietinumu.

18) Zīda un citi audumi, gaŗo sienamo kakla saiņu izgatavošanai, jānoplombē tādā veidā, lai pie katras kakla saites, kas no šiem audumiem izgatavota, atrastos viena plomba, pie kam šai plombai jāatrodas pie kakla saites lielākā auduma gabala.

19) Plombējot cepures un cepuru kalpakus, plombu diedziņi jāizver caur cepuru vai kalpaku malu.

20) Kabatas un aproču pulksteņiem plombu diedziņi jāaptin pulksteņu kakliņiem zem podziņas un jāsasien mezglas tādā veidā, lai mezglā atrastos cieši viens pie otra līdz pat plombai.

21) Preces kārbīņās, tūbās, pudelītēs un taml. iesaiņojumos plombējamās, izverot vai apvienojot diedziņus iesaiņojumam tādā veidā, lai, nebojājot iesaiņojumu, nebūtu iespējams izņemt iesaiņojuma saturu.

22) Precēm, kas izlaistas no muitas pārziņas un noplombētas ar tekošā vai iepriek-

šējā gada plombām, uz preču rīkotāja lūgumraksta pamata, var piekārt papildu plombas. Šādā gadījumā preces jānogādā atpakaļ muitnīcā, kuŗā preces noplombētas pirms izlaišanas no muitnīcas pārziņas.

Piezīme. Precēm, kas jau reiz noplombētas ar papildu plombām, jaunas papildu plombas vairs nevar piekārt.

23) Ja tiesu iestāde bez muitas plombām aizturētās plombējamās preces nolēmusi atdot atpakaļ viņu īpašniekam, tad šādas preces var noplombēt tikai tad, ja tiesu iestāde preces izsniedz īpašniekam caur muitnīcu. Pretējā gadījumā, t. i. ja preču īpašnieks preces saņēmis atpakaļ vai nu tieši no tiesu iestādes, vai arī caur policiju, preces nav plombējamās.

#### III. Plombēšanas zīmes un grāmatas.

24) Preces plombējamās uz sevišķas plombēšanas zīmes pamata. Ja preču rīkotājs lūdzis precī noplombēt tūlīt pēc preču pārbaudes (6. un 14. p.), tad plombēšanas zīmi izraksta eksperts. Pārējos gadījumos plombēšanas zīmi izraksta muitnīcas grāmatvedība.

Plombēšanas zīme nekavējoties nododama noliktavas pārziņim, kuŗa tiešā pārziņā plombējamā prece atrodas.

25) Noliktavas pārziņis nosūta plombēšanas zīmi līdz ar tajā minētām precēm plombēšanas nodaļai, atzīmējot par to noliktavas grāmatā.

26) Plombēšanas nodaļas pārziņis saņemtās preces (25. p.) ieraksta preču plombēšanas grāmatā, apzīmējot ierakstijumu ar kārtas numuru. Šis numurs jāieraksta arī plombēšanas zīmē, talonā un pasaknī. Plombēšanas nodaļas pārziņim jāparakstās plombēšanas zīmes pasaknī par preču saņemšanu plombēšanas nodaļā un pasaknīs jānodod atpakaļ noliktavas pārziņim. Pasaknīs jāuzglabā noliktavā kā attaisnojošs dokuments par preču nodošanu plombēšanas nodaļai.

27) Plombēšanas zīmes talonā ziņas ieraksta plombēšanas nodaļas pārziņim. Pēc tam šis talons jānosūta grāmatvedībai, kuŗa preču pārbaudes dokumentā atzīmē, ka preces noplombētas, un pievieno talona preču pārbaudes dokumentam.

Ja preču rīkotājs vēlas par precī samaksāt muitas nodokļus, preču pārbaudes dokuments ar plombēšanas zīmes talonu nododams nodokļu aprēķinātājam.

28) Noplombētās preces nododamas atpakaļ noliktavas pārziņim, atzīmējot par nodošanu preču plombēšanas grāmatā. Noliktavas pārziņis par preču saņemšanu atpakaļ noliktavā parakstās plombēšanas zīmē, kuŗu nodod atpakaļ plombēšanas nodaļai, kur tā uzglabājama.

29) Pārbaudot pasta sūtījumus, kuŗos atrodas plombējamās preces, ekspertam pārbaudes dokumentā jāieraksta, ka preces plombējamās, uzrādīt pozīciju un plombu skaitu, un jāizraksta plombēšanas zīme. Ja eksperts nevar noteikt plombu skaitu, to preču pārbaudes dokumentā ieraksta dienesta persona, kas pārziņa pasta sūtījumu plombēšanu.

30) Ja sūtījuma saņēmējs par attiecīgo pasta sūtījumu vēlas nokārtot muitas formalitātes, preces noplombējamās uz plombēšanas zīmes pamata.

31) Pēc preču noplombēšanas ierēdnis, kas pārziņa pasta sūtījumos esošo preču plombēšanu, ieraksta plombēšanas zīmē pielikto plombu skaitu un ieraksta pārbaudes dokumentā summu, kāda maksājama par pieliktām plombām.

Šis rikojums stājas spēkā 1936. gada 15. oktobrī.

Finanču ministrs L. Eķis.

Muitas dep. direkt. Arn. Landovskis.

## 93. rikojums.

1936. g. 7. oktobrī.

### Plombējamo preču saraksts.

Pamatojoties uz 1936. g. 92. rikojuma 1. p., plombējamās šādas preces:

1. Preces, kas muitojamas pēc šādiem ievadmuitas tarifu iedalījumiem: 55. p., izņemot 7. punktu; 56. p.; 57. p. 1., 2., 3. un 5. pk.; 112 p. 8-b un 8-c pk.; 118. p.; 119. p., izņemot vaniļinu; 120. p. 1. pk.; 148. p. 6. pk.; 171. p. 2. pk.;

187. p.; 188. p.; 189. p.; 191. p. 1., 2., 4. un 5. pk.; 192. p.; 193. p.; 194. p. 1. un 2. pk.; 195. p.; izņemot rakstāmasīnu lentas, dažādus plāksterus, kas muitojami kā audumi, un marliju (191. p. 3. pkt.).

196. p.; 197. p.; 198. p. 1. pk.; 199. p.; 200. p.; 201. p.; 203. p.; 204. p.; 205. p. 1. un 2. pk., izņemot lampu degļus līdz 50 cm garus; 206. p.; 207. p.; 208. p., izņemot izsūtus monogramus līdz 25 cm

lielus; 209. p., izņemot gumijas apģērba gabalus, bez auduma pievienojuma; 210. p.;

II. 1) Ādas cimdi — ex 57. p. 2. pk.;

2) Patentētie ārstniecības līdzekļi, kas nav minēti „sarakstā patentētiem līdzekļiem, kuŗus atļauts ievest Latvijā”, bet kuŗi izlaižami no muitas pārziņas uz Farmācijas parvaldes atļaujas pamata — ex 112. un 113. p.;

3) „Urodonals” — ex 113. p.;

4) „Valda pastiles” — 113. p.;

5) Petrolejas vāritāju galviņas — ex 149. p. 2. pk.;

6) Bārdas dzenamie asmeņi — ex 158. p. 1. pk.;

7) Šķiltavas — ex 215. p.

Šis rikojums stājas spēkā 1936. gada 15. oktobrī.

Finanču ministrs L. Eķis.

Muitas depart. dir. Arn. Landovskis.

## 94. rikojums.

1936. g. 7. oktobrī.

### Preču plombēšanas rikojuumu atcelšana.

Ar šo atceļu:

1) Preču plombēšanas instrukciju, šīs instrukcijas papildinājumus un obligatoriski plombējamo preču sarakstu (izslud. „Vald. Vēstn.” 1922. g. 114., (rik. 6755M), 1923. g. 15., 166., 1924. g. 293., 1925. g. 38. (38. rik.), 101. (93. rik.), 1928. g. 35. (41. rik.) num.).

2) „Noteikumus par plombēšanas zīmēm un plombējamo preču grāmatu vēšanu” un šo noteikumu pārgrozījumus (1925. g. 11. rik.).

3) Šādus rikojumus par preču plombēšanu: 1921. g. 7042, 7953; 1922. g. 2140, 14946, 14947, 16484, 23528, 24857; 1923. g. 2030, 4615, 10008, 20015, 27869, 29254; 30378; 1924. g. 1888; 1926. g. 22, 42, 123, 184; 1927. g. 31, 39, 163, 182, 189; 1928. g. 294; 1929. g. 48, 99; 1930. g. 54, 116, 178, 216; 1931. g. 22, 29, 105; 1932. g. 184; 1933. g. 13, 21, 150; 1934. g. 13, 174, 212.

Šis rikojums stājas spēkā 1936. gada 15. oktobrī.

Finanču ministrs L. Eķis.

Muitas depart. dir. Arn. Landovskis.

Apstiprinu Rīgā, 1936. g. 30. septembrī.

Satiksmes ministra v.

tieslietu ministrs H. Apsīts.

### Papildinājumi Pasta noteikumu

#### 1. daļā.

Pasta noteikumu I daļu (1926. g. izdevumā), kas spēkā uz likuma par pasta satiksmi (Lik. kr. 1930. g. 43, 1933. g. 244 un 1935. g. 200) 2. un 5. panta pamata (Satiksmes ministra 1930. g. 2. aprīļa E3 rikojums „Vald. Vēstn.” 1930. g. 87. numurā), papildināt šādi:

20. panta 2. punktu papildināt ar šādu jaunu rindkopu:

„Ja viens un tas pats adresāts saņem no ārzemēm preču paraugu bandroles ar vienādu saturu no viena un tā paša sūtītāja lielākā skaitā, tad tos vairs nevar uzskatīt par paraugiem, bet gan par precī. Tāpat prece ir tas no ārzemēm ienākušo preču parauga bandroļu saturs, ja par to jāmaksā muita. Par preču parauga bandrolēm no ārzemēm, kuŗu saturs ir prece, jāiekasē piemaksa vienā kārtā apmērā pēc Latvijas starptautiskā paku tarifa, t. i. atskaitot no pakas pilnas svara maksas pēc Latvijas starptautiskā pasta tarifa pienācīgo preču paraugu bandroļu svara maksu. Ja šādai piemaksai padota preču parauga bandrole ir bijusi nepilnīgi apmaksāta arī pēc bandroļu tarifa, tad atskaitījums jāizdara tikai samaksātās daļas apmērā.”

20. panta 3. punkta beigās pierakstīt:

„Šis ierobežojums neattiecas uz serumiem tūbiņās vai ampulās un patoloģiskiem priekšmetiem, ko pārsūta Latvijas universitātes laboratorijās un stacijas vispārības interesēs.”

21. panta 21. punkta beigās pierakstīt: „Šis veidlapas var ar spiedogiem vai citādā mehāniskā ceļā papildināt ar veidlapas saturam piemērotiem, cipariem izteiktiem, numuriem vai skaitļiem.”

66. panta 28. punktu papildināt ar šādu jaunu rindkopu:

„Bilete nav jāizņem, ja sūtījumu saņemšanai ir tikai gadijuma raksturs. Tādā atsevišķā gadījumā pilnvarā var arī neuzrādīt pilnvarnieka adresi, pasi un viņa paraksta paraugu, un pašu pilnvaru pasta iestādē var arī neatstāt. Sūtījumu izsniedzot, pasta iestādē tikai jāatzīmē pilnvarnieka pase, kāda pilnvara uzrādīta, kas un kad, ar kādu numuru to reģistrējis un apliecinājis pilnvarotāja likumīgo pilntiesību un viņa parakstu.”

Šie papildinājumi stājas spēkā izsludināšanas dienā.

Rīgā, 1936. g. 29. septembrī.

Pasta un teleg. direktors H. Resnais.  
Ekspluat. pārvald. priekšn. V. Krūmiņš.



**Rīkojums.**

Sakarā ar likvidācijas nobeigšanu, atsavināšanu ar iekšlietu ministra 1932. gada 3. augusta lēmumu (1932. g. 5. augusta „Valdības Vēstneša“ 173. num.) iecelto maksātspējīgās parādnieces Pirmās Latvijas apdrošināšanas un transporta akciju sabiedrības likvidācijas komisijai priekšsēdētāju Pēteri Egliti un locekļus: Albertu Zaltu, Jāni Stoketu, Viktoru Dali un Jāni Bankavu no viņiem uzlikto pienākumu izpildīšanas.

Nenobeigtā lietu turpināšanai iecelju pilnvarnieku - likvidatoru Jāni Kājiņu, ar dzīves vietu Rīga, Lāčplēša ielā 18, II. dz. Rīgā, 1936. g. 8. oktobrī.

Finanču ministrs L. Ēkis.  
Valsts saimniec. departamenta direktors J. Skujevičs.

Apstiprinu  
1936. g. 8. oktobrī.  
Tautas labklājības ministrs  
V. Rubulis.

**Noteikumu pārgrozījums**

par algoto darbinieku un viņu ģimenes locekļu līdzdalību slimos kasēs.

Noteikumu par algoto darbinieku un viņu ģimenes locekļu līdzdalību slimos kasēs („Vald. Vēstn.“ 1933. g. 88. num.) 14. pantu izteikt šādi:

14. Ģimenes locekļiem, kuri saskaņā ar slimos kases statūtiem un slimos kasēs pastāvošiem noteikumiem uzņemami slimos kases dalībnieku apgādājamo ģimenes locekļu skaitā, ir tiesība uz palīdzību: slimos kases dalībnieka sievai un bērniem no tās dienas, kad dalībnieks ieguvis tiesības uz palīdzību no slimos kases; pārējiem ģimenes locekļiem no pieteikuma dienas tik ilgi, kamēr slimos kases dalībnieks nav zaudējis dalībnieka tiesības. Mirušā slimos kases dalībnieka ģimenes locekļu tiesības uz palīdzību no slimos kases izbeidzas ar nākošo dienu pēc dalībnieka nāves.

Rīgā, 1936. g. 8. oktobrī.  
Darba aizsardz. depart. direkt. Fr. Roze.  
Slimos kases nod. vad. A. Veinbergs.

**Iecelšanas un atvaļinājumi.**

**1. rīkojums.**

Pamatojoties uz Likuma par Latvijas darba kameru 27. p. (lik. kr. 1936. g. 63) un Ministru Prezidenta 1936. g. 19. maija 5173. rīkojumu, iecelju Kārli Eglīti par Latvijas darba kameras priekšsēdētāju ar algu Ls 450.— mēnesī, skaitot amatā no 1936. g. 11. jūnija.

Rīgā, 1936. g. 28. maijā.  
Ministrs A. Bērziņš.

**2. rīkojums.**

Iecelju Heinrichu Lipertu par Latvijas darba kameras priekšsēdētāja vietnieku, skaitot amatā no 1936. g. 10. jūlija.

Rīgā, 1936. g. 28. maijā.  
Ministrs A. Bērziņš.

**3. rīkojums.**

Iecelju Evaldu Belci, Robertu Ozolu, Alfrēdu Balceri un Jāni Naglu par Latvijas darba kameras vicepriekšsēdētājiem, skaitot amatā no 1936. g. 10. jūlija.

Rīgā, 1936. g. 10. jūlija.  
Ministrs A. Bērziņš.

**5. rīkojums.**

Iecelju:  
Eduardu Andersonu,  
Pēteri Avotiņu,  
Andreju Anni,  
Ernestu Apsīti,  
Eduardu Antēnu,  
Žani Aseri,  
Mikeli Avotiņu,  
Elfrīdi Augstrozi,  
Oskaru Alku,  
Reinholdu Aboltīņu,  
Reinholdu Buku,  
Kārli Bērzkalni,  
Evaldu Bāni,  
Robertu Beiziku,  
Arturu Bēzru,  
Voldemāru Bažuli-Balodi,  
Eriku Bušu,  
Aleksandru Danilevski,  
Rūdolfu Didričovu,  
Kristīni Dambī,  
Jāni Dālderī,  
Jāni Dabjāgo,  
Jēkabu Dukātu,  
Eduardu Dēliņu,  
Jāni Eglīti,

Jāni Eglīti,  
Bērtuli Eglī,  
Frici Freintu,  
Moricu Germsdorfu,  
Olgu Geidāni,  
Jēkabu Gurecki,  
Otto Grēvi,  
Mikeli Grapmani,  
Heleni Helleri,  
Nikolaju Hertmani,  
Teodoru Insbergu,  
Jāni Juškēvici,  
Pēteri Jožu,  
Jāni Kauliņu,  
Albertu Kļavu,  
Robertu Kraukli,  
Aleksandru Kučejevu,  
Pēteri Kreicbergu,  
Hugo Krūmiņu,  
Jāni Kačmu,  
Aleksandru Kreišmani,  
Jāni Kurpnieku,  
Eduardu Lapiņu,  
Jāni Latišu,  
Jāni Lindbergu,  
Reinholdu Losmani,  
Alfrēdu Missi,  
Voldemāru Midziņu,  
Konstantīnu Mosaku,  
Jāni Mepi,  
Katrīni Michailovu,  
Pēteri Mucinieku,  
Aleksandru Mežciemu,  
Alfonu Milleri,  
Viktoru Naglu,  
Pēteri Ozolu,  
Herbertu Pestmali,  
Antonu Pacēviču,  
Jāni Peivi,  
Jāni Paegli,  
Robertu Pētersonu,  
Annu Priedi,  
Alīdi Paški,  
Krišjāni Pavlovski,  
Arvidu Rutki,  
Jāni Kubeni,  
Voldemāru Rozenfeldu,  
Robertu Redali,  
Juliju Ringu,  
Jāni Rozi,  
Antonu Skrastiņu,  
Almu Sausiņu,  
Teodoru Samu,  
Oskaru Silīņu,  
Žani Šulcu,  
Lotaru Šcleru,  
Olgertu Trenču,  
Jāni Tilgali,  
Eduardu Timmermani,  
Arvidu Vinovski,  
Jāni Vilciņu,  
Mikeli Vanagu,  
Žani-Gotfrīdu Veinbergu,  
Mikeli Zeidenbergu,  
Olgu Ūdri par Latvijas darba kameras locekļiem, skaitot amatā no 1936. gada 16. jūlija.  
Rīgā, 1936. g. 16. jūlijā.  
Ministrs A. Bērziņš.

**6. rīkojums.**

Iecelju:  
Kārli Ābelīti,  
Alfrēdu Apīņu,  
Mikeli Arni,  
Jāni Arnīti,  
Aleksandru Arēnu,  
Jāni Baumanī,  
Eduardu Baumanī,  
Krišu Biezbārdi,  
Voldemāru Butti,  
Jēkabu Grubi,  
Žani Beiki,  
Žani Zvejnieku,  
Antonu Džērenu,  
Vladimiru Eglīti,  
Frici Eisertu,  
Otto-Frici Ergli,  
Ansi Eglīti,  
Arvidu Oldermani,  
Aleksandru Kalēju,  
Hildu Filipsoni,  
Herbertu Glāznieku,  
Jēkabu Gulbi,  
Šarloti Gusari,  
Kārli Hartmani,  
Emili Hunchenu,  
Jāni Krūzi,  
Juri Kreicmani,  
Andreju Kalnīti,  
Aldi Kļaviņu,  
Pauli Kaulovskī,  
Kārli Latkavskī,  
Augustu Laimsteru,  
Voldemāru Linkeviču,  
Pēteri Mikelsonu,  
Rūdolfu Maneku,  
Ernestu Niedrīti,  
Annu Paegli,  
Georgu Purmali,  
Vilumu Rozi-Rozīti,

**Latvijas bankas nedēļas pārskats**

1936. g. 5. oktobrī.

AKTĪVĀ.	Lati.	S.	PASĪVĀ.	Lati.	S.
Zelts lējumos un monētās. . . . .	76 806 146	71	Bankas naudas zīmes apgrozībā. . . . .	38 147 215	—
Ārzemju valūta . . . . .	21 127 904	08	Pamata kapitāls. . . . .	21 221 798	83
Sudraba nauda . . . . .	15 878 017	—	Rezerves kapitāls. . . . .	5 346 735	96
Valsts kases zīmes un metāllanauda	10 919 493	11	Noguldījumi. . . . .	19 401 118	08
Īsa termiņa vekseli. . . . .	51 168 196	06	Tekoši rēķini. . . . .	113 474 494	83
Aizdevumi pret nodrošinājumiem.	79 302 888	74	Valsts rēķini un depozīti. . . . .	44 263 368	26
Citi aktīvi. . . . .	13 625 019	43	Citi pasīvi. . . . .	26 972 934	17
	268 827 665	13		268 827 665	13

Rīgā, 1936. g. 7. oktobrī.  
19777

Padomes priekšsēdētājs A. Kļiņevs.  
Galvenā direktora v. V. Bandrevičs

Pēteri Sili-Siliiti,  
Otto Svili,  
Eduardu Sulcu,  
Eduardu Štītu,  
Albertu Titus-Titu,  
Rūdolfu Vāpu,  
Donatu Viļumu,  
Mārtiņu Zalemani,  
Jāni Zvejnieku,  
Jāni Krūzi un  
Johānu Čebuli par Latvijas darba kameras locekļu kandidātiem, skaitot amatā no 1936. g. 16. jūlija.

Rīga, 1936. g. 16. jūlijā.  
Ministrs A. Bērziņš.

**8. rīkojums.**

Iecelju Kārli Kochu par savu pārstāvi Latvijas darba kameras prezidijā, skaitot amatā no 1936. g. 24. septembra.

Rīgā, 1936. g. 24. septembrī.  
Ministrs A. Bērziņš.

**Valdības iestāžu paziņojumi.**

**Paziņojums**

Rīgā dzīvojošiem valsts darbiniekiem.  
Veselības departaments paziņo, ka Dr V. Mucenieks pieņemts par valsts darbinieku rajonārstu Rīgā. Slūnīkus pieņem Lienes ielā 12, 8. dz., no pulksten 17 līdz 19.

Direktora v. i. Dr O. Alks.  
Valsts darb. ārstu. nod. vadīt. Dr Dribe.

**Pasta ziņas.**

1936. g. septembrī Daugavpili izņemtas no pasta kastītēm un nav nosūtītas pēc piederības:

5 pastkartes un 6 vēstules bez adresēm,  
1 pastkarte un 3 vēstules ar svešiem vietu nosaukumiem un 4 vēstules „pieprasīšanai pastā” kurām adresāta vietā uzrādīti dažādi iniciāļi, šifras, hurti u. t. t.  
Pastmeistars Krauze.

**Rīgas apgabaltiesas 1. kriminālnoadaļa,**  
saskaņā ar savu š. g. 2. oktobra lēmumu, atsauc „Vald. Vēstn.“ 1936. g. 196. num. ievietoto sludinājumu par notiesātā Frici-Arvidu Bunkas mēklēšanu, jo minētais Bunka ir atrasts.  
Rīgā, 1936. g. 5. oktobrī.  
Priekšsēdētāja biedra v. J. Jējers.  
Sekretārs J. Avotiņš.

**Vietējo iestāžu rīkojumi.**

**Latgales patronāta biedrības paziņojums.**

Latgales patronāta biedrība paziņo, ka šīs biedrības 1935./1936. g. darbības pārskatu, kas iespiests „Valdības Vēstneša” š. g. 181. numurā, izskatījusi šīs biedrības revīzijas komisija š. g. 10. jūlijā un atzinusi par pareizu un saskanošu ar biedrības statūtiem, un biedrības valdes darbību par sekmīgu. Pārskats izskatīts arī biedru kārtēja pilnsapulcē 1936. g. 10. jūlijā, pieņemts un apstiprināts.  
Biedrības valdes priekšsēd. b. (paraksts).  
Sekretārs (paraksts).

**Iekšzeme.**

Izrakti tuvu pie 2000 kilometru novadgrāvju un iegūti 3200 hektaru derīgas zemes.

Tautas labklājības ministrs V. Rubulis par sabiedrisko darbu kārtībā veiktiem meliorācijas darbiem vakar izteicās:

Tautas labklājības ministrija, sākot ar 1928. 29. saimniecības gadu, no bezdarba apkaņošanas fonda līdzekļiem ikgadus atvēl lielākas summas meliorācijas darbiem, kurus izdara sabiedrisko darbu kārtībā. Līdz ar to, sevišķi agrākos gados, radās iespēja nodarbināt lielāku skaitu darba meklētāju un tā mazināt bezdarbu. Līdz pagājušam budžeta gadam meliorācijas darbiem sabiedrisko darbu kārtībā izdoti

pavisam 1.493.000 Ls, un novadgrāvju vien izrakts parī par 1,3 milj. tekošo metru.

No atsevišķiem apriņķiem vislielākās summas izdotas Daugavpils apriņķim — ap 250.000 Ls, Rēzeknes apriņķim — ap 200.000 Ls un Jelgavas apriņķim — ap 179.000 Ls. Pārējos apriņķos šī summa svārstās no 8.000 līdz 165.000 Ls.

No lielākiem sabiedriskiem meliorācijas darbiem minama Tīrelpurva nosusināšana, ko uzsaka 1932./33. gada ziemā.

Tīrelpurva platība ir ap 18.000 ha. No šas platības ap 12.000 ha paredzēts pakāpeniski nosusināt un kultivēt. Pārējā platība ir mazvērtīga un paliks neizmantojama. Šie 6.000 ha uzrāda līdz 6 m dziļu kūdras kārtu ar daudziem purva ezeriņiem.

Lai novadītu lielos ūdens daudzumus, Tīrelpurvā vispirms bija nepieciešams izrakt lielos novadgrāvju - kanālus, vietām līdz 5 m dziļus un 12 m platus. Līdz šī gada 1. augustam purva nosusināšanai un bezdarba apkaņošanas fonda līdzekļiem izdoti pāri par 475.000 Ls un izrakti ap 150.000 metru jaunu grāvju. Atjaunoti grāvji ap 126.000 metru kopgaruma un īpašam nostiprināti ap 22.000 m. Līdz šim jau iegūti ap 3.200 ha derīgas augszemes, pļavu un ganību, vai arī mežsaimniecībai derīgas zemes.  
LTA.

**Māksla.**

**Nacionālā opera.**

Piektdien, 9. oktobrī, pianista prof. Nikolaja Orlova atvadkoncerts. Programmā: Fr. Šopēna darbi: fantāzija f-mollā, polonēze As-dūra, 10 etiodes, ballādes, mazurkas u. c. Pusceņas ierobežotā skaitā.

Sestdien, 10. oktobrī, „Tuksneša dziesma”. Piedalās V. Briede, E. Pfeifere, P. Bričkaine, R. Eriņa, R. Kalniņš, V. Kadīkis, A. Verners, Ed. Mikelsons, A. Jēkabsons, V. Leonaitis, R. Pelle u. c. Diriģents T. Reiters. Pusceņas ierobežotā skaitā.

**Nacionālās operas kultūrfilma.** Indija: šī pasaku un nostāstu zeme būs redzama skaņu filmā Nacionālā operā sestdien, 10. okt., plkst. 17.30 un svētdien, 11. okt., plkst. 11 un 17.30. Latvijas jaunākā skaņu kronika. Vīrs programmas komēdija. Ieejas maksa 20, 30, 50 sant. un ložās 1 lats. Kases atvēršanas stunda pirms izrāžu sākuma. Bērniem ieeja atļauta. Bērniem līdz 5 gadiem biļetes nav vajadzīgas.

**Nacionālais teātris.**

Piektdien, 9. okt., plkst. 19.30 par lētām cenām „Marija Baškircova” ar L. Stenģeli.  
Sestdien, 10. okt., plkst. 19.30 lētā izrādē „Pūt, vējiņi!”.

**Dailes teātris.**

Piektdien, 9. okt., plkst. 19.30 „Mežvidus ļaudis”.  
Sestdien, 10. okt., plkst. 19.30 tautas izrādē „Zīsiņa”.

**Rīgas Mazais teātris.**

Sestdien, 10. oktobrī, plkst. 20, Čiekurkalnā, 18. pamatskolā, „Kurzemē hercogs Jēkabs”.

**KURSI.**

Rīgas biržā 1936. gada 9. oktobrī.

Devīzes:

1 Amerikas dollars . . . . .	5,05—5,25
1 Anglijas mārciņa . . . . .	25,16—25,28
100 Francijas franku . . . . .	23,83—24,29
100 Beļģijas belgu . . . . .	86,00—87,50
100 Šveices franku . . . . .	117,85—119,35
100 Itālijas liru . . . . .	26,90—27,40
100 Zviedrijas kronu . . . . .	129,05—131,05
100 Norveģijas kronu . . . . .	125,75—127,75
100 Dānijas kronu . . . . .	111,60—113,60
100 Austrijas šiligu . . . . .	— — —
100 Čehoslovākijas kronu . . . . .	— — —
100 Holandes guldeņu . . . . .	272,90—275,90
100 Vācijas marķu . . . . .	206,25—208,25
100 Somijas marķu . . . . .	11,00—11,30
100 Igaunijas kronu . . . . .	137,95—139,95
100 Polijas zlotu . . . . .	96,20—97,80
100 Lietavas litu . . . . .	85,45—86,65
100 Dancīgas guldeņu . . . . .	96,20—97,80

Vērtspapīri:  
6% Latv. hip. bankas ķīlu zīmes 95—96  
Rīgas biržas kotācijās komisijas priekšsēdētājs P. Role.  
Zvērīnāts biržas mākeris P. Rupners.

Redaktors M. Ārons.

Šim numuram 20 lapas puses.



**Siesu sludinājumi.**

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala,** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. pantu un Gotfrīda Skultes lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šai tiesā 1936. g. 23. sept. izsludināto 1929. g. 6. febr. Slokas pag. mir. Kaspāra Skultes, dzim. 1842. gada 22. oktobrī (v. st.), 1921. gada 29. oktobrī publiskā kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Kaspāra Skultes mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai **3 mēnešu laikā** pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1936. g. 2. oktobrī.  
L. № 4820/36. 19372r  
Priekšsēdētājs b. H. Mintāls. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala,** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. pantu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šai tiesā 1936. g. 16. sept. izsludināto 1936. g. 20. jūlijā mirušā Jāņa Gailiņa, dzim. 1861. gada 3. septembrī (v. st.), 1935. gada 20. septembrī mājas kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Jāņa Gailiņa mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai **3 mēnešu laikā** pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1936. g. 2. oktobrī.  
L. № 4813/36. 19373r  
Priekšsēdētājs b. H. Mintāls. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. pantu un Līzes Vanagas lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šai tiesā 1936. g. 23. septembrī izsludināto 1936. g. 20. martā Adulienas pag. mir. Karļa Vanaga, dzim. 1863. g. 21. sept. (v. st.), 1931. gada 1. oktobrī mājas kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Karļa Vanaga mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai **3 mēnešu laikā** pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1936. g. 2. oktobrī.  
L. № 4618/36. 19374r  
Priekšsēdētājs b. H. Mintāls. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. pantu un Emīlijas un Ksenijas Leimanu lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šai tiesā 1936. g. 23. septembrī izsludināto 1936. gada 5. aprīlī Kalnavas pag. mir. Jāņa Leimana, dzim. 1859. gada 6. aprīlī, 1934. gada 17. maijā publiskā kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Jāņa Leimana mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai **3 mēnešu laikā** pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1936. g. 2. oktobrī.  
L. № 4812/36. 19375r  
Priekšsēdētājs b. H. Mintāls. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala,** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. pantu un Līzes Silviņas pilnv. zv. adv. pal. A. Ozoliņa lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šai tiesā 1936. gada 23. septembrī

izsludināto 1936. g. 14. maijā Nītaures pag. mir. Dāvja Kalnciema, dzim. 1861. gada 7. janvārī, 1929. gada 3. jūlijā publiskā kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mir. Dāvja Kalnciema mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai **3 mēnešu laikā** pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1936. g. 2. oktobrī.  
L. № 4706/36. 19376r  
Priekšsēdētājs b. H. Mintāls. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala,** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. pantu un Minnas Eliskalns lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šai tiesā 1936. g. 23. sept. izsludināto 1936. g. 30. jūnijā Talsos mirušā Augusta Eliskalna, dzim. 1855. gada 20. jūlijā, 1936. gada 23. maijā publiskā kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Augusta Eliskalna mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai **3 mēnešu laikā** pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1936. g. 2. oktobrī.  
L. № 4828/36. 19377r  
Priekšsēdētājs b. H. Mintāls. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala,** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. pantu un Minnas Imaks lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šai tiesā 1936. g. 23. septembrī izsludināto 1928. g. 21. novembrī Rīgā mirušā Mīkela Imaka (Imnaka), dzim. 1854. g. 18. janv., 1928. gada 13. februārī publiskā kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Mīkela Imaka (Imnaka) mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai **3 mēnešu laikā** pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1936. g. 2. oktobrī.  
L. № 4818/36. 19378r  
Priekšsēdētājs b. H. Mintāls. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala,** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. pantu un Alvinas Romis lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šai tiesā 1936. gada 16. sept. izsludināto 1936. gada 12. febr. Blomes pag. mir. Jāņa Roņa, dzim. 1857. gada 10. septembrī, 1934. gada 30. janvārī mājas kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Jāņa Roņa mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai **3 mēnešu laikā** pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1936. g. 2. oktobrī.  
L. № 3973/36. 19379r  
Priekšsēdētājs b. H. Mintāls. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. pantu un Karļa Stipnieka lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šai tiesā 1936. g. 16. sept. izsludināto 1935. g. 24. febr. Lizuma pag. mir. Jekaba Stipnieka, dzim. 1866. gada 19. augustā, 1932. gada 3. oktobrī mājas kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Jekaba Stipnieka mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai **3 mēnešu laikā** pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pie-

teikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1936. g. 2. oktobrī.  
L. № 4382/36. 19380r  
Priekšsēdētājs b. H. Mintāls. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala,** uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1912. g. 22. aprīlī Vaidavas pag. mir. Pēterī Strunke, dz. 1890. g. 15. febr., un tā 1914. g. 16. janvārī Vaidavas pag. mir. brāļa Mārtiņa Strunke, dz. 1900. g. 6. janvārī, ir atklāti mantojumi, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai **3 mēnešu laikā** pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.  
Rīgā, 1936. g. 2. oktobrī.  
L. 4639/36. 19381r  
Priekšsēdētājs b. H. Mintāls. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala** 1936. g. 29. aprīlī tiesas sēdē izklaušoja Jāņa Pētera d. Lukasa maksātnespējas lietu un nolēma: atzīt Jāņa Lukasa maksātnespēju par vienkāršu bankrotu un viņa konkursu par slēgtu.  
Rīgā, 1936. g. 2. oktobrī.  
227/36./1. 19382g  
Priekšsēdētājs b. H. Mintāls. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala,** uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. pantu un Līzes Meles lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šai tiesā 1936. g. 23. septembrī izsludināto 1936. g. 11. jūlijā Rīgas Jūrmalā mir. Jekaba Meleca, dzim. 1860. g. 12. sept. publiskā kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mirušā Jekaba Meleca mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētai tiesai **3 mēnešu laikā** pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.  
Rīgā, 1936. g. 2. oktobrī.  
L. № 4834/36. 19501r  
Priekšsēdētājs b. H. Mintāls. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala,** pamatojoties uz Civillik. 36. p. piezīmi, paziņo, ka Meiers Rabinovičs un viņa sieva Hanna Estere, dzim. Kaganas, noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Rīgas notāra J. Graudiņa 1936. gada 4. sept. ar 7924. reģistra num., ar kuru viņi noslēgtā laulība ir atceluši Civillikumu 79. un turpm. pantos paredzēto laulāto mantas kopību.  
Rīgā, 1936. g. 5. oktobrī.  
L. 4911. 19665g  
Priekšsēdētājs b. H. Mintāls. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala,** pamatojoties uz Civillik. 36. p. piezīmi, paziņo, ka Teobalds Bomis un Ella Zariņš noslēguši pirmslaulības līgumu pie Rīgas notāra J. Kriklānda 1936. gada 27. aug. ar 19006. reģistra num., ar kuru viņi noslēgtā laulība ir atceluši Civillik. 79. un turpm. pantos paredzēto laulāto mantas kopību.  
Rīgā, 1936. g. 5. oktobrī.  
L. 4893. 19666g  
Priekšsēdētājs b. H. Mintāls. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

ir atceluši Civillikumu 79. un turpm. pantos paredzēto laulāto mantas kopību.  
Rīgā, 1936. g. 5. oktobrī.  
L. 5030. 19668g  
Priekšsēdētājs b. H. Mintāls. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala,** pamatojoties uz Civillik. 36. p. piezīmi, paziņo, ka Izraels Gliks un Feiga Slovins, noslēguši pirmslaulības līgumu pie Rīgas notāra V. Kanska 1936. gada 4. sept. ar 8116. reģistra num., ar kuru viņi noslēgtā laulība ir atceluši Civillikumu 79. un turpm. pantos paredzēto laulāto mantas kopību.  
Rīgā, 1936. g. 5. oktobrī.  
L. 4910. 19669g  
Priekšsēdētājs b. H. Mintāls. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala,** pamatojoties uz Civillik. 36. p. piezīmi, paziņo, ka Kārlis Maldonāis un Lidijs Eklis, dzim. Lāze noslēguši pirmslaulības līgumu pie Rīgas notāra P. Socka 1936. gada 12. sept. ar 7421. reģistra num., ar kuru viņi noslēgtā laulība ir atceluši Civillikumu 79. un turpm. pantos paredzēto laulāto mantas kopību.  
Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī.  
L. 5032. 19652g  
Priekšsēdētājs b. H. Mintāls. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala,** pamatojoties uz Civillik. 36. p. piezīmi, paziņo, ka Janis Grīlls un Elza Drīlls, noslēguši pirmslaulības līgumu pie Rīgas notāra J. Kriklānda 1936. g. 2. sept. ar 19390. reģistra num., ar kuru viņi noslēgtā laulība ir atceluši Civillikumu 79. un turpm. pantos paredzēto laulāto mantas kopību.  
Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī.  
L. 4895. 19653g  
Priekšsēdētājs b. H. Mintāls. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala,** pamatojoties uz Civillik. 36. p. piezīmi, paziņo, ka Oto (Otto) Pēteris Grotans un viņa sieva Anna, dzim. Abols, noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Rīgas notāra J. Kriklānda 1936. gada 2. sept. ar 19370. reģistra num., ar kuru viņi noslēgtā laulība ir atceluši Civillikumu 79. un turpm. pantos paredzēto laulāto mantas kopību.  
Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī.  
L. 4868. 19655g  
Priekšsēdētājs b. H. Mintāls. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabalt. 3. civilnodala,** pamatojoties uz Civillik. 36. p. piezīmi, paziņo, ka Otto Sednieks un viņa sieva Emma, dzim. Maltavnieks, noslēguši savstarpīgo laulības līgumu pie Rīgas notāra E. Māhtis 1936. gada 4. sept. ar 6349. reģistra num., ar kuru viņi noslēgtā laulība ir atceluši Civillikumu 79. un turpm. pantos paredzēto laulāto mantas kopību.  
Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī.  
L. 4929. 19656g  
Priekšsēdētājs b. H. Mintāls. Sekretārs v. i. E. Lasmanis.

**Rīgas apgabaltiesas 4. civilnod.,** pamatojoties uz 1926. g. 10. jūnija likumu un Civilproc. nolik. 1693. un 1695. p., ievērojot akciju sabiedrības „Furniers” līgumu un savu 1936. g. 26. sept. lēmumu, paziņo, ka parādniece a/s „Furniers” parādu pēc obligācijas par a) 500 kr. rbl., un b) 400 kr. rbl., abas ar 8% gadā apstiprinātas: a) 1907. gada 2. maijā ar 1028. num. un b) 1907. g. 4. maijā ar 1053. num. uz nekustamo īpašumu Rīgas pilsētas 4. hip. iec. ar zemes grāmatu reģ. 1655. num., par labu Minnai Vince, kas tās cedējuši blanko, ir samaksājusi, bet šīs obligācijas nevar izsniegt atpakaļ parādnieci dzēšanai zemes grāmatās tādēļ, ka nav zināmi tagadējie obligāciju turētāji.  
Tāpēc apgabaltiesas 4. civilnodala uzaicina visas personas, kam būtu tiesības uz šīm obligācijām, pieteikties tiesā **1 mēneša laikā** pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstnesī”; ja šīs personas noteiktā laikā nepieteiksies, obligācijas atzīs par samaksātām un lūdzējam dos tiesību prasīt parāda dzēšanu zemes grāmatā.  
Rīgā, 1936. g. 3. oktobrī.  
04489. L. 462/36. 19383g  
Priekšsēd. v. L. Brimmeris. Sekretārs v. O. Koddaras.

**Rīgas apgabaltiesas 4. civilnod.,** pamatojoties uz 1926. g. 10. jūnija likumu un Civilproc. nolik. 1693. un 1695. p., ievērojot Ernestīnes, Zigrīdas, Hedvičas un Erharda Briču līgumu un savu 1936. g. 26. sept. lēmumu, paziņo, ka parādnieki Ernestīne u. c. Briči parādu pēc obligācijas par 3000 kr. rbl. ar 6% gadā, kas apstiprināta 1910. g. 18. janvārī ar 593. num. uz nekustamo īpašumu Rīgas 1. hip. iec. ar zemes grāmatu reģ. 291. num., par labu Gustavam Maskovskim, kas to cedējuši blanko, ir samaksājusi, bet šo obligāciju nevar izsniegt atpakaļ parādniekiem dzēšanai zemes grāmatās tādēļ, ka nav zināms tagadējais obligācijas turētājs.  
Tāpēc apgabaltiesas 4. civilnodala uzaicina visas personas, kam būtu tiesības uz šo obligāciju, pieteikties tiesā **1 mēneša laikā** pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstnesī”. Ja šīs personas noteiktā laikā nepieteiksies, obligāciju atzīs par samaksātu un lūdzējam dos tiesību prasīt parāda dzēšanu zemes grāmatā.  
Rīgā, 1936. g. 3. oktobrī.  
04480. L. 503/36. 19386g  
Priekšsēd. v. L. Brimmeris. Sekretārs v. O. Koddaras.

**Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa** uz tirdzniecības reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „A” ar reģistra 3819. num., pamatojoties uz tirdzn. reģ. tiesneša 1936. gada 1. okt. lēmumu, ierakstīta vienpersonīga tirgotāja Sara Mālers ar firmu „Sara Mālers”.  
Sara Mālers, dzimusi Ludzā 1903. g. 10. jūlijā, dzīvo Rīgā, Gertrūdes ielā 54, 25. dz.  
Uzņēmuma darbība atklāta 1932. g. oktobrī.  
Uzņēmums — veļas un zeķu tirgotava — atrodas Rīgā, Avotu ielā 22. 19633g  
Rīgā, 1936. g. 1. oktobrī.  
Tirdzn. reģ. tiesn. Grundulis. Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

**Rīgas apgabalt. tirdzn. reģ. nodaļa** uz tirdzn. reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” firmas „Helmsing & Grimm” (Rīgā, Pils ielā 21) reģistra 202. folijā, saskaņā ar tirdzn. reģ. tiesneša 1936. gada 2. oktobra lēmumu:  
1) atzīmēts, ka šīs sabiedrības kolektīvpokūristi Rūdolfs Bērziņš 1936. g. 19. septembrī miris;  
2) svītroti kolektīvpokūristi Rūdolfs Bērziņš un Frīdrihs Krīgers. 19628g  
Rīgā, 1936. g. 2. oktobrī.  
Tirdzn. reģ. tiesn. Grundulis. Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

**Rīgas apgabalt. tirdzn. reģ. nodaļa** uz tirdzn. reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” firmas „Chr. H. Böhlg” reģistra 270. folijā, saskaņā ar tirdzn. reģ. tiesneša 1936. g. 1. okt. lēmumu, atzīmēts:  
1) ka šīs firmas īpašnieks Kristens-Hille Bēgs (Christen-Hille Böhlg) 1936. g. 3. jūnijā mainījis dzīves vietu un tagad dzīvo Rīgā, Elizabetes ielā 3. 2. dz.;  
2) ka firmas uzņēmums — koktirdzniecības aģentūra — 1936. g. 3. jūnijā no Valgu ielas 2. 20. dz. pārvietots Elizabetes ielā 3. 2. dz., Rīgā. 19629g  
Rīgā, 1936. g. 1. oktobrī.  
Tirdzn. reģ. tiesn. Grundulis. Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

**Rīgas apgabalt. tirdzn. reģ. nodaļa** uz tirdzn. reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” ar firmu „Varino” N. Belocvetovs, S. Aleksejevs un bierni” (Rīgā, Vienības gatvē 78) ierakstītas komandītsabiedrības reģistra 2296. folijā, uz tirdzn. reģ. tiesneša 1936. gada 3. oktobra lēmuma pamata ierakstīts:  
a) saskaņā ar sabiedrības līguma 1936. g. 19. augusta uzrakstu minētā komandītsabiedrībā kā personīgi atbildīgā biedre uzņemta bij. Krievijas pavalstniece Varvara Belocvetovs, dzim. Krievijā, Pēterpilī 1871. g. 4. aug., dzīvo Rīgā, Vienības gatvē 78;  
b) ka šai komandītsabiedrībā turpmāk piedalās 3 komanditisti ar Ls 24.600.— lielu daļības naudu kopsumma. 19631g  
Rīgā, 1936. g. 3. oktobrī.  
Tirdzn. reģ. tiesn. Grundulis. Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

**Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodaļa** uz tirdzn. reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” ar firmu „Schenker Co. Riga” (Rīgā, L. Jekaba ielā 16) ierakstītas atklātas sab-bas reģistra 2776. folijā, uz tirdzn. reģ. tiesneša 1936. g. 3. okt. lēmuma pamata:  
a) ierakstīts, ka saskaņā ar sabiedrības līguma 1936. gada 16. sept. papildinājumu-groziņu, minētā sabiedrībā kā atklātie biedri iestājušies — Vācijas pilsonis Erīks Sutes (Erich Schultz), dzim. Rīgā, 1881. g. 25. sept., dzīvo Tallinā (Igaunijā) Rates Kaevu 22, 5. dz. un Paulis Gotmanshauzens, dzim. Liepājā 1870. g. 31. maijā, dzīvo Rīgā, Baznīcas ielā 4, 3. dz.;  
b) svītroti kolektīvpokūristi Paulis Gotmanshauzens un Alfrēds Grīns viņiem izdotās kolektīvpilnvaras (prokūras) derīguma laiku izbeigšanās dēļ.  
Rīgā, 1936. g. 3. okt. 19632g  
Tirdzn. reģ. tiesn. Grundulis. Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

**Rīgas apgabalt. tirdzn. reģ. nodaļa** uz tirdzn. reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” 3666. folijā ar firmu „Autohar” Z. Supins un E. Soloveičiks” (Rīgā, Kr. Barona ielā 54) ierakstītas atklātas sabiedrības atklātais biedrs Zalams Supins 1936. g. 29. jūlijā nājis dzīves vietu un tagad dzīvo Rīgā, Gertrūdes ielā 30, 8. dz.  
Saskaņā ar tirdzn. reģ. tiesneša 1936. g. 1. okt. lēmumu tas atzīmēts tirdzn. reģistrā.  
Rīgā, 1936. g. 1. oktobrī.  
Tirdzn. reģ. tiesn. Grundulis. Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

**Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa** uz tirdzn. reģ. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „B” ar reģistra 286. num. ierakstītas firmas „Krievu-Baltijas minerālu ellas rektifikācijas akciju sabiedrība” (Rīgā, Zigr. Meierovica bulv. 18) reģistra folijā, uz tirdzn. reģ. tiesneša 1936. g. 3. okt. lēmuma pamata:  
1) ierakstīts, ka saskaņā ar 1936. g. 31. aug. akcionāru pilnas sapulces un valdes sēdes protokoliem, pārveļot valdi, ievēlēti: a) par valdes locekļiem 1) Marks Rozovskis, dzīvo Rīgā, Lāčplēša ielā 1, viņš arī valdes priekšsēdētājs; 2) Arons Nisse, dzīvo Rīgā, Elizabetes ielā 23, viņš arī direktors-rikojātājs; 3) Zalams Rabinovičs, dzīvo Rīgā, Arsenāla ielā 7, 5. dz.; 4) Lazars Babčins, dzīvo Rīgā, Strēlnieku ielā 2, un b) par valdes locekļu kandidātiem: 1) Zammelis Berners, dzīvo Rīgā, Rūpniecības ielā 1c, 5. dz., un 2) Lietuvas pilsonis Benno Hanemans (Hanemann), dzīvo Holandē, Amsterdamā, Konigsplein 14;  
b) atzīmēts, ka 1936. gada 1. augustā likvidēti šīs firmas uzņēmumi — 1) naftas produktu un auto piederumu tirgotava Rīgā, 13. janvāra ielā, pretim prefektūrai, 2) naftas produktu noliktava Rīgā, Kroņa ielā 19, un 3) naftas tirgotava Valmierā, Gaidas ielā 2. 19627g  
Rīgā, 1936. g. 3. oktobrī.  
Tirdzn. reģ. tiesn. Grundulis. Sekretārs v. i. A. Bērziņš.

**Jelgavas apgabaltiesas,** uz Civilproc. nol. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata uzaicina visas personas, kam būtu uz 1936. g. 27. februārī mir. Jāņa (Johana) Svitina-Sviķa atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt savas tiesības šai tiesai **3 mēnešu laikā** pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”.  
Termiņā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām. Jelgavā, 1936. g. 2. oktobrī.  
Priekšsēdētājs v. J. Lecis. Sekretārs M. Devingtelis.



**Jelgavas apgabaltiesa.**  
uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzalcina visus, kam būtu uz 1927. g. 22. decembrī mirušā Jēkaba Liepiņa atstāto mantojumu kādas tiesības, kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1936. g. 2. oktobrī.  
L. 1980/36. 19327  
Priekšsēdētāja v. J. Lečis.  
Sekretārs M. Devingtels

**Jelgavas apgabaltiesa.**  
uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzalcina visus, kam būtu uz 1936. gada 17. maijā mirušā Friča Grinberga atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1936. g. 2. oktobrī.  
L. 1977/36. 19328  
Priekšsēdētāja v. J. Lečis.  
Sekretārs M. Devingtels

**Jelgavas apgabaltiesa.**  
uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzalcina visus, kam būtu uz 1908. gada 17. jūlijā v. st. mirušā Kriša Liča atstāto mantojumu kādas tiesības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1936. g. 2. oktobrī.  
L. 1765/36. 19329  
Priekšsēdētāja v. J. Lečis.  
Sekretārs M. Devingtels

**Liepājas apgabalt. civilnodala.**  
saskaņā ar Civilproc. lik. 1575. p., paziņo, ka šīs tiesas 1936. g. 5. novembra atklātā tiesas sēdē nolasis 1936. gada 28. jūlijā, Saldū mirušā Andreja Bachmana, dzim. 1873. gada 12. februārī testāmentu.

Liepājā, 1936. g. 6. oktobrī.  
864m/36. 19850g  
Priekšsēd. b. A. Kiršfelds.  
Sekretārs E. Speķis.

**Liepājas apgabalt. civilnodala.**  
saskaņā ar Civilproc. lik. 1575. p., paziņo, ka šīs tiesas 1936. g. 5. novembra atklātā tiesas sēdē nolasis 1936. gada 27. maijā Saldū mirušā Matīsa Žūža arī Farnesta, dzim. 1858. gada 11. janv. testāmentu.

Liepājā, 1936. g. 6. oktobrī.  
862m/36. 19851g  
Priekšsēd. b. A. Kiršfelds.  
Sekretārs E. Speķis.

**Daugavpils apgabalt. 1. civilnod.**  
uz Ievas Grābeklis lūgumu un saskaņā ar Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p., uzalcina visus, kam būtu uz 1914. g. 20. janv. Raudas pag. Rušavčiņu mājās mirušā Martiņa Pļesuma atstāto mantojumu vai sakarā ar šo mantojumu kādas tiesības vai prasības kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt tās šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.” Terminā nepieteiktās tiesības un prasības tiesa uzskatīs par spēku zaudējušām.

Daugavpilī, 1936. g. 1. okt.  
2071a/36. 19534g  
Priekšsēd. b. A. Strazdiņš.  
Sekretārs K. Kangurs.

**Daugavpils apgabalt. 3. civilnod.**  
uz Antona un Konstantīna Justina dēlu Bjalkovsku lūgumu par Daugavpils pilscties dzimtsiparšuma tiesību gruntsgabala № 14 lit. „a”, 202. kvartālā, Jātnieku ielā 47. — 70,9 kv. asu platībā, par kuru līdzpašnieku uzrādīts Ustīns Ustīna dēls Bjalkovskis, ierakstīšanu zemes grāmatu reģistrā, — uzaicina visas personas, kurām ir kādas tiesības uz minēto nekustamo mantu, iesniegt tiesai par to paziņojumu 4 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”; pretēja gadījumā nepieteiktās tiesības skaitīsies par izmērinātām un minēto līdzēju varētu ierakstīt zemes grāmatu reģistrā par norādītās nekustamās mantas īpašniekiem bez kādiem aprobežojumiem ar nepatīdamas pārdošanas un hipotēkārisku aprūtinājumu tiesībām.

Daugavpilī, 1936. g. 30. sept.  
327/atj./36. 19537g  
Priekšsēdētāja b. v. E. Tīcis.  
Sekretārs v. A. Vitkovskis.

**Daugavpils apgabalt. 3. civilnod.**  
uz Karļa Jēkaba dēla Ledusa mantnieces Lizetes-Annas Gālevič lūgumu par Jelgavas apr. Ukru pag. Ukru muižas atdalīta zemes gabala № 62 (tagad ar nosaukumu „Ledus mājas”) — 1 deset. 1848 kv. asu platībā, par kuru līdzpašniecem uzrādītas — Luīze-Natalija-Katarina Ledus, dzimusi Ližus, Lina Ledus, Lavīze-Natalija Alvine Barauskis, dz. Ledus, un Eriks - Lizete - Olga Dumpis, ierakstīšanu zemes grāmatu reģistrā, — uzaicina visas personas, kurām ir kādas tiesības uz minēto nekustamo mantu, iesniegt tiesai par to paziņojumu 4 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”; pretēja gadījumā nepieteiktās tiesības skaitīsies par izmērinātām un minēto līdzēju varētu ierakstīt zemes grāmatu reģistrā par norādītās nekustamās mantas īpašniekiem bez kādiem aprobežojumiem ar nepatīdamas pārdošanas un hipotēkārisku aprūtinājumu tiesībām.

Daugavpilī, 1936. g. 30. sept.  
329/atj./36. 19538g  
Priekšsēdētāja b. v. E. Tīcis.  
Sekretārs v. A. Vitkovskis.

**Daugavpils apgabalt. 3. civilnod.**  
uz Satiksmes ministrijas lūgumu par Latvijas valsts īpašumā pārņemtās Maskavas-Ventspils-Rībiskas dzelzceļa līnijas Latvijas valsts teritorijā ietilpstošas daļas (tagad ar nosaukumu Ventspils-Zilupes dzelzceļa līnija), sastāvošas no nekustamās mantas Rēzeknes apr.:

Rēznas pag. Lotovniku sādžas zemes gabala, 4 deset. 1599 kv. asu platībā.  
Vidsmuižas pag. Gaļānu muižas zemes gabala, 3 deset. 2150 kv. asu platībā.  
Vidsmuižas pag. Dresrovkas sādžas diviem zemes gabaliem 7 deset. 488 kv. asu kopplatība.  
Viļānu pag. Viļānu muižas 2 zem. gab. ar 1. un 2. num. 22 deset. 88 kv. asu koplat.

Makašēnu pag. Ratanieku sādžas zemes gabala, 7 deset. 239 kv. asu platībā.  
Ozolmuižas pag. Laju sādžas 4 zemes gabaliem, 1993 kv. asu kopplatība.  
Viļānu pag. Ugrenieku sādžas zemes gabala, 2364 kv. asu platība.

Rēznas pag. Bižu sādžas zemes gabala, 6 deset. 234 kv. asu platība.  
Rēznas pag. Skangaļu sādžas zemes gabala, 1715 kv. asu platība.  
Viļānu pag. Poču sādžas zemes gabala, 2 deset. 1365 kv. asu platība.  
Viļānu pag. Maltas sādžas 4 zemes gabaliem ar 1., 2., 3. un 4. num., 10 deset. 1681 kv. asu kopplatība.

Rēznas pag. Zabolotu sādžas zem. gab., 3 deset. 847 kv. asu platība.  
Viļānu pag. Parševkas zastenka zemes gabala, 4 deset. 2370 kv. asu platība.  
Sukstagalas pag. Sabinaitu (Subinaitu) sādžas 2 zemes gabaliem ar 1. un 2. num., 2 deset. 445 kv. asu kopplatība.  
Viļānu pag. Borovkas muižas 3 zemes gabaliem, 8 deset. 581 kv. asu kopplatība.

Rēznas pag. Tavdovjānu sādžas zemes gabala, 14 deset. 1856 kv. asu platība.  
Rēznas pag. Skangaļu sādžas 2 zemes gabaliem, 1 deset. 2150 kv. asu kopplatība.  
Viļānu pag. Parševkas zastenka zemes gabala, 990 kv. asu platība.  
Viļānu pag. Mokulišku muižas zemes gabaliem ar 1. un 2. num., 2 deset. 9 kv. asu kopplatība.

Viļānu pag. Voronovu muižas 2 zemes gab., ar 1. un 2. kv. asu platība, un  
Viļānu pag. Stirnienas muižas 6 zemes gabaliem ar 1., 2., 3., 4., 5. un 6. num., 56 deset. 1929 kv. asu kopplatība. Ierakstīšanu zemes grāmatu reģistrā, — uzaicina visas personas, kurām ir kādas tiesības uz minēto nekustamo mantu, iesniegt tiesai par to paziņojumu 4 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”; pretēja gadījumā nepieteiktās tiesības skaitīsies par izmērinātām un minēto līdzēju varētu ierakstīt zemes grāmatu reģistrā par norādītās nekustamās mantas īpašniekiem bez kādiem aprobežojumiem ar nepatīdamas pārdošanas un hipotēkārisku aprūtinājumu tiesībām.

Daugavpilī, 1936. g. 30. sept.  
327/atj./36. 19537g  
Priekšsēdētāja b. v. E. Tīcis.  
Sekretārs v. A. Vitkovskis.

**Rīgas pils. 3. iec. mirtiesnesis.**  
saskaņā ar Sodu lik. 239. p., izsludina, ka ar viņa 1936. gada 28. marta spriedumu Karlis Jandals pēc Sodu lik. 236. p. par cilvēka uzturam nederīgu desu pārdošanu uztais par viņu un sodīts ar Ls 10.— vai maksātnespejas gadījumā ar 3 dienām aresta. Spriedums stāties likumīgā spēkā. Karlis Jandals ir galas un desu tīgotavas īpašnieks Stabu ielā 98.

19672g  
Rīgā, 1936. g. 5. oktobrī.  
Mirtiesnesis Pinkulis.

**Rīgas 16. iec. mirtiesnesis** paziņo, ka saskaņā ar Civilproc. nolik. 1575. p. šīs tiesas atklātā sēdē š. g. 21. oktobrī, plkst. 10, nolasis mirušā Martiņa Ergļa notariālo testāmentu.

1936. g. 5. oktobrī.  
L. 1348. 19674g  
Mirtiesnesis E. Maurers.

**Grīvas iec. mirtiesnesis**, pamatojoties uz Sodu lik. 239. p., paziņo, ka ar viņa 1936. g. 10. jūlija tiesas pavēli, kas stāties likumīgā spēkā un nodota izpildīšanai Hains Kaplans, dzim. 1908. g., sodīts pēc Sodu lik. 235., 26. un 57. p. ar Ls 15.— vai nesamaksāšanas gadījumā ar 4 dienām aresta par to, ka š. g. 19. jūnijā savā galas tirgotavā Grīvā, Laukežu ielā, nav ievērojis pienācīgu tirību, turot neīrus galas maļamo masīnu un galas gadu.

Daugavpilī, 1936. g. 3. oktobrī.  
652k/36. 19560g  
Mirtiesnesis J. Norvelis.

**Viļēnu iec. mirtiesnesis.**  
saskaņā ar Civillik. X sēj. 1. d. 1239. p., uzaicina visas personas, kam ir kādas tiesības uz 1935. g. 23. oktobrī mirušā Fabijāna Stafecka Rēzeknes apr. Viļēnu pag. atstāto mantojumu, pieteikt šīs tiesības Viļēnu iec. mirtiesnesim 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”.

Viļēnos, 1936. g. 30. septembrī.  
Mirtiesnesis H. Pietiņš.

**Viļēnu iec. mirtiesnesis,**  
saskaņā ar Civillik. X sēj. 1. d. 1239. p., uzaicina visas personas, kam ir kādas tiesības uz 1929. g. 13. aprīlī mirušā Viktora Cimotnika Rēzeknes apr. Gaigalavas pag. atstāto mantojumu, pieteikt šīs tiesības Viļēnu iec. mirtiesnesim 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”.

Viļēnos, 1936. g. 30. septembrī.  
Mirtiesnesis H. Pietiņš.

**Viļēnu iec. mirtiesnesis.**  
saskaņā ar Civillik. X sēj. 1. d. 1239. p., uzaicina visas personas, kam ir kādas tiesības uz 1936. gada 1. augustā mirušā Ambroza (Ambrozija) Jaudzema Rēzeknes apr. Viļēnu pagasta atstāto mantojumu, pieteikt šīs tiesības Viļēnu iec. mirtiesnesim 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”.

Viļēnos, 1936. g. 30. septembrī.  
Mirtiesnesis H. Pietiņš.

**Inčukalna pagasta tiesa.**  
pamatojoties uz savu 1936. g. 29. septembra lēmumu un Pagasttiesu likuma 108. un 109. p., izsludina, ka Pēteris Miķēls d. Kronbergs adoptē par savu bērnu Zelmū-Liņu Friča meitu Švāniels, dzim. 1920. g. 5. aprīlī, dodot viņai visas likumīgā bērna tiesības.

Personas, kam pret šo adoptīciju būtu kādi iebildumi, tie jāpieteic šai pagasta tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” trešo reizi. Pēc minētā termiņa notecēšanas nekādus iebildumus vairs nepieņems, un adoptīcija skaitīsies par likumīgā spēkā gājušu.

**Rīgas apgabaltiesas 8. iecirkņa tiesu izpildītājs J. Dribe** paziņo, ka 1936. g. 28. oktobrī, plkst. 11, Rīgā, Marijas ielā 128, pārdos 2. izsolē A/S. „A. Jansons” drejbenķi, novērtēti par Ls 450. Iznākt saraksta, novērtējumu un apskatīt pārdojamā mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1936. g. 6. okt. 19783  
Tiesu izpildītājs J. Dribe.

**Rīgas apgabalt. Madonas apr. tiesu izpildīt. P. Asars** (kanceleja Madonā, Vienības ielā 9), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:  
1) Valsts zemes bankas prasībā par Ls 312,98 ar nokavējuma renti, termiņmaksām un izdevumiem 1937. g. 17. aprīlī plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Paula Ozoliņa nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Madonas apr. Jaungulbenes pag.,

ierakstīta zemes grāmatu reģ. 1708. num. un sastāv no Jaungulbenes muižas atdalītām „Daugstū 87” mājām, 27,74 des. kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 1500,—;  
3) tai ir hipotēku parādi Ls 617,— un 1780 krievu rubļi;  
4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 150,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdojamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodalā.  
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.  
Visi pārdojamās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi tiesu izpildītāja kanceļejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kanceļejā. 19741

Madonā, 1936. g. 29. sept.  
Tiesu izpild. P. Asars.

**Rīgas apgabalt. Madonas apr. tiesu izpildīt. P. Asars** (kanceleja Madonā, Vienības ielā 9) saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:  
1) Valsts zemes bankas prasībā par Ls 195,35 ar nokavējuma renti, termiņmaksām un izdevumiem 1937. g. 17. aprīlī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Alberta Bītes nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Madonas apr. Vietalvas pag., ierakstīta zemes grāmatu reģ. 17154. num. un sastāv no Vietalvas muižas atdalītām „Saknes 75 F” mājām, 21,92 ha kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 3000,—;  
3) tai ir hipotēku parādi Ls 3636,—;  
4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 300,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdojamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodalā.  
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.  
Visi pārdojamās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi tiesu izpildītāja kanceļejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kanceļejā. 19742

Madonā, 1936. g. 29. sept.  
Tiesu izpild. P. Asars.  
**Rīgas apgabalt. Madonas apr. tiesu izpild. P. Asars** (kanceleja Madonā, Vienības ielā 9) saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:  
1) Valsts zemes bankas prasībā par Ls 93,11 ar nokavējuma renti, termiņmaksām un izdevumiem 1937. g. 17. aprīlī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Ata Tiltiņa nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Madonas apr. Saikavas pag., ierakstīta zemes grāmatu reģistrā 17268. num. un sastāv no Laudonas apr. Saikavas muižām atdalītām „Grāvīšu 17F, 17Fa” mājām, 14,68 ha kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 2000,—;  
3) tai ir hipotēku parādi Ls 3200,—;  
4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 200,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdojamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodalā.  
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.  
Visi pārdojamās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi tiesu izpildītāja kanceļejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kanceļejā. 19743

Madonā, 1936. g. 29. sept.  
Tiesu izpild. P. Asars.  
**Rīgas apgabalt. Madonas apr. tiesu izpildīt. P. Asars** (kanceleja Madonā, Vienības ielā 9) saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:  
1) Valsts zemes bankas prasībā par Ls 330,55 ar nokavējuma renti, termiņmaksām un izdevumiem 1937. g. 17. aprīlī plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Augusta Birņa nekustamo

mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Madonas apr. Viesienas pag., ierakstīta zemes grāmatu reģistrā 529. num. un sastāv no Lautera muižas atdalītām „Jaunlampānu” mājām, 44,20 ha kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 5000,—;  
3) tai ir hipotēku parādi Ls 4900,—;  
4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 500,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdojamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodalā.  
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.  
Visi pārdojamās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi tiesu izpildītāja kanceļejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kanceļejā. 19744

Madonā, 1936. g. 29. sept.  
Tiesu izpild. P. Asars.  
**Rīgas apgabalt. Madonas apr. tiesu izpildīt. P. Asars** (kanceleja Madonā, Vienības ielā 9) saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:  
1) Valsts zemes bankas prasībā par Ls 105,91 ar nokavējuma renti, termiņmaksām un izdevumiem 1937. g. 17. aprīlī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Juliāna Oša nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Madonas apr. Laudonas pag., ierakstīta zemes grāmatu reģ. 15838. num. un sastāv no Laudonas pilsmuižas atdalītām „Vecupenieki 98F, 98Fa” mājām, 37,12 ha kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība — Ls 2500,—;  
3) tai ir hipotēku parādi Ls 1117,—;  
4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 250,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdojamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodalā.  
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.  
Visi pārdojamās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi tiesu izpildītāja kanceļejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kanceļejā. 19745

Madonā, 1936. g. 29. septembrī.  
Tiesu izpild. P. Asars.  
**Rīgas apgabalt. Madonas apr. tiesu izpildīt. P. Asars** (kanceleja Madonā, Vienības ielā 9), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:  
1) Valsts zemes bankas prasībā par Ls 93,84 ar nokavējuma renti, termiņmaksām un izdevumiem 1937. g. 17. aprīlī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Alfreda Platāis nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Madonas apr. Lubānas pag., ierakstīta zemes grāmatu reģistrā 15016. num. un sastāv no Vec- un Jaunlubānas muižas atdalītām „Zīlītes 351F, 351Fa” mājām, 13,90 ha kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 3000,—;  
3) tai ir hipotēku parādi Ls 3200,—;  
4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 300,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdojamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodalā.  
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.  
Visi pārdojamās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi tiesu izpildītāja kanceļejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kanceļejā. 19748

Madonā, 1936. g. 29. sept.  
Tiesu izpild. P. Asars.  
**Liepājas apgabalt. Liepājas pils. 1. iec. tiesu izpild. J. Rolavs** (kanceleja Indriķa ielā 6, Uliha ielā 51), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283., 1285., 1286.—1290. p., paziņo, ka 1936. g. 4. decembrī, plkst. 10, Liepājas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 3. publiskā izsolē nekustamo mantu, piederošu vienai ideālā pusdaļā (1/2) Mikelim Jāna dēlam Mitrevicam, kas atrodas Liepājā, Rolava ielā 22, un ierakstīta Liepājas-Aizputes zemes grāmatu nodalās zemes grāmatas ar hip. 1470. num.

Šī nekustāma manta pilnā sastāvā ir novērtēta par Ls 1670, bet pārdojamā pusdaļa uz Ls 835 un to pārdod Latvijas hipotēku bankas un citu prasību apmierināšanai.

Uz šo nekustamo mantu ir nostiprināti hipotēku parādi Ls 7500 apmērā.

Solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1282. un 1320. p. no 50% novērtēšanas summas Ls 417,50 vai no priekšrocību prasību summas, skatoties, kas būs augstākā pārdošanas dienā.

Solītajiem jāiemaksā Ls 83,52 drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt pārdojamā imobiliju.

Tiesības, kas novērs pārdošanu, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdojamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceļejā bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kanceļejā. 19747

Madonā, 1936. g. 29. sept.  
Tiesu izpildītājs P. Asars.  
**Rīgas apgabalt. Madonas apr. tiesu izpild. P. Asars** (kanceleja Madonā, Vienības ielā 9) saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:  
1) Valsts zemes bankas prasībā par Ls 43,18 ar nokavējuma renti, termiņmaksām un izdevumiem 1937. g. 17. aprīlī plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Arnolda-Evalda-Aleksandra Evelona nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Madonas apr. Lubānas pag., un ierakstīta zemes grām. reģistrā 11046. num. un sastāv no Vec- un Jaunlubānas muižas atdalītām „Vizulu 1F, 1Fa” mājām, 16,30 ha kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 3000,—;  
3) tai ir hipotēku parādi Ls 3300,—;  
4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 200,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdojamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodalā.  
Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.  
Visi pārdojamās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi tiesu izpildītāja kanceļejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās kanceļejā. 19748

Madonā, 1936. g. 29. sept.  
Tiesu izpild. P. Asars.  
**Liepājas apgabalt. Liepājas pils. 1. iec. tiesu izpild. J. Rolavs** (kanceleja Indriķa ielā 6, Uliha ielā 51), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283., 1285., 1286.—1290. p., paziņo, ka 1936. g. 4



Daugavpils apgabalt. Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimeraļs (kanceleja Balvos, Turgus ielā 7), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280, līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Ls 2542,15 ar proc. prasības piedziņai 1937. g. 17. aprīlī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jāņa Aleksandra d. Leitana nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Viksnas pag. (agr. Balvu), ierakstīta zemes grām. reģistrā 1840. num. un sastāv no Bolvu-Aleksandropoles muižas atdalīta zemes gabala uroc. „Vikstamežs“, 36,46 deset. kopplatībā ar zemi un ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 2500,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 3000,— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 250,— un jāuzrāda damās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 3500,—, bet solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p. not.;

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Balvos, 1936. g. 30. sept. 19589

Tiesu izpild. H. Kimeraļs.

Daugavpils apgabaltiesas Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimeraļs (kanceleja Balvos, Turgus ielā 7), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) V. Niedras un A. Strausa Ls 266,— ar proc. prasības piedziņai 1937. g. 17. aprīlī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Alfrēda Andreja d. Žvirņa nekustamo mantu, kas atrodas Jaunlatgales apr. Viļakas pag., ierakstīta zemes grāmatu reģ. 2161. num. un sastāv no tiesībām uz ideālo pusi no 528F zemes gabala ar nosaukumu „Irbulāji“, 21,65 ha kopplatībā ar zemi un ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība — Ls 899,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 4200 Valsts zemes bankai uz vienu īpašuma;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 89,90 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 400,—, bet solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p. not.;

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērs, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Balvos, 1936. g. 30. sept. L. 239/241 19590

Tiesu izpild. H. Kimeraļs.

Daugavpils apgabaltiesas Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimeraļs (kanceleja Balvos, Turgus ielā 7), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas bankas Rēzeknes nodalās Ls 82,50 ar proc. prasības piedziņai 1937. g. 17. aprīlī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jāņa Matveja d. Medņa nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Viļakas pag. Medņevas sādžas zemes robežās, ierakstīta zemes grām. reģistrā 6479. num. un sastāv no Medņevas sādžas 10. viensētas, 9,611 ha kopplatībā ar zemi un ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 2413,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 2300 Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 241,30 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 270,—, bet solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p. not.;

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Jaunlatgalē, 1936. g. 7. okt. Tiesu izp. v. i. J. Bormanis.

Daugavpils apgabaltiesas Balvu iec. tiesu izpildītājs H. Kimeraļs (kanceleja Balvos, Turgus ielā 7), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas bankas Rēzeknes nodalās Ls 82,50 ar proc. prasības piedziņai 1937. g. 17. aprīlī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jāņa Matveja d. Medņa nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Viļakas pag. Medņevas sādžas zemes robežās, ierakstīta zemes grām. reģistrā 6479. num. un sastāv no Medņevas sādžas 10. viensētas, 9,611 ha kopplatībā ar zemi un ēkām;

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Balvos, 1936. g. 30. sept. L. 752 19591

Tiesu izpild. H. Kimeraļs.

Daugavpils apgabaltiesas Jaunlatgales iec. tiesu izpildītāja v. i. J. Bormanis (kanceleja Jaunlatgalē, Lāčplēša ielā 20), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280, līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 16. janvārī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Ādolta Jāņa d. un Bertas Aleksandra m. Rencu nekustamo mantu, kas atrodas Jaunlatgales apr. Jaunlatgales pilsētā, Latgales ielā 12, ievesta Jaunlatgales pilsētas zemes grām. reģistrā 8, num. un sastāv no zemes gabala 138.F, 4541 kv. m platībā, pilnā sastāvā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 3500,—, bet solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p. not.;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 3500,— Latvijas hipotēku bankai;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērt. desmitā daļa — Ls 350,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 2959,—;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Jaunlatgalē, 1936. g. 7. okt. L. 807. 19876

Tiesu izp. v. i. J. Bormanis.

Daugavpils apgabaltiesas Jaunlatgales iec. tiesu izpildītāja v. i. J. Bormanis (kanceleja Jaunlatgalē, Lāčplēša ielā 20), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280, līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasības apmierināšanai 1937. g. 16. janvārī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Elzas Jēkaba m. Smukkalns nekustamo mantu, kas atrodas Jaunlatgales apr. Augspils pag. Jaunlatgales biezi apdzīvotā vietā, ievesta 2. hipot. rajona zemes grāmatu reģ. 2299. num. un sastāv no zemes gabala 10F, Kalpaka ielā 19, 2456 kv. m platībā (atdalīts no Bokovas muižas 311. fol.), pilnā sastāvā;

2) nekustamās mantas izsoles vērt. Ls 400,—, bet solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p. not.;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 400,—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda, novērtējuma desmitā daļa — Ls 40,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai; L. 904 19877

5) šās nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 904,—, bet solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p. not.;

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Jaunlatgalē, 1936. g. 7. okt. Tiesu izp. v. i. J. Bormanis.

Daugavpils apgabaltiesas Jaunlatgales iec. tiesu izpildītāja v. i. J. Bormanis (kanceleja Jaunlatgalē, Lāčplēša ielā 20), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280, līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nodalās prasības apmierināšanai, 1937. g. 6. februārī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē pārdos pilnā sastāvā Alekseja Vasilja d. Kuzņecova nekustamo mantu, kas atrodas Jaunlatgales apr. Purvmalas pag., ievesta 2. hip. raj. zemes grāmatu reģ. 5625. num. un sastāv no zemes gabala 9F, ar nosaukumu „Girti“, platībā 2 ha, pilnā sastāvā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 270,—, bet solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p. not.;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 700,—, valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērt. desmitā

daļa — Ls 27,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 270,—, bet solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p. not.;

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā. L. 522

Jaunlatgalē, 1936. g. 6. okt. Tiesu izp. v. i. J. Bormanis.

Daugavpils apgabaltiesas Jaunlatgales iec. tiesu izpildītāja v. i. J. Bormanis (kanceleja Jaunlatgalē, Lāčplēša ielā 20), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280, līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Jāņa Jevstafija d. Berezova prasības apmierināšanai 1937. g. 17. aprīlī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Fjodora Kalinina d. Baronova nekustamo mantu, kas atrodas Jaunlatgales apr. Augspils pag. Popovkas sādžas zemes robežās ievesta 2. hipot. rajona zemes grāmatu reģ. 4939 num. un sastāv no 20. viensētas ar nosaukumu „Zemēta“, sastāvā no zemes gab. 20 un 20a, aptver: 20. num.—10,475 ha un 20a. num.—2,667 ha, bet kopā—13,142 ha, pilnā sastāvā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 2959,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 100,— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 295,90 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 2959,—;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Jaunlatgalē, 1936. g. 6. oktobrī. L. 869/36. 19875

Tiesu izpild. v. i. J. Bormanis.

Daugavpils apgabaltiesas Rēzeknes iec. tiesu izpildītājs A. Lazdiņš (kanceleja Rēzeknē, Rūd. Blaumana ielā 16), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Latvijas kredītbankas Daugavpils nodalās prasības piedziņai 1937. g. 16. janvārī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jēzupa Antona d. Bekera nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknē, Atbrīvošanas alejā 7, ierakstīta zemes grāmatu reģistrā 855. folijā un sastāv no Rēzeknes pilsētas dzimtslietošanas gruntsgabala lit. „B“, 995 kv. metru platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 19.320,—;

3) nekustamai mantai ir hipotēku parādi: 1) Latvijas hipotēku bankai Ls 19.000,—; 2) Rēzeknes latviešu biedr. „Tautas pils“ Ls 10.000,—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 1932,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 19.320,—;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

7) visi pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Rēzeknē, 1936. g. 6. oktobrī. L. 727 19878

Tiesu izpildītājs A. Lazdiņš.

Daugavpils apgabaltiesas Rēzeknes iec. tiesu izpildītājs A. Lazdiņš (kanceleja Rēzeknē, Rūd. Blaumana ielā 16), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Latvijas kredītbankas Daugavpils nodalās prasības piedziņai 1937. g. 16. janvārī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jakova Josefa d. Bērziņa nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknē, Atbrīvošanas alejā 11, ierakstīta zemes grāmatu reģistrā 174. folijā un sa-

stāv no pilsētas dzimtslietošanas gruntsgabala, 118,30 kv. asiņ platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 15.960,—;

3) nekustamai mantai ir hipotēku parādi: 1) Latvijas kredītbankai Ls 3000,—; 2) Rīgas hipotēku biedrībai Ls 12.000,—; 3) G. un I. Bērziņiem Ls 20.000,—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 1596,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 1596,—;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) visi pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodalās kancelejā.

Rēzeknē, 1936. g. 6. oktobrī. L. 741 19879

Tiesu izpild. A. Lazdiņš.

Daugavpils apgabaltiesas Rēzeknes iec. tiesu izpildītājs J. Stumbergs (kanceleja Rēzeknē, 18. Novembra ielā 23) paziņo, ka:

1) Baltijas tirdzniecības un rūpniecības A./s. „Batrac“ un Zalamana Slovina prasību piedziņai 1936. g. 14. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē 3. publiskā izsolē pārdos pilnā sastāvā Meera-Abo Ruvina d. Gordina nekustamo mantu, kas atrodas Rēzeknes pilsētā, Greizā ielā 6, ar zemes grāmatu reģistrā 435. num., un sastāv no pilsētas zemes gab. 688/9 kv. saž. platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei saskaņā ar Civilproc. nolik. 1262 p., novērt. par Ls 900,—;

3) nekustamā manta ir apgrūtināta ar hipotēku parādu Ls 6000,—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 900,—;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

7) visi pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodalā.

Rēzeknē, 1936. g. 6. oktobrī. L. 416 19880

Tiesu izpild. J. Stumbergs.

Daugavpils apgabaltiesas Rēzeknes iec. tiesu izpildītājs J. Stumbergs (kanceleja Rēzeknē, 18. Novembra ielā 23) paziņo, ka:

1) Latvijas bankas un citu pievienotu kreditoru prasību apmierināšanai 1937. g. 17. aprīlī plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē 1. publiskā izsolē pārdos Singlītīnijas (Sinklītīnijas), Savelija, Afanasija un Karpa Fedorenkova tiesības katram uz 1/3, ideālo daļu nekustamā mantā, kas atrodas Rēzeknes apr. Rēznas pag. Černoje folvarkā, ar zemes grām. reģistrā 856. num. un sastāv no apm. 92 des. vairāk vai mazāk;

2) nekustamā manta publiskai izsolei, saskaņā ar Civilproc. nolik. 1262 p., novērtēta par Ls 11.738,—, bet 4/7 par Ls 6707,44;

3) nekustamā manta ir apgrūtināta ar hipotēku parādu Valsts zemes bankai Ls 1000,—; Latvijas bankai Ls 1100,— un Jānim Kauliņam Ls 250,—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 11.738,—, bet 4/7 par Ls 6707,44;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) visi pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodalā.

Daugavpils apgabaltiesas Rēzeknes iec. tiesu izpildītājs J. Stumbergs (kanceleja Rēzeknē, 18. Novembra ielā 23) paziņo, ka:

1) Maksātnespējīgās Kristību krājaizdevu sabiedrības „Paligs“ konkursa valdes prasības apmierināšanai 1937. g. 17. aprīlī plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē 2. publiskā izsolē pārdos pilnā sastāvā Kuzma Kuprijana d. Kuprijanova nekustamo mantu, kas atrodas Rēzeknes apriņķī Ružinas pag. Šutovkas sādžā, ar zemes grāmatu reģistrā 13920.

2) nekustamā manta publiskai izsolei, saskaņā ar Civilproc. nolik. 1262. p., novērtēta par Ls 1370,—;

3) nekustamā manta ir apgrūtināta ar hipotēku parādu Valsts zemes bankai Ls 1800,—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 1800,—;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

7) visi pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodalā.

Rēzeknē, 1936. g. 6. oktobrī. L. 257 19693

Tiesu izpild. J. Stumbergs.

Daugavpils apgabaltiesas Rēzeknes iec. tiesu izpildītājs J. Stumbergs (kanceleja Rēzeknē, 18. Novembra ielā 23) paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nodalās prasības apmierināšanai, saskaņā ar Valsts zemes bankas statūtu 43.—49. p. noteikumiem, 1937. g. 17. aprīlī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodalās sēžu zālē 1. publiskā izsolē pārdos pilnā sastāvā Klementija Jāņa d. Miklaševiča nekustamo mantu, kas atrodas Rēzeknes apr. Rēznas pag., ar zemes grāmatu reģ. 27500 num. un sastāv no zemes gabala 37F „Līpu dārzis“, 3,71 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei, saskaņā ar Civilproc. nolik. 1282. p., novērtēta par Ls 400,—;

3) nekustamā manta ir apgrūtināta ar hipotēku parādu Valsts zemes bankai Ls 1200,—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 400,—;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

7) visi pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodalā.

Rēzeknē,



# Kaŗa min. Apgādes pārvalde izdos sacensībā

1936. g. 14. oktobrī, pulksten 11, pārbūves darbus Rīgas kaŗa slimnīcas 144. ēkā par apm. Ls 34.760,—.

Piedāvājuma nodrošinājums Ls 1.750,—. Sacensība notiks izsoļu telpās, Rīgā, Valdemāra ielā 10/12, 1. dz. Tuvāki nosacījumi finanču daļā. L 3631 19768

## Pasta un telegrafa departaments iegādās rakstiskā sacensībā:

- 1) š. g. 20. oktobrī, plkst. 11, — 743 m telefona, apakšzemes kābeli, kaitu ar papīra izolāciju 500×2 v. 602 m t. p. 1000×2 v. 977 m telefona, apakšzemes kābeli, bruņotu ar papīra izolāciju 500×2 v. 700 m telefona, apakšzemes kābeli, bruņotu ar papīra izolāciju 25×2 v.
  - 2) š. g. 21. oktobrī, plkst. 11, — 200 kg diferencālo eļļu. 200 kg tavotu.
- Drošības nauda 10% no piedāvājuma vērtības jāiemaksā pie piedāvājuma iesniegšanas. Tuvākas ziņas Saimniecības pārvaldē, 58. istabā. L 3627 19767

## Šoseju un zemes ceļu depart. 6. rajona inženieris

noturēs š. g. 28. oktobrī, plkst. 11, savā kanceļjā, Rēzeknē, Dārza ielā 32

### jauktas izsoles

#### laukakmeņu piegādēm, šoseju bituminēšanas darbu vajadzībām:

- 1) Ludzas ielā, Rēzeknē, uz 0,275 km gara gabala — 25 m<sup>3</sup>;
- 2) Latgales šosejā no 89,000—89,620 km — 36 m<sup>3</sup>, no 91,177—92,285 km — 35 m<sup>3</sup>.

Izsoļi noturēs mazās vienībās ap 20 m<sup>3</sup> katrā. Nodrošinājums izsolēs — Ls 10,— katrai vienībai. Tuvākas ziņas rajona kanceļjā. L 3638 19779

## Šoseju un zemes ceļu departamenta 8. raj. inženieris

otrdien, š. g. 20. oktobrī, plkst. 9, Pastendes pag. namā

### izdos jauktā izsolē

#### 70 kb. m. laukakmeņu piegādi Talsu pilsētas Brīvības ielas bituminēšanas darbu vajadzībām

no 0,000 līdz 0,885 km. izsoļi noturēt mazās vienībās, pa 20 līdz 30 kb. m. katrā.

Nodrošinājums izsolē Ls 10,— par katru vienību. 19795  
Ar tuvākiem noteikumiem var iepazīties rajona kanceļjā, Ventspilī, Dārza ielā 2 un izsoles dienā arī Pastendes pag. valdē.

## Šoseju un zemes ceļu departamenta 9. rajona inženieris, Valmierā, izdos jauktā izsolē

1936. g. 21. oktobrī, plkst. 10, kanceļjas telpās, M. Beates ielā 1.

## laukakmeņu piegādes:

- 1) Rīgas ielai Valmierā 320 m<sup>3</sup>, sadalītu 4 vienībās ā 30 m<sup>3</sup> 2 " " ā 100 m<sup>3</sup>
  - 2) Valmieras — Mazsalacas šosejas iztaisnojumam pie Valmieras 1000 m<sup>3</sup>, sadalītu 10 vienībās ā 20 m<sup>3</sup> 5 " " ā 40 m<sup>3</sup> 6 " " ā 100 m<sup>3</sup>
- Drošības nauda piedaloties izsolē par 30 m<sup>3</sup> Ls 13,— un par 100 m<sup>3</sup> Ls 43,—.
- Drošības nauda piedaloties izsolē par katrām 20 m<sup>3</sup> Ls 7.50. Rakstiski piedāvājumi, apmaksāti ar Ls 2,— zīmognodevu, līdz ar drošību jāiesniedz izsoles dienā līdz plkst. 10 izsoles komisijai. L 3641 19780  
Tuvāki paskaidrojumi 9. rajona kanceļjā darba laikā.

## Šoseju un zemes ceļu dep. 13. rajona inženieris

š. g. 21. oktobrī plkst. 10 Augšpils pagasta valdes telpās

### izdos jauktā izsolē

#### 100 m<sup>3</sup> laukakmeņu piegādi Jaunlatgales pilsētas Lāčplēša ielas bituminēšanas darbu vajadzībām

no km 0,120—1,340. Solīšana notiks pa vienībām — 20 m<sup>3</sup> katrā. Nodrošinājums par 1 vienību — Ls 10,—. 19778  
Tuvākas ziņas rajona kanceļjā, darba laikā. L 3634

## Liepājas pilsētas elektrības un gāzes iestādes

sarīko š. g. 16. oktobrī plkst. 12 rakstisku sacensību

#### 1200—1500 t gāzes ogļu piegādei.

Nofekumi saņemami iestāžu kantorī. 19794

## Bērzsīpeles virsmežniecība

1936. g. 22. oktobrī, plkst. 11, Jelgavā, Pasta ielā 34, Zemgales kluba telpās, pārdos mutiskā izsolē

#### saimnieciskā kārtā sagatavotu sausu dedzināmu malku un celmu malku,

izvestu uz Lielupes krautuvēm, pie Livbērzes stacijas un atrodošos mežā. Vienību skaits — 74, vērtībā no Ls 25,— līdz Ls 2115,—.

Mežu pārdos pēc zemkopības ministra apstiprinātiem nosacījumiem.

Virsmežniecība patur tiesības izsludinātās vienības noņemt no izsoles pēc saviem iesakiem.

Sīkākas ziņas virsmežniecības kanceļjā, Jelgavā, Ptkv. Kalpaka ielā 9, un pie iecirkņu mežzinieņiem. 19797

**Rīgas valsts tehnikums** izsludina par nederīgām vienas skolēnu nozaudētās tramvaja kartiņas: 1) Karļa Breģža 18512. un 2) Jāzepa Stašana 18534. kartiņu. 19625g 19714r

**Jelgavas pils. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatīgu R 91978/46119. ko Rīgas pils. valde 1932. g. 28. jūnijā izdevusi Simanīm Libermaiņim. 19714r

**Nodokļu departamenta nodokļu piedziņējs** paziņo, ka 1936. g. 15. oktobrī, plkst. 11, Rīgā, Andr. Pumpura ielā 5, 9. dz., pārdos vairāksolišanā Benciona un Hanas Zalamansonu mēbeles, novērtētas par Ls 254,—, viņu 1935. g. ienāk. un kriz. ien. nodokļu parāda piedziņšanai. 19786r  
Rīgā, 1936. g. 8. oktobrī.

**Nodokļu departamenta nodokļu piedziņējs** paziņo, ka 1936. g. 15. oktobrī, plkst. 11.30, Rīgā, L. Zolitūdes ielā 13, pārdos vairāksolišanā Mozus Magidsona mēbeles un citu mantu, novērtētu par Ls 294,—, viņa dažādu nodokļu parāda piedziņšanai. 19787r  
Rīgā, 1936. g. 7. oktobrī.

**Nodokļu departamenta nodokļu piedziņējs** paziņo, ka 1936. g. 16. okt., plkst. 11, Rīgā, Gaibriu dambī 11, darbn., pārdos vairāksolišanā Jāzepa Apta kažokādu ģērētavas mašīnas, novērtētas par Ls 206,—, viņa 1936. g. % peļņas nodokļa parāda piedziņšanai. 19893g  
Rīgā, 1936. g. 8. oktobrī.

**Nodokļu departamenta nodokļu piedziņējs** paziņo, ka 1936. g. 19. oktobrī, plkst. 15, Daugavpilī, Aizsargu ielā 48, pārdos vairāksolišanā Soloma Fingergoita kustamu mantu, novērtētu par Ls 1340,—, viņa dažādu nodokļu parāda piedziņšanai. 19796r  
Daugavpilī, 1936. g. 7. oktobrī.

## Ūtrupe.

Rīgas kalpotāju artēļa „Ekspress” 2. uzdevumā pirmdien, š. g. 19. oktobrī, plkst. 10, Rīdzenes ielā 4 un plkst. 10.30, Gaisiņu ielā 6, pārdos atklātā izsolē artēliem glabāšanā nodotās un par to nesamaksātas mantas ar kv. № 3427, 3679, 3682, 3792, 4435, 4783, 4813, 4891, 5087, 5196, 5224, 5323, 5436, 5622, 5758, 5766, 5780, 5798, 5808, 5812, 5844, 5859, 5871, 5875, 5882, 5895, 5911, 5922, 5937, 6004, 6039, 6047, 6049, 6079, 6086, 6092, 6104, 6122, 6124, 6136, 6146, 6155, 6158, 6203, 6204, 6239, 6252, 6379, 6276, 6286, 6337, 6342, 6442, 6385, 6396, 6432, 6434, 6489, 6447, 6458, 6460, 6485, 6563, 6502, 6504, 6547, 6592, 6619, 6569, 6571, 6591, 6615, 6498.

**Pārdošana nāks galdī, kreslī, gultas u. t. t.**  
Rīgas pilsētas ūtrupnieks E. Karlsons. uzņemtas višādu mantu un preču likvidāciju, tālr. 24260 un 30291.

## Blomes pagastam, Valkas apr., vajadzīgs pagasta valdes un tiesas darbvedis.

Kandidāti ar darbveža tiesībām var līdz š. g. 20. oktobrim iesniegt lūgumus līdz ar dokumentiem par izglītību, veselību un iepriekšējo nodarbošanos.

Vēlēšanas notiks š. g. 21. okt., plkst. 14, valdes sēdē. Vēlama personīga ierašanās.

Tuvākā dzelzceļa stacija Bikseja — 5 km. 19825g  
Pag. vec. K. Skrastiņš. Darbveža v. k. K. Bramaniš.

## Grundzāles pag. 6-kl. pamatskolai

Valkas apr., vajadzīgs skolas pārzinis—virietis, muzikāls un sabiedrīks darbinieks. Kandidātus izraudzīs š. g. 21. oktobrī, plkst. 12, pag. valdes sēdē, Grundzāles pag. namā. Ar zīmognodevu apmaksāti lūgumi jāiesniedz pag. valdē klāt pieļiekot apliecinību par izglītību, tiesībām un veselību. Personīga ierašanās vēlama.

Autobusa satiksme katru dienu Rīga-Ape. Autobusa pietāstāne Dzeņu krogs — 3.5 km. Pasta adrese caur Grundzāli, tālr. Grundzāle 9. 19809g  
Pag. vecākais J. Strēlis. Darbvedis P. Skaris.

**Rīgas pils. aizgādības valde** izsludina par nederīgām nozaudētās šīs pils. valdes darba no daļas izdotās darba grāmatīņas: 1) R. № 28182/19730, kas 1932. g. 9. jūnijā izdota Kristapam - Jānīnam Daudem; 2) R 43380/48156 — 1932. g. 13. jūnijā Almai - Marijai Melnalksnis, dz. Sulte; 3) ar nezināmu numuru, kas 1933. g. izdota Jevgenijai Batūra, dz. Grigorjevs, un 4) V. № 13520/285, ko Stamerienes pag. valde 1933. g. 7. martā izdevusi Erikam Podziņam.

**Rīgas prefektūra** izsludina par nederīgām pasēm un personas apliecinības, kas pieņemtas par zudušām pēc šāda saraksta:

- 1) Latv. pasi ser. AA 023765/177012, ko Rīgas pref. 10. iec. priekšn. 1927. g. 10. sept. izdev. Annai Avotiņš; 2) Latv. pasi ser. MA (021066/341394, ko Rīgas pref. 1933. g. 3. apr. izdevusi Emilijai Freiberģis; 3) Latv. pasi ser. BA 015906/231735, ko Rīgas pref. 1928. g. 11. maijā izdevusi Austrai Keņģis; 4) Latv. pasi ser. TZ 006492/374984, ko Rīgas pref. 1936. g. 7. febr. izdevusi Tatjanai Vladimirovs; 5) Latv. pasi ser. AP 019402/96087, ko Rīgas pref. 6. iec. priekšn. 1928. gada 20. janv. izdevusi Mikelim Pāpam; 6) Latv. pasi ser. MJ 022401/320079, ko Rīgas pref. 1931. g. 17. martā izdevusi Eudokijai Sazonis; 7) Latv. pasi ser. AK 000882/213444, ko Rīgas pref. 12. iec. priekšn. 1927. gada 2. sept. izdevusi Jānim Straubergam-Raubergam; 8) Latv. pasi ser. MJ 000631/211787, ko Rīgas pref. 1929. g. 22. aug. izdevusi Georgam Reimaniņim; 9) Latv. pasi ser. TA 004000/347684, ko Rīgas pref. 1933. g. 15. nov. izdevusi Paulīnei Keisters; 10) Latv. pasi ser. TA 004163/347706, ko Rīgas pref. 1933. g. 21. nov. izdevusi Jevdokiijai Meiris; 11) Latv. pasi ser. PA 004300/1732, ko Rembates pag. valde 1935. g. 5. jūl. izdevusi Zofijai Mackevičis; 12) Latv. pasi ser. AN, ko Rīgas pref. 5. iec. priekšn. 1927. gada 28. nov. izdevusi Elizabetei Pavlovskis; 13) Latv. pasi ser. MV 003981/2981, ko Jaungulbenes pag. valde 1928. g. 8. jūnijā izdevusi Nellijai Lietavietis; 14) Latv. pasi ser. BV 001728/1714, ko Liepājas-Aizputes apr. priekšn. 1928. g. 20. apr. izdevusi Ievai-Mildai Strömbergis; 15) Latv. pasi ser. TA 004058/349085, ko Rīgas pref. 1933. g. 17. nov. izdevusi Rūdolffam Geim; 16) Latv. pasi ser. KT 006357/1957, ko Balvu pag. valde 1928. g. 19. janv. izdevusi Dortei Keišis; 17) Latv. pasi ser. AA 002418/3099, ko Rīgas pref. 1. iec. priekšn. 1927. g. 20. aug. izdevusi Voldeimāram Bērziņam; 18) Latv. pasi ser. MJ 007287/305492, ko Rīgas pref. 1930. g. 5. jūl. izdevusi Perei Civjans; 19) Latv. pasi ser. MA 016018/337453, ko Rīgas pref. 1932. g. 4. okt. izdevusi Alīsei-Johannai Paio; 20) Latv. pasi ser. AN 019066/110325, ko Rīgas pref. 7. iec. priekšn. 1927. g. 24. nov. izdevusi Dāvidam Bergolam; 21) Latv. pasi ser. BK 005574/158921, ko Rīgas pref. 1928. g. 16. jūl. izdevusi Arturam-Edgarum Vībanam; 22) Latv. pasi ser. LJ 012602/802, ko Naudītes pag. valde 1927. g. 16. nov. izdevusi Pēterim Zentelim; 23) Latv. pasi ser. TZ 001741/371246, ko Rīgas pref. 1928. g. 10. okt. izdevusi Fridai Belēvičis; 24) Latv. pasi ser. 021281/295489, ko Rīgas pref. 1928. g. 21. martā izdevusi Aleksandram Denisovam; 25) Latv. pasi ser. BZ 005009/222003, ko Liepājas pol. 2. iec. priekšn. 1928. gada 27. martā izdevusi Arnoldam Rūpekam; 26) Latv. pasi ser. AT 021459/95328, ko Rīgas pref. 9. iec. priekšn. 1928. g. 20. febr. izdevusi Alfrēdam Miltum; 27) Latv. pasi ser. MA 013229/333082, ko Rīgas pref. 1932. g. 1. jūl. izdevusi Annai Žigurs; 28) Latv. pasi ser. BK 011666/67688, ko Rīgas pref. 1928. g. 1. okt. izdevusi Annai Titovs; 29) Latv. pasi ser. TZ 001580/367905, ko Rīgas pref. 1935. g. 7. okt. izdevusi Vladislavam Lugiņskim; 30) Latv. pasi ser. 019243/363784, ko Rīgas pref. 1935. g. 5. martā izdevusi Annai Zakovs; 31) Latv. pasi ser. JN 011204/803, ko Asūnes pag. valde 1928. g. 20. martā izdevusi Grigorijam Spilam; 32) Latvijas pasi ser. AP 018271/131778, ko Rīgas pref. 8. iec. priekšn. 1928. g. 6. janv. izdevusi Nikolajam Azelickim; 33) Latv. pasi ser. CN 020328/328, ko Katrinas pag. valde 1928. g. 25. jūl. izdevusi Pēterim Baņģim; 34) Latv. pasi ser. MP 014497/34187, ko Istras pag. valde 1928. g. 31. aug. izdevusi Jēkabam Semjonovam; 35) Latv. pasi ser. AJ 001691/85521, ko Rīgas pref. 6. iec. priekšn. 1927. g. 21. sept. izdevusi Latei Kisis; 36) Latv. pasi ser. NK 001676/1666, ko Rēzeknes pils. polic. 1928. g. 12. janv. izdevusi Aleksandram Orlovskim; 37) Latv. pasi ser. AA 017356/161250, ko Rīgas pref. 9. iec. priekšn. 1927. g. 7. sept. izdevusi Katrīnai Kalugiņis; 38) Latv. pasi ser. TA 007496/350587, ko Rīgas pref. 1934. g. 28. febr. izdevusi Emmai-Bertai Egle; 39) Latv. pasi ser. LK 002895/2481, ko Jelgavas apr. priekšn.

1927. g. 28. sept. izdevusi Katrīnai Kuniņis; 40) Latv. pasi ser. MJ 010154/306609, ko Rīgas pref. 1930. g. 26. apr. izdevusi Albertam Brāķerim; 41) Pagaidu personas 825. apliec., ko Rīgas pref. 1936. g. 19. aug. izdevusi Dveirai Buchbinders; 42) Latv. pasi ser. AN 012677/30522, ko Rīgas pref. 3. iec. priekšn. 1927. g. 17. nov. izdevusi Hermīnei Reinbergam; 43) Latv. pasi ser. TA 009025/353508, ko Rīgas pref. 1934. g. 19. apr. izdevusi Rūdolffam Strazdam; 44) Latv. pasi ser. MA 001894/323239, ko Rīgas pref. 1931. g. 27. jūl. izdevusi Lazaram Bernšteīnam; 45) Latvijas pasi ser. KN 015393/1840, ko Dēmenes pag. valde 1930. g. 13. febr. izdevusi Viktoram Baranovskim; 46) Latv. pasi ser. BK 014489/157966, ko Rīgas pref. 1928. g. 12. nov. izdevusi Arturam Baurim; 47) Latv. pasi ser. TA 015180/358381, ko Rīgas pref. 1934. g. 12. nov. izdevusi Harijam Peīnam; 48) Latv. pasi ser. TZ 006237/375943, ko Rīgas pref. 1936. g. 31. janv. izdevusi Līnai Krieviņš; 49) Latv. pasi ser. LN 019715/28931, ko Jelgavas apr. polic. 1. iec. priekšn. 1934. g. 9. apr. izdevusi Annai Melenberģis; 50) Latv. pasi ser. JN 022783/384, ko Krustpils pag. valde 1927. g. 17. okt. izdevusi Ludvigam Pēterim Leijam; 51) Latv. pasi ser. MA 011830/32809, ko Rīgas pref. 1932. g. 25. maijā izdevusi Sergejam Kūtjam; 52) Latv. pasi ser. CZ 01125/25, ko Zīras pag. valde 1927. g. 28. nov. izdevusi Hildai-Olgai Vitols; 53) Latv. pasi ser. LN 013148/1148, ko Svētciema pag. valde 1928. g. 29. okt. izdevusi Jānim Biseniekam; 54) Latv. pasi ser. AP 004939/181312, ko Rīgas pref. 10. iec. priekšn. 1927. g. 22. dec. un karaklausības 3316. apliecinību, ko Sapiēru pulka kom. 1933. gada 28. sept. izdevusi Vilhelmam Saliniekam; 55) Latv. pasi ser. AV 020051/207245, ko Rīgas pref. 11. iec. priekšn. 1928. g. 26. martā izdevusi Augustam Hironomusam; 56) Latv. pasi ser. TA 013225/357145, ko Rīgas pref. 1934. g. 27. aug. izdevusi Lūcijai Vecmanis; 57) Latv. pasi ser. BA 003961/205610, ko Rīgas pref. 11. iec. priekšn. 1928. g. 21. apr. izdevusi Augustam Spiekim - Katevicam; 58) Latv. pasi ser. PP 003450/850, ko Lejasciema pag. valde 1927. g. 7. nov. izdevusi Karlīm Ozoliņam; 59) Latv. pasi ser. AP 008386/113027, ko Rīgas pref. 7. iec. priekšn. 1927. gada 29. dec. izdevusi Bernhardam Eikim; 60) Latv. pasi ser. LV 001938/4159, ko Tukuma-Talsu apr. polic. 1. iec. priekšn. 1928. gada 12. maijā izdev. Ernestam Eglītim. 19189g

**Daugavpils prefektūra** izsludina par nederīgu Latv. pasi ser. KP 024279/279, ko Baltinavas pag. valde 1927. g. 25. nov. izdevusi Teklai Supe. 19596g

**Daugavpils apr. polic. 2. iec. priekšn.** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. KV 014176, ko Sērenes pag. valde 1928. g. 16. apr. izdevusi Andrejam Galviņam. 19595g

**Daugavpils apr. polic. 5. iec. priekšn.** izsludina par nederīgām Latv. iekšz. pasēm: 1) ser. KJ № 017834/5432, ko Asūnes pag. valde 1935. g. 27. apr. izdevusi Konstāncijai Šņucins, dz. Pontaks; 2) ser. JN № 012145/1743, ko Asūnes pag. valde 1928. g. 14. maijā izdevusi Antonam Šņucinam, un 3) zirga 2985/68085, pasi, ko Asūnes pag. valde 1936. g. 23. janv. izdevusi Antonam Šņucinam. 19495g

**Lādes pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto 92. labības grāmatīgu, ko šī pagasta valde 1935. g. izdevusi Jānim Miklāvam. 19174r

**Līvānu pag. valde** izsludina par nederīgu 619. labības grāmatīgu, ko šī pag. valde izdevusi Pēterim Šņeglovam.

**Madonas pasta un tel. kant.** izsludina par nederīgu nozaudēto radiofona abonementa 782. atļauju, kas 1935. g. 28. decembrī izdota Pēterim Liepiņam.

**Maltas pag. valde** izsludina par nederīgām nozaudētās: 1) Latvijas iekšzemes pasi ser. IK № 016916/7536, ko šī pag. valde 1935. g. 30. jūlijā, un 2) 7641. kaŗa klausības apliecinību, ko 1924. g. 12. aprīlī 9. Rēzeknes kām. pulka komand. izdevusi Bronislavam Krūzām; 3) 510.17610. zirga pasi, ko šī pag. valde 1926. g. 10. martā izdevusi Boleslavam Salcevicam; 4) zirgu pasi, kas izdota Jezupa Bitadzēla 12 g. v., pašam, 133 cm augstam, ar cirtām krēpēm zirgam, lauku pieri, priekšas un pakalkājas puszābakotas; kas un kād pasi izdevis nav zināms; 5) Latvijas iekšz. pasi ser. MK № 023556/6086, ko šī pag. valde 1930. g. 4. nov. izdevusi Boleslavam Mikanovam; 6) kumeļu reģistrācijas 264. zīmī, ko Ružinas pag. valde 1931. g. 1. aprīlī izdevusi Solumam Bobrovam; 7) 2720. zirgu pasi, ko Varkavas pag. valde 1933. g. 2f. augustā izdevusi Stanislavam Svīlpam, un 8) 821. darba grāmatīgu, ko šī pag. valde 1933. g. 6. dec. izdevusi Evdejam Safovam.

**Purmsātu pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto 154. labības grāmatīgu, ko šī pag. valde 1935. g. izdevusi Filipam Mendelsonam. 19353r

**Rēzeknes apr. polic. 2. iec. priekšn.** izsludina par nederīgu 662. ieroču atļauju, ko Ludzas apr. priekšn. 1935. g. 21. augustā izdevusi Eduardam Kopeikam.

**Tīļas pag. valde** izsludina par nederīgu 39. labības grāmatīgu, ko šī pag. valde 1935. g. 3. septembrī izdevusi Jānim Konovalam. 19277r

**Tukuma-Talsu apr. pol. 2. iec. priekšn.** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. LZ 005751/751, ko Cieceres pag. valde 1931. g. 18. okt. izdevusi Matīsam Lembergam. 19347g

**Tujas pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto 123. labības grāmatīgu, ko šī pagasta valde 1935. g. izdevusi Martīnam Andersonam. 19355r

**Valkas apr. polic. 3. iec. priekšn.** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. AK № 005489/239878, ko Rīgas pref. pasi nodāja 1927. g. 3. okt. izdevusi Agnesei Rīters.

**Ventspils apr. polic. 2. iec. priekšn.** izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. CZ № 021750, ko Dundagas pag. valde 1927. g. 14. dec. izdevusi Karlīm Jāvaldam. 19348g

**Vainodes pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto 172./K. 06322. darba grām., ko šī pag. valde 1935. g. 13. jūnijā izdevusi Ženijai - Līnai Strazds, dzim. Pūre. 19352r

## Dažādi sludinājumi.

**Akc. sab. Baltijas celulozes fabrika** Slokā pie Rīgas, valde uzaicina sabiedrības akcionārus uz

ārkartējo AKCIONĀRU SAPULCI š. g. 30. oktobrī, plkst. 12, sabiedrības telpās, Rīgā, L. Smilšu ielā 27.

Dienas kārtība:  
1) Vēlēšanas;  
2) dažādi jautājumi.  
19802g Valde.

**Biedrības „Latvijas boksā klubs” likvidācijas komisija** uzaicina visus šīs biedrības mantu turētājus, debitorus, kreditorus un citas ieinteresētās personas pieteikt un iesniegt prasības 1 viena mēneša laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” likvidācijas komisijai Rīgā, M. Nometņu ielā 7, 3. dz.

Sīnī laikā nepieteiktās tiesības un prasījumus atzīs par spēku zaudējušiem, bet par biedrības mantas slēpšanu draud likumīgā atbildība. 19626r Likvidācijas komisija.

# Rīgas biržas bankai

ir paziņots, ka viņas izdotā 42968. noguldījuma zīme,

kas izrakstīta 1910. g. 18. martā Sofijai Pressler, Henriettei Pressler, Malvinei Detlov, Annai Kožuk, Jūlianei Daladas, Eduardam Mattissam un Karol. Frīzen par 10.000 kr. rubļu ir pazudusi, kādēj Rīgas biržas banka, saskaņā ar apstiprināto statūtu 30. panta piezīmi, uzaicina visus, kam pie minētās zīmes būtu kādas dibinātas tiesības, pieteikties Rīgas biržas bankā 6 mēnešu laikā, pēc šīs dienas. Pretējā gadījumā pēc šī termiņa noteicēšanas minēto zīmī uzskatīs par nederīgu un tās vietā izdos jaunu. 19735  
Rīgā, 1936. g. 7. oktobrī. 3182.